



# Situation Economique et Sociale de la Lorraine Année 2006 et perspectives 2007

## Mutations économiques : un cap difficile à tenir



# *Composition du comité de pilotage*

---

Président

Gilbert KRAUSENER

Comité de pilotage

BAYER Raymond  
BARNAGAUD Gilles  
BERTSCH Claude  
BEXON Denis  
BISTON Christian  
BRIOIS Evelyne  
CAROLUS Jean-Pierre  
CRIQUI Etienne  
CUTTITTA Emmanuelle  
DRANT Annie  
DUHR Brice  
EHLACHER Frantz  
GASTALDELLO Lucien  
GUERRIER DE DUMAST Bernard  
HILPERT Bernadette  
JUBERT Michel  
KEIM Marc  
LAMOUSSE Lucette  
LIGER Dominique  
LIOGER Richard  
LOQUET François  
MAUCOURT Marie-Madeleine  
MAYER Abel  
MESSENET Marguerite  
MEYER Patrick  
MORIN Bernadette  
MULLER BECKER Nicole  
NICOLLE Bernard  
PARMENTIER Francis  
PELLETIER Michel  
RECEVEUR Raymond  
ROBERT Jean-Marie  
SERGENT Michel  
SIDRE André  
STREIFF Pierre  
SOWKA Frédéric  
VASSEUR Monique

*Assistés de Véronique CERUTTI, Directrice des études  
au Conseil Economique et Social de Lorraine*

# *Sommaire*

---

<b>Climat Economique et Social en région Lorraine.....</b>	<b>p.5</b>
<b>Synthèse.....</b>	<b>p.6</b>
<b>Introduction.....</b>	<b>p.12</b>
<b>Contexte national et international.....</b>	<b>p. 14</b>
<b>I- Un premier point sur la démographie lorraine.....</b>	<b>p.19</b>
<hr/>	
1- <b><u>En évolution annuelle</u></b>	
2- <b><u>Sur des tendances plus longues</u></b>	
3- <b><u>Natalité – fécondité – mortalité</u></b>	
<b>II- Quelques indicateurs sur l'économie lorraine.....</b>	<b>p.26</b>
<hr/>	
<b>I- PRODUCTION DE RICHESSE : une croissance moyenne.....</b>	<b>p. 30</b>
<b>II- DEMOGRAPHIE DES ENTREPRISES : une création toujours soutenue et un secteur tertiaire qui gagne peu à peu du terrain.....</b>	<b>p.32</b>
1. <b>Dynamique des créations pures, forte baisse de la reprise d'entreprises</b>	
2. <b>Une poussée de la création dans le domaine des services aux entreprises</b>	
2.1. <b><u>Commerce et construction : 45 % de la création d'entreprise en Lorraine</u></b>	
2.2. <b><u>Les services aux entreprises : un mieux en 2006 mais qui ne rattrape pas le retard cumulé depuis 2001</u></b>	
2.3. <b><u>Secteurs innovants : encore en progression</u></b>	
2.4. <b><u>Plus de 2 000 chômeurs assurent leur emploi en reprenant ou en créant leur entreprise.....</u></b>	
3 <b>Dans une compétition nationale active, la Lorraine tient un rang honorable</b>	
4 <b>La tertiairisation du tissu régional des entreprises se poursuit</b>	
5 <b>Léger recul de la défaillance d'entreprises en 2006</b>	
<b>III- RECHERCHE – DEVELOPPEMENT – INNOVATION : la Lorraine bouge....</b>	<b>p.40</b>
1. <b>Recherche privée : une faiblesse structurelle qui pèse sur le bilan recherche – innovation de la région</b>	
2. <b>Un constat qui a généré une certaine mobilisation de l'intervention publique : la Lorraine demeure cependant en 14<sup>e</sup> rang des régions en matière de dépense R&amp;D</b>	
<b>IV- COMMERCE EXTERIEUR : biens intermédiaires sont la base du potentiel d'exportation lorrain.....</b>	<b>p.43</b>

1. **Un bilan 2006 positif pour le commerce extérieur lorrain dont la dynamique se prolonge en 2007**
  2. **Le profil des exportations lorraine : l'Allemagne comme client privilégié, une aubaine pour l'économie lorraine**
- V- L'EMPLOI LORRAIN : première évolution positive depuis 4 ans.....p.48**
1. **2006 : bilan positif mais insuffisant de l'emploi salarié régional dans le secteur concurrentiel (+ 0,3 % contre + 1,5 % en France métropolitaine...)**
  2. **Emploi salarié tous secteurs confondus**
  3. **Les évolutions de l'emploi total (source INSEE)**
  4. **Evolution sectorielle**
  5. **Evolution territoriale de l'emploi**
- VI- L'EXCEPTION FRONTALIERE LORRAINE : entre 1990 et 2006 la dynamique frontalière crée 54 000 emplois pour les lorrains.....p.58**
- III- INDICATEURS SOCIAUX.....p.61**
- 
- I- EVOLUTION DU CHÔMAGE : une interprétation complexe.....p.62**
1. **Comparaisons régionales sur les dernières années : l'évolution du taux de chômage lorrain est un indicateur supplémentaire d'un climat économique morose sur le plan de l'emploi**
  2. **... mais l'année 2006 améliore incontestablement la situation du chômage en Lorraine et le 1<sup>er</sup> semestre 2007 est encore plus encourageant**
  3. **L'interprétation de l'évolution du chômage : un sujet en débat**
    - 3.1 Des évolutions structurelles historiques sur le fonctionnement du marché du travail
    - 3.2 L'augmentation en volume de l'offre de travail ne suffit pas à expliquer la chute du nombre de demandeurs d'emplois
    - 3.3 Les dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi : contrats aidés ou dispositifs de formation-accompagnement... quel effet à long terme sur la demande d'emploi ?
- II- LES INDICATEURS SOCIAUX : jusqu'à fin 2006, et contrairement aux tendances nationales, le RMI a continué à progresser.....p.70**

<b>Climat économique et social en région Lorraine</b>			
	2006/2005	A mi -2007	Commentaires en tendances longues
<b>Population</b>	+		La petite dynamique démographique se poursuit sans remettre en cause pour l'instant les projections plus défavorables à long terme concernant la démographie lorraine
<b>PIB</b>	-		Un avenir fragile du fait de la spécialisation économique lorraine
<b>Création d'entreprises</b>	++	+++	Un rythme qui reste supérieur au niveau national et qui s'accélère au 1 <sup>er</sup> semestre 2007
Création d'entreprises innovantes	++		La création d'entreprises innovantes a augmenté à un rythme plus soutenu qu'au niveau national, le volume reste toutefois insuffisant
<b>Défaillance d'entreprises</b>	-		Le nombre de défaillance enregistre un léger recul mais le taux moyen reste > au national et la suppression d'emploi liée augmente
<b>Création d'emplois (base Unédic)</b>	--	--	Le score lorrain est médiocre par rapport à la dynamique nationale mais les récents indicateurs stoppent l'évolution négative de l'emploi dans le secteur concurrentiel
Industrie	---	---	Les résultats de l'emploi industriel continuent à se dégrader fortement
Construction	++	++	En retrait par rapport à la dynamique nationale, le secteur de la construction amorce depuis 2004 une croissance intéressante
Tertiaire	-	-	Un résultat 2006 un peu plus encourageant : le niveau de dynamique reste insuffisant pour redresser l'emploi lorrain
<b>Attractivité (investissements étrangers)</b>	+		Des résultats 2006 en retrait sur le plan de la création d'emplois, la Lorraine recule dans le classement national (7 <sup>ème</sup> rang)
<b>Innovation (aides Oséo)</b>	+++	+++	La Lorraine passe du 17 <sup>ème</sup> au 10 <sup>ème</sup> rang national par rapport aux aides OSEO : à fin août 2007 le montant des aides 2006 est d'ores et déjà dépassé et le nombre de projets égalisé
<b>Commerce extérieur</b>	++	++	Une forte contribution à l'exportation nationale mais limitée géographiquement
<b>Travail frontalier</b>	++	++	Une dynamique de création d'emplois qui demeure favorable à la Lorraine mais qui doit devenir plus structurante pour son développement
Allemagne	---		Erosion continue depuis 2001
Luxembourg	+++		Evolution quantitative et qualitative : l'évolution de l'emploi luxembourgeois contribue aussi à un remodelage de l'emploi frontalier lorrain et du territoire régional. Cette dynamique doit pourtant être mieux investie.
<b>Construction de logements</b>	+++	+	La Lorraine s'est inscrite parmi les régions leader depuis quelques années, les résultats récents amorcent un net retrait
<b>Chômage</b>	+	+	Un taux de chômage légèrement > à la moyenne nationale Mais une baisse en volume significative du nombre de chômeurs
Chômage des jeunes	++	++	La baisse du chômage continue à bénéficier majoritairement aux jeunes
+ de 50 ans	--	-	La baisse du chômage des « seniors » a été amorcée difficilement mais semble s'installer sur les indicateurs récents
Chômage longue durée	-	+	Même constat que pour la catégorie des + de 50 ans
<b>RMI</b>	--	-	La progression s'est poursuivie en 2006 contrairement aux évolutions nationales, ce n'est que sur le 1 <sup>er</sup> semestre 2007 qu'un léger recul du nombre d'allocataires est enfin constaté

## Mutations économiques et sociales : un cap difficile à tenir

Notre Assemblée livre ici la dernière analyse de son mandat sur la Situation Economique et Sociale de la Lorraine, un mandat qui s'est attaché à qualifier, à partir de certains indicateurs, les évolutions structurelles de notre région.

Nouveauté dans cet exercice annuel, **un tableau sur le « Climat économique et social de la Lorraine »**. Il introduit notre rapport en proposant une photographie de synthèse sur les évolutions très récentes et sur les indicateurs majeurs. Il s'agit là d'un exercice nécessairement subjectif, qui provoque donc débat, mais qui permet aussi à notre sens de bien identifier les deux temps ou deux échelles dans notre analyse : évolutions annuelles / évolutions en tendances longues.

De fait, à l'échelle d'une région comme la Lorraine se sont opérées **des mutations, de moyen terme (depuis 2000) ou de plus long terme. Elles ont redessiné son profil socio-économique mais dans des conditions qui ont hélas creusé des écarts importants avec les dynamiques nationales** : démographie, emploi, désindustrialisation, chômage, moindre développement tertiaire...**tous ces éléments sont centraux dans le bilan structurel de la société lorraine**, c'est ce bilan que nous avons affiné et confirmé lors de nos derniers rapports.

Précisément dans cette évolution en tendance longue, **nul ne peut penser que les conclusions d'hier ont pu simplement s'inverser aujourd'hui** : nul ne peut penser qu'en une année notre région aurait comblé l'ensemble de ses handicaps, remis à niveau sa création et son profil d'emploi, décupler (propulser ?) son volume d'affaire tertiaire...

Pour autant, **des indicateurs se portent mieux en 2006 et au début 2007.**

Tel est le propos de notre tableau de synthèse :

- d'une part, interpréter le **résultat strict 2006 et début 2007 par indicateur**, avec une échelle plus ou moins positive (de 1 à 3 +) ou négative (de 1 à 3 -)...**le solde d'ensemble est plutôt positif** ;
- d'autre part, situer cette évolution **dans un temps plus long** (ce sont nos commentaires mis en parallèle à chaque ligne)...le bilan est forcément plus mitigé : **les « frémissements » 2006-2007 n'engagent pas encore la région dans une dynamique de rattrapage...**

L'erreur était de penser (il y a peut-être quelques années) que le plus dur du chemin était accompli et que la Lorraine avait déjà, sinon réussi sa diversification, du moins engagé solidement l'avenir grâce à un profil économique rénové.

**Pourtant, le choc industriel qui a pris une nouvelle ampleur pour notre région au cours de ces années 2000 freine toujours la diversification engagée de l'économie lorraine : une compétition dans laquelle la Lorraine n'est pas sur un pied d'égalité. Les annonces successives qui égrènent l'actualité régionale alourdissent le passif de l'emploi industriel au bilan régional. Elles ébranlent la confiance des territoires et des hommes.**

Pour autant, **la Lorraine n'est pas à l'arrêt et poursuit sa mutation.** Les indicateurs 2006 – 2007, sans pouvoir renverser comme on l'a dit, un diagnostic économique et social préoccupant, démontrent cependant que la Lorraine demeure en mouvement. Ils montrent surtout que son horizon reste ouvert.

### **La démographie lorraine : une évolution régionale faible dans une croissance nationale tonique**

La prudence et la vigilance demeurent de mise. L'amélioration se poursuit et la Lorraine reste bien entendu sur une tendance positive depuis le dernier recensement de 1999, à un rythme qui s'est accéléré.

Pour autant, la réalité est bien que cette croissance est sans commune mesure avec la dynamique (presque exceptionnelle) de la France : sur le long terme (seule région de France qui vient à peine de recouvrer son seuil de population 1975, « gagnant » 8 000 habitants quand la métropole en dénombre près de 8 580 000 supplémentaires, soit même pas 0,1% de la croissance nationale...) comme sur le court terme (en 19<sup>ème</sup> rang des évolutions 2000 – 2006), **la Lorraine demeure en retard.**

L'évolution globale de la pyramide démographique, liée aux effets de traîne de la décomposition par tranche d'âge et de l'évolution du solde naturel, combinés à la persistance d'un solde migratoire négatif nous réduisent actuellement à **un constat qui ne varie pas dans les projections : celui du déclin démographique.** A l'échéance 2030, la Lorraine ferait partie des quatre seules régions françaises en évolution démographique négative, pas lanterne rouge...mais avant dernière, juste devant la Champagne-Ardenne et derrière la Bourgogne, trois régions qui créent un vaste **espace de dépression démographique** dans le quart Est du territoire...Car bien entendu il faut relever le fort déséquilibre territorial qui caractérise l'évolution démographique de la France, par ailleurs très tonique dans le paysage européen...

Si ces chiffres sont à regarder avec clairvoyance, notre assemblée veut croire qu'ils ne disent pas l'avenir avec certitude... pour autant qu'un certain nombre de paramètres puissent continuer à ébranler positivement notre territoire : le désenclavement territorial réalisé par le TGV est un outil pour capitaliser les atouts régionaux et greffer la région dans la dynamique transfrontalière.

### L'activité économique : la Lorraine maintient âprement son cap dans une économie nationale tirée par des régions locomotives

- **Un PIB en croissance certes trop moyenne mais qui permet à la région de maintenir son rang et de préserver pour l'essentiel sa contribution à la richesse nationale...** mais la compétition nationale est des plus rudes avec des régions non seulement à plus fort PIB en volume mais aussi à très fort potentiel et rythme de croissance, des dynamiques qui croisent par ailleurs assez fidèlement la géographie nationale de la croissance démographique.
- **Une dynamique de création d'entreprises inscrite dans une tendance positive depuis 4 ans et qui, qualitativement, est peut-être susceptible d'orienter un peu plus notre tissu d'entreprises vers le cap des tendances nationales,** notamment en termes de services aux entreprises...L'objectif n'est pas atteint, loin s'en faut, mais au moins le chemin semble ouvert. Là aussi cependant la concurrence nationale est vive : 4 régions créent à elles seules quasiment 50% du volume national de la création d'entreprises (Iles de France, PACA, Rhône-Alpes et...Languedoc Roussillon). Pour autant, la Lorraine tient son rang (11<sup>ème</sup>) et affiche un taux très honorable de création. **Mais deux clignotants sont au rouge : la reprise - transmission en chute préoccupante ; le taux de défaillance maintenu au-delà du seuil national et qui s'accompagne d'un lourd tribut à la destruction d'emploi.**
- **Un volontarisme qui prend corps en matière de RDI (Recherche – Développement - Innovation) :** c'est notre regard sur les résultats des évolutions budgétaires régionales (qui permettent à la Lorraine de se rapprocher de la moyenne de la dépense publique par habitant) et sur les efforts conjugués Conseil Régional – Oséo pour dynamiser fortement les aides à l'innovation. Le cadre se construit : il reste à animer l'accompagnement public au plus près des besoins. **Car en la matière, la Lorraine semble affronter une épreuve de force : comment compenser la faiblesse structurelle majeure de la recherche privée, comment activer plus fortement le lien de la recherche publique avec l'économie régionale ?** Si nos outils financiers se dessinent, il ne faut pas nier les défis à relever par les structures qui ont en charge de coordonner l'action et d'animer la stratégie régionale.
- **Le Commerce Extérieur lorrain se porte bien en 2006 et début 2007,** dans un contexte national pourtant morose : prouvant sa compétitivité industrielle, la Lorraine présente un fort potentiel à l'exportation qui alimente fortement la création de richesse régionale. Biens Intermédiaires et Automobile réalisent près de 70% des exportations régionales ; récoltant le fruit de liens privilégiés avec l'Allemagne elle semble également bien profiter de la dynamique économique d'Outre Rhin. **Des atouts qui pourraient constituer pourtant de vrais talons d'Achille si la Lorraine ne parvient pas rapidement à diversifier les horizons géographiques de ses échanges extérieurs...**

### L'emploi : 1<sup>ère</sup> évolution positive depuis 4 ans mais toujours loin des tendances nationales

- l'emploi salarié dans le secteur concurrentiel se solde en 2006 par une évolution enfin positive... de 0,3% contre 1,5% au niveau national. Un solde annuel de plus de 1400 emplois créés, mais comment pourrait-il compenser les dérapages passés de l'emploi lorrains (le plus mauvais résultat national en terme d'évolution de l'emploi total entre 2000 et 2005). La Lorraine piétine au bord du chemin dans un contexte national pourtant très fortement créateur d'emplois.

- Première conclusion forte à ce constat : la **désindustrialisation** se poursuit, le « **second choc industriel** » en cours et que nous avons souligné l'an passé est bien **installé** : l'écart entre la destruction d'emploi du secteur manufacturier en Lorraine (-2,7%) par rapport au niveau national (-1,4%) se creuse encore en 2006. L'actualité plus ou moins récente de l'année 2007 (SEB, INEOS, TPF, KLEBER...), l'exposition accrue de nos secteurs jusqu'à présent les plus compétitifs à une concurrence mondiale non régulée, dessinent un avenir difficile à l'industrie lorraine... **Une réalité à affronter, une réalité à anticiper.** La conscience de la responsabilité publique, régionale et nationale, active-t-elle réellement notre mobilisation sur ce terrain de l'anticipation. Tout d'abord, de l'aveu de l'Etat en Région, l'année 2006 a constitué une « année de transition » dans la « clarification du positionnement de la politique contractuelle entre l'Etat et les partenaires sociaux » et la définition des « engagements de développement de l'emploi et des compétences (EDEC) qui se sont substitués aux anciens engagements de développement de la formation (EDDF) ». Le constat est posé par ailleurs de la **difficulté de mise en œuvre opérationnelle des conventions accompagnant la revitalisation des bassins économiques lorrains** (longueur et difficulté des processus). La prise de conscience de l'ampleur et de la spécificité du traitement des mutations économiques en Lorraine semblait aboutir avec l'attribution d'une enveloppe additionnelle et dédiée dans le cadre de l'ultime phase de négociation du CPER : la Lorraine saura-t-elle innover solidairement dans la mise en œuvre des politiques publiques et dans l'affrontement de ce défi économique mais surtout humain ? **Hormis l'effet d'annonce de la création du Fonds Régional des Mutations Economiques, l'année 2007 ne marque pas d'avancée notoire ou au moins visible dans ce domaine : il est pourtant urgent de montrer le cap et la mobilisation solidaire des acteurs régionaux pour enrayer le doute et la perte de confiance de certains territoires...**
- L'emploi dans le secteur de la **construction** poursuit sur sa lancée : l'évolution (+3,4% et plus de 1 600 emplois créés) est certes moins positive qu'au plan national (+4,5%) mais le redressement est sérieux depuis 2 ans. La dynamique de l'activité se heurte hélas à une forte tension sur le marché de l'emploi, ce qui provoque la plus vive inquiétude des chefs d'entreprises : une situation que l'on ne voudrait que temporairement paradoxale mais qui s'inscrit dans une tendance structurelle lourde et préoccupante. En parallèle, la situation plutôt florissante de la construction de logements qu'a connue la Lorraine ces dernières années, encore vive en 2006, donne des signes d'essoufflement en 2007...
- Le volume de l'emploi tertiaire (secteur Unédic toujours) croît moins fortement (+1,1%) que la construction mais crée en volume plus d'emplois (près de 3 700). On est très loin des dynamiques de la fin des années 1990 et du plafond de 2000 (près de 17 000 emplois créés)

Globalement la situation de l'emploi dans notre région aboutit au **constat toujours paradoxal** :

- **d'une part, d'une faible dynamique de création croissant pourtant une amélioration du volume d'activité des entreprises (enquête d'opinion)**
- **et, d'autre part, de tensions ressenties de plus en plus fortement sur la disponibilité des ressources humaines nécessaires** : le constat plus précisément posé sur quelques métiers, semble s'élargir posant de plus en plus haut et de plus en plus fort **la problématique de la gestion prévisionnelle des compétences et de la dynamique managériale des ressources humaines en Lorraine, de l'adaptation à court terme de ces disponibilités de main d'œuvre face à l'évolution**

**démographique de la population active et aux besoins des entreprises... Un écueil possible à un redémarrage économique, qui devrait pourtant activer encore les dispositifs d'adaptation à l'emploi des jeunes et de toutes les catégories de demandeurs d'emploi, faciliter par ailleurs le message d'attractivité régionale...A priori les mécanismes de régulation et de suivi ne sont pas à la hauteur des besoins.**

### **« Exception frontalière lorraine » : une voie qui reste à investir**

**Depuis 1990, la dynamique de nos voisins, notamment luxembourgeois, crée plus d'emplois que l'économie régionale.**

Nous n'allons pas renouveler ici notre démonstration de « l'exception frontalière lorraine » qui a fait l'objet de notre récente étude<sup>1</sup> : avec plus de 87 000 lorrains franchissant la frontière nationale pour travailler dans la Grande Région, dont 60 000 à destination du Luxembourg, notre région est bien leader national du travail frontalier et tient une place exceptionnelle en Europe.

Ancré depuis tant d'années dans notre quotidien économique, ce constat est plus que jamais porteur de sens : l'analyse qualitative que nous avons proposée dans notre étude vise à renouveler le discours sur l'enjeu **régional majeur que constitue l'intégration de la Lorraine dans un espace frontalier en mouvement dynamique**, entraîné par le développement bien spécifique du Luxembourg (spécificité que nous avons résumée dans le concept « d'Etat Métropole »). **Ce nouvel espace économique qui est en construction et dans lequel la Lorraine doit prendre toute sa place ébranle positivement les fondamentaux de notre territoire**, quand bien même aujourd'hui, cette « concurrence économique » luxembourgeoise pose sans aucun doute un problème de « transition », en premier lieu par une tension forte sur le marché du travail régional : **mais ce défi de la ressource humaine n'est-il pas aussi le moteur même de l'attractivité ?** Il constitue l'objectif très concret de notre politique de communication et d'image, sans oublier les enjeux de **mobilité, de formation, de qualification, de recherche et d'innovation, d'aménagement du territoire et de qualité de vie qui détermineront notre capacité à capitaliser les bénéfices de cet environnement...**

### **Chômage : coupes sombres dans les effectifs des demandeurs d'emploi, la Lorraine ne s'en plaindra pas mais les interprétations du phénomène seront à décrypter**

Enfin la Lorraine est engagée dans une forte baisse des effectifs de demandeurs d'emploi : un mouvement retardé comparativement aux évolutions nationales mais qui marque bien l'année 2006 et, plus vigoureusement encore, le premier semestre 2007. Bonne surprise à ce niveau, les tendances régionales sont significativement plus favorables qu'en Métropole, sauf pour le public des plus de 50 ans. Un point retient cependant clairement l'attention : celle de l'amélioration quantitative de la situation du chômage des jeunes.

En intégrant l'ensemble des catégories du chômage (de 1 à 8) le nombre de demandeurs d'emploi rejoint le niveau historiquement bas de l'année 2000.

---

<sup>1</sup> Voir notre étude présentée le 26 Juin 2007 « L'enjeu transfrontalier, au cœur du développement de la Lorraine – Une urgence, le Luxembourg »

**Un satisfecit qui ne nous empêche de mettre ce constat en regard avec celui, parallèle, de la très faible dynamique de création d'emploi en Lorraine : le lien entre dynamique de l'emploi et baisse du chômage est encore moins évident à faire au plan régional qu'au plan national. Un paradoxe que nous aurons à analyser dans le détail rapidement.**

**Précarité lorraine : des indicateurs qui ne se détériorent plus mais...**

Si une baisse est enfin amorcée dans la population des allocataires RMI, n'oublions pas qu'elle a été plus tardive et demeure plus faible qu'en France ;

Par ailleurs, l'étude sur le calcul du seuil de pauvreté, réactualisée sur de nouvelles bases de calcul, confirme une position régionale sous la moyenne nationale. Pourtant en calant l'analyse sur la définition européenne, la situation de la Lorraine serait moins favorable en raison du profil moyen de revenus des familles.

## *Introduction*

### **Rapport 2007 sur l'analyse de la Situation Economique de la LORRAINE : retour sur 2006 et constats à la mi-2007**

---

#### **La problématique centrale de l'emploi : toujours au cœur de l'actualité économique régionale**

Consolidation des résultats 2006 et premières analyses en tendance 2007 : quelles conclusions sur l'état de santé de la Lorraine ?

Depuis 3 ans et l'engagement d'une nouvelle méthode de travail sur l'examen de la Situation Economique et Sociale de la Lorraine, **l'évolution de l'emploi**, et plus globalement des **indicateurs sociaux**, a bien été **le cœur de notre exercice de synthèse**, justifiant centralement nos **inquiétudes quant à l'intégration qualitative de notre région dans la dynamique des régions de France et d'Europe**.

Comment en effet affirmer un réel optimisme, quand année après année et sur des tendances structurelles longues, la Lorraine affichait de si mauvais résultats, toujours en deçà des tendances nationales : évolution négative de l'emploi, progression continue et plus forte du chômage, s'installant dans la durée au-dessus du niveau national, progression de l'allocation du RMI en opposition avec des tendances nationales plus favorables...

Sans aucun doute, des **indicateurs économiques complémentaires de la vie des entreprises ont contribué à tempérer le bilan lorrain** : commerce extérieur (bon positionnement des exportations), investissements étrangers (dans le peloton de tête des régions françaises), création d'entreprises (plus soutenue qu'au plan national), progression des chiffres d'affaires satisfaisante, tendances positives sur la construction, performances de productivité dans certains secteurs (automobile, biens intermédiaires..).

Cela étant, les indicateurs de l'emploi ramenés à l'analyse de l'évolution qualitative du tissu économique régional **nous interrogeaient quant à la bonne orientation de l'activité économique régionale au regard des secteurs pointés, en France et en Europe, comme les piliers de la croissance et de l'emploi**. Nous avons ainsi clairement mis en évidence **le déficit de la dynamique tertiaire** par rapport aux évolutions nationales, identifiant notamment notre perte de terrain préoccupante sur les **services hautement qualifiés** (services aux entreprises).

Les données disponibles pour l'année 2006, au moment de la présentation de notre dernier rapport (Novembre 2006) demeuraient toujours aussi préoccupants sur le front de l'emploi, mais encourageants encore en stricte analyse des indicateurs de l'entreprise et même du PIB,

rappelant cependant les facteurs d'inquiétude pesant sur les « fleurons » économiques régionaux (automobile, métallurgie, chimie...) dans un contexte international difficile.

Un bilan pour le moins toutefois très « mitigé » si l'on se référerait par ailleurs au mouvement de reprise nationale et européenne : clairement, au regard d'éléments objectifs de consolidation d'une reprise économique nationale, nous avons pointé tout **l'enjeu de l'analyse des évolutions à court terme** des indicateurs régionaux (validation définitive 2006 et tendances 2007, puis 2008) afin de vérifier si la Lorraine parvenait enfin à prendre sa place dans la nouvelle dynamique économique (enjeu de compétition avec les autres régions).

Que peut-on livrer comme premières conclusions à ce jour ?

Tel est l'objet de cet exercice 2007 sur la Situation Economique et Sociale de la Lorraine....

Exercice particulier effectivement car il actualise la synthèse rapide des principaux indicateurs conjoncturels mis en regard des tendances structurelles que nous avons développées lors de nos deux derniers rapports et qui demeurent le socle de notre analyse.

### Contexte national et international : Amélioration en 2006, des inquiétudes pour 2007

Dans l'analyse de la situation internationale et nationale en 2006, et pour les premiers mois de l'année 2007, nous retiendrons plus particulièrement :

- la bonne tenue de la croissance mondiale,
- les retards de croissance en France en 2006, et les prévisions médiocres pour 2007,
- l'amélioration du marché du travail avec un taux important de création d'emplois dans le secteur marchand,
- et enfin la baisse du taux de chômage.

#### **Bonne tenue de la croissance mondiale**

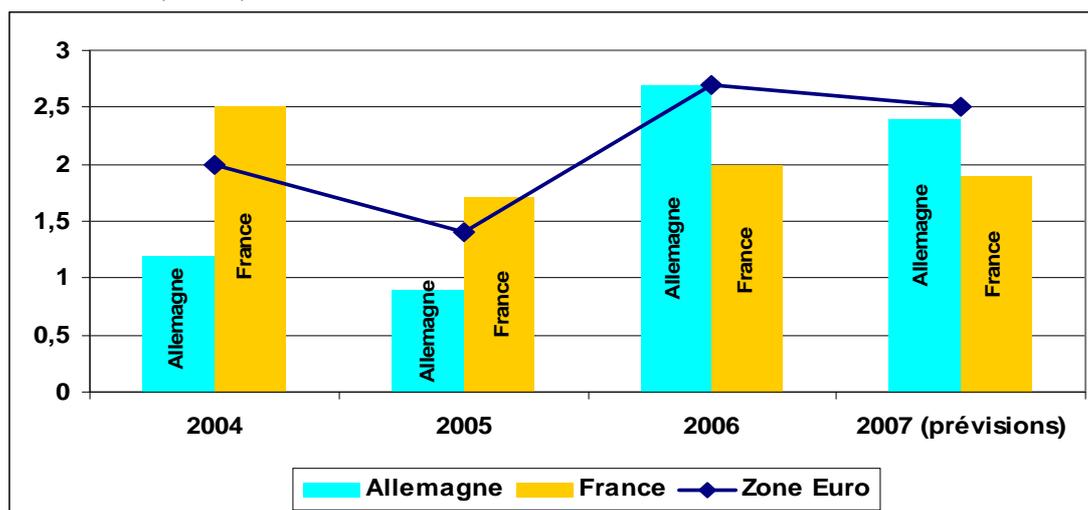
Comme le rappelle l'INSEE, l'année 2006 a été à nouveau un excellent millésime pour l'activité et le commerce mondial.

Malgré un essoufflement au second semestre, la croissance mondiale s'est établie à 5,0 % en moyenne sur l'année (+ 4,5 % en 2005). La perte progressive du dynamisme de l'économie américaine, confrontée au retournement du marché de l'immobilier, a été amortie par le regain d'activité de la zone euro et le maintien d'une croissance robuste en Asie.

#### **France 2006 :**

##### ➤ **La croissance peine à se consolider...**

Même si la France est dans une phase de reprise depuis 2003, ses performances en 2006 –qui restent portées par une consommation soutenue des ménages - restent en deçà de la moyenne de la zone euro (2,7 %).



Croissance annuelle du PIB (en %) source Insee

Le schéma ci-dessus illustre la poussée parallèle de l'économie allemande : un élément à retenir dans l'analyse des performances économiques lorraines qui suivront, puisque l'Allemagne demeure le partenaire majeur tant en termes de commerce extérieur que d'investissements étrangers sur notre territoire.

	2004	2005	2006
<b>Taux de croissance du PIB en France</b>	<b>2,0</b>	<b>1,2</b>	<b>2,1</b>
Dépenses des ménages	1,6	1,4	1,7
Investissements et stocks des entreprises	0,6	0,4	0,2
Dépenses des administrations	0,6	0,3	0,5
<i>Total de la demande intérieure</i>	2,8	2,2	2,3
<i>Solde extérieur</i>	- 0,7	- 0,9	- 0,4
<b>Total de croissance du PIB (zone euro)</b>	<b>1,8</b>	<b>1,5</b>	<b>2,8</b>

Sources : INSEE et OFCE

Depuis le début de la décennie, la consommation a été le principal moteur de la croissance en France, soutenue par la baisse du taux d'épargne. Combinée au **manque de tonicité de l'investissement des entreprises** et à la problématique du **déficit public**, l'orientation du **commerce extérieur français fragilise la structure de la croissance nationale**, peut-être trop fortement dépendante de la seule dynamique de la consommation intérieure.

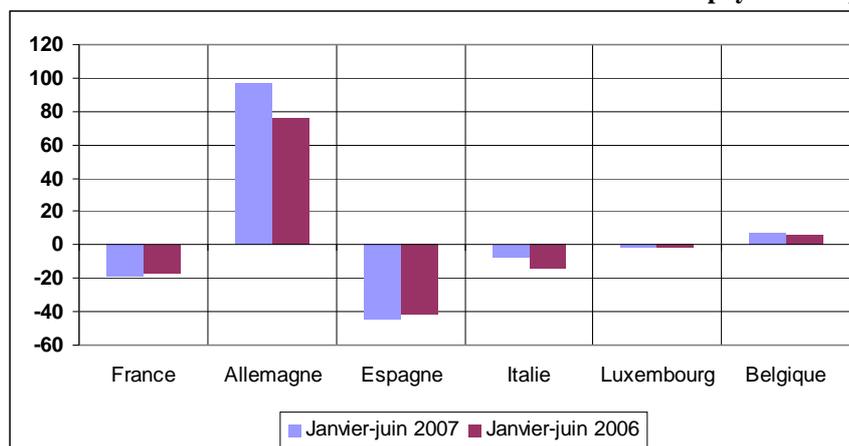
➤ *Le déficit de la balance commerciale handicape la dynamique de la croissance française*

Le commerce extérieur reste un des points faibles de l'économie française avec un déficit historique de 30 milliards d'euros en rythme annuel (juillet 2006 à juillet 2007). Ce déficit pèse sur la croissance pour moins 0,4 % en 2006.

Commerce extérieur et taux de croissance des exportations et importations (source Eurostat)				
	Balance commerciale (milliards d'euros)		Croissance exportations janvier-Juin 2007 (%)	Croissance importations janvier-Juin 2006 (%)
	Janvier-Juin 2007	Janvier-Juin 2006		
<b>France</b>	<b>-19,3</b>	<b>-17</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
Allemagne	97	76	12	8
Espagne	- 44,9	- 42,2	7	7
Italie	-7,4	-14,3	12	7
Luxembourg	-1,8	-1,3	-18	-11
Belgique	7,5	6	8	7

Comparativement, on ne peut que noter la **vigueur de notre voisin allemand en matière de commerce extérieur**.

Evolution de la balance commerciale dans différents pays d'Europe



Une performance à mettre en regard avec les gains de compétitivité de l'économie d'outre-Rhin : depuis 2000 et la mise en œuvre d'efforts importants pour réduire le coût du travail

(taux d'impôt sur les sociétés, coûts salariaux), l'Allemagne a gagné 6 points de compétitivité sur le Royaume-Uni, 8 sur la France, 15 sur l'Espagne et l'Italie

➤ **Emploi salarié à son plus haut niveau depuis 2001, en volume et en croissance**

Le retournement de l'emploi amorcé en 2005, s'est amplifié en 2006 : 229 000 emplois ont été créés dans l'ensemble de l'économie (+ 124 000 en 2005).

Evolution de l'emploi en France depuis 2000 (en milliers)

	Ensemble secteurs concurrentiels		Dont secteurs principalement marchands			Dont					Dont secteurs principalement non marchands		
	Total	évol an Nb	Total	Evolution annuelle %	Nb	Industrie	évol an Nb	Construction	évol an Nb	Tertiaire	évol an Nb	Total	Evolution annuelle Nb %
déc-00	17005		15188			4166		1234		9788		1816	
déc-01	17282	277	15430	1,6	242	4148	-18	1263	29	10019	231	1852	36 2,0
déc-02	17369	87	15467	0,2	37	4062	-86	1265	2	10140	121	1902	50 2,7
déc-03	17342	-27	15415	-0,3	-52	3960	-102	1279	14	10176	36	1928	26 1,4
déc-04	17412	70	15446	0,2	31	3868	-92	1304	25	10274	98	1967	39 2,0
déc-05	17536	124	15541	0,6	95	3780	-88	1351	47	10410	136	1995	28 1,4
juin-06	17 650		15 640			3 750		1 381		10 509		2 011	
déc-06	17765	229	15729	1,2	188	3721	-59	1412	61	10596	186	2036	41 2,1
juin-07	17949	184	15892	1,0	163	3700	-21	1440	28	10753	157	2056	20 1,0

Source : Dares

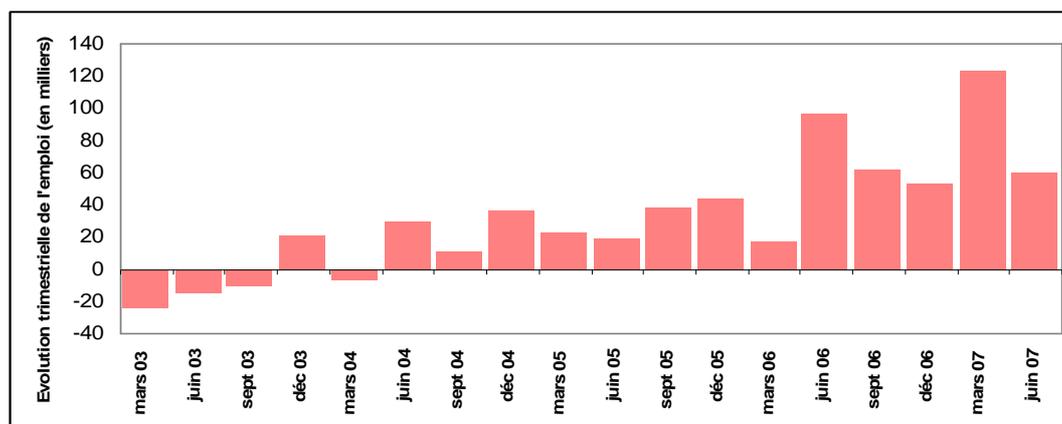
En 2006, la reprise de l'activité économique s'est accompagnée d'une accélération de l'emploi marchand non agricole (+ 1,2 %, soit + 188 000 postes) doublant le résultat de 2005. Les créations d'emplois ont été concentrées dans la **construction** (+ 61 000), portée par le marché de l'immobilier, et le **tertiaire marchand** (+ 186 000), tiré par les services aux entreprises. Dans le **secteur manufacturier**, les pertes d'emploi se sont poursuivies mais sur un rythme plus modéré (-59 000), à l'exception notable de l'automobile.

**Il reste à avoir en mémoire qu'une forte proportion d'emplois est créée par le secteur de l'interim.**

*L'année 2007 a commencé sur un rythme soutenu de création qui ne s'est pas confirmé au 2<sup>ème</sup> trimestre*

Sur fond de faible croissance, les créations d'emplois ont ralenti au deuxième trimestre 2007 comparativement au niveau record du 1<sup>er</sup> trimestre (+ de 120 000 emplois créés contre « seulement » 59 000 au 2<sup>ème</sup> trimestre).

Il reste que le bilan à mi-2007, affiche une progression de 1,7 % sur un an (juin 2006 à juin 2007 : + 299 000), selon les statistiques définitives du ministère de l'Emploi (DARES) du 13 septembre 2007. Ce résultat est nettement supérieur aux évolutions précédentes.

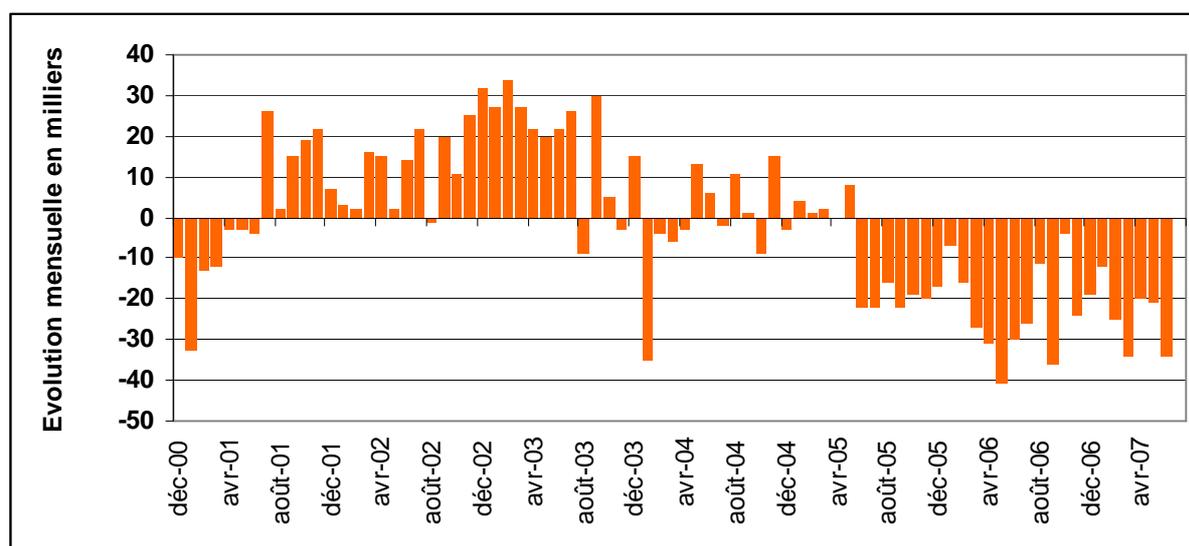


Evolution trimestrielle de l'emploi salarié en France (Source DARES)

➤ **Une forte baisse du nombre de demandeurs d emplois**

L'amélioration du marché du travail a entraîné une nouvelle décreue du **taux de chômage** : selon les estimations provisoires réalisées à partir des données de l'ANPE, il s'établit à **8,6 %** en fin d'année 2006, contre 9,5 % un an plus tôt.

(Nous reviendrons néanmoins plus avant dans ce rapport sur la polémique animée autour de la méthode de calcul du chômage et sur le fait que l'INSEE devrait publier de nouveaux chiffres en novembre 2007).



**Evolution mensuelle du nombre de personnes au chômage en Catégorie 1 au sens du BIT**

Le recul du chômage a été de 10% sur l'année 2006 mais il a été un peu moins marqué pour la tranche d'âge des plus de 50 ans.

	Nombre de demandeurs d emploi Fin décembre 2006	Recul du chômage sur un an	
		En nombre	En %
<b>Moins de 25 ans</b>	431 049	- 47 882	- 10
<b>25 49 ans</b>	1 414 036	- 161 027	- 10,2
<b>Plus de 50 ans</b>	298 443	- 29 331	- 8,9
<b>Ensemble</b>	<b>2 143 528</b>	<b>- 238 240</b>	<b>- 10</b>

### ***Une année 2007 qui risque de ne pas tenir ses promesses***

Bien engagée par une forte création d'emplois et une baisse conséquente du chômage, les incertitudes de la conjoncture économique et la faiblesse des finances publiques assombrissent le climat 2007 et les perspectives d'une croissance redynamisée...

L'actualité récente a ainsi progressivement rendu compte des perspectives de baisse du PIB pour 2007 par rapport aux prévisions initiales, et, au-delà (?), pour les années qui viennent, d'une remise en cause possible des conditions de la croissance.

Bien avant que n'éclate en été 2007 la bulle du « *subprime* » (ou crédit à risque) et que ne soient ainsi attisées les inquiétudes sur l'activité économique, la croissance économique française marquait des signes d'essoufflement : elle n'a été que de 0,3 % selon l'INSEE au second trimestre 2007, soit + 1,3 % seulement depuis le second trimestre 2006.

Les perspectives sont aussi incertaines pour la croissance européenne qui a marqué le pas au **premier semestre (+0,7% puis +0,3% seulement de croissance sur les 2 premiers trimestres 2007 pour la zone euro, l'UE 27 étant à peu près dans les mêmes tendances de baisse)<sup>2</sup>**. Pour l'heure la Commission Européenne conserve son optimisme quant à un rebond de croissance au second semestre soutenue par la consommation intérieure et la demande des pays émergents.

L'année 2008 pourrait par contre s'engager dans une nouvelle période d'incertitude en regard du ralentissement économique attendu aux Etats-Unis.

Dans ce contexte les « normes » de la croissance nationale (appui important sur la consommation intérieure) fragilisent l'avenir. Le déficit du commerce extérieur pèse sur la croissance de début 2007 (déficit accentué par la hausse des importations). La croissance française serait une nouvelle fois à la traîne de la zone euro, dont le PIB global devrait progresser de 2,6 % contre 2,7 % précédemment envisagé.

---

<sup>2</sup> Source : Tableau de bord économique de l'Ile de France Septembre 2007 CROCIS (Centre Régional d'Observation du Commerce, de l'Industrie et des Services)

*I - Un premier point sur  
la démographie lorraine...*

**LA DEMOGRAPHIE : un petit train de croissance qui se maintient...**

**...mais une Lorraine qui demeure sur « la sellette»**

Rendez-vous annuel de notre analyse sur la situation économique et sociale, l'évolution démographique de la Lorraine n'en finit pas de constituer une des clés, sinon **le véritable « sésame » de son avenir**. Les études proposées par l'INSEE depuis le dernier recensement de 1999 ont en effet clairement mis en évidence l'écueil possible, et pour l'instant programmé..., d'un « déclin tranquille » de la population lorraine, perdant sa jeunesse sans être en situation d'attirer de nouvelles forces vives.

Au cours de nos deux derniers rapports nous avons exposé comment la dynamique démographique pouvait être à la fois le résultat et la source d'une dynamique économique et quels handicaps pesaient à ces deux titres sur notre région. Notre Assemblée a très récemment encore, par la voix de sa section « Prospective Territoriale<sup>3</sup> », permis de réactualiser le scénario démographique sur la base des derniers amendements statistiques de l'INSEE Lorraine : **le défi démographique reste gravement posé à notre région**.

**Notre propos est pourtant d'affirmer (ou de croire ?) que ce déclin n'est pas irréversible : en profitant de son nouveau désenclavement et en ancrant son développement sur son bassin transfrontalier, la Lorraine doit se mettre en situation de jouer pleinement ses atouts dans la compétition territoriale.**

**1 - En évolution annuelle**, selon les estimations de l'INSEE, la Lorraine a continué à enregistrer une légère croissance de population : **+ 5 000 habitants recensés au 1<sup>er</sup> janvier 2006, soit une population estimée à 2 339 000 habitants.**

**Evolution population 1975 – 2006 (\*)<sup>4</sup>**

	1975	1990	1999	2003	2004	2005	2006	2005** /1999		2005** /1975	
								Nb	(%)	Nb	(%)
Meurthe et Moselle	722 693	711 367	714 295	720 405	721 276	722 259	Nd	7 964	+ 1,1	- 434	- 0,1
Meuse	203 799	196 282	192 443	192 802	192 678	192 586	Nd	143	+ 0,1	- 11 213	- 5,5
Moselle	1 006 373	1 010 514	1 023 763	1 033 495	1 033 021	1 036 782	Nd	13 019	+ 1,3	+ 30 409	+ 3
Vosges	397 957	386 128	381 154	382 503	382 603	382 618	Nd	1 464	+ 0,4	- 15 339	- 4
<b>LORRAINE</b>	<b>2 330 900</b>	<b>2 304 291</b>	<b>2 311 655</b>	<b>2 329 205</b>	<b>2 331 578</b>	<b>2 334 245</b>	<b>2 339 000</b>	<b>22 590</b>	<b>+ 1</b>	<b>+ 3 345</b>	<b>+ 0,1</b>
<b>FRANCE*</b>	<b>52 590 000</b>	<b>56 577 000</b>	<b>58 496 613</b>	<b>60 066 779</b>	<b>60 461 613</b>	<b>60 825 000</b>	<b>61 167 161</b>	<b>2 328 387</b>	<b>+ 4</b>	<b>+ 8 235 000</b>	<b>+ 15,7</b>
<b>% Lorraine /France</b>	<b>4,4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>3,9</b>	<b>3,9</b>	<b>3,8</b>	<b>3,8</b>	-	-	-	-

(\*) D'après nouveaux chiffres INSEE – Bilan économique 2006 Economie Lorraine N°84-85 (estimation au 1<sup>er</sup> janvier)

\*France métropolitaine

\*\*2005 = derniers chiffres INSEE disponibles par département

Le positionnement de la Lorraine par rapport à la population métropolitaine se maintient (3,8%). **Mais la progression 2005-2006 (+ 0,2% en Lorraine) est trois fois inférieure au rythme national (+ 0,6% en France métropolitaine)**. Les chiffres disponibles par département pour 2005 confirment la situation difficile de la Meuse et des Vosges.

<sup>3</sup> Dans le prolongement de sa première étude : « La Lorraine en 2025 : Tableau d'une exploration » - Janvier 2005

<sup>4</sup> Nota bene : chaque année, pour ce qui concerne la période post 1999 (dernier recensement global), l'INSEE révisé ses données de recensement intermédiaire

**2 - Sur des tendances plus longues**, les écarts se creusent comme le montre le tableau ci-dessus pour 1999-2005 (+1% en Lorraine contre + 4% en France) et 1975-2005 (+ 0,1 contre + 15,7%...)

Si l'on intègre les estimations au 1<sup>er</sup> janvier 2006, qui ne sont pas déclinées au niveau départemental, on note également que la Lorraine ne s'inscrit pas dans l'accélération du rythme de croissance métropolitain et qu'elle prend une part infime dans la progression de la population nationale.

**Intégration des estimations 2006  
dans les évolutions démographiques à moyen et long terme**

	1975-1990		1990-1999		1999-2006	
	Nb	(%)	Nb	(%)	Nb	(%)
<b>LORRAINE</b>	- 26 609	- 1,1	7 364	+ 0,3	+ 7 345	+ 1,2
<b>FRANCE*</b>	+ 3 987 000	+ 7,6	1 919 613	+ 3,4	+ 2 670 548	+ 4,6
<b>Part de l'évolution Lorraine dans la croissance nationale</b>	- 0,7	-	0,4 %	-	0,3 %	-

La Lorraine est en 19<sup>ème</sup> rang national dans les évolutions démographiques depuis 1999 (ex-æquo avec le Nord Pas de Calais et suivie par la Bourgogne et la Champagne Ardennes). En 9<sup>ème</sup> position du classement des populations régionales en 1999, elle avait perdu deux rangs en 2005 (dépassée par le Languedoc Roussillon, en pleine explosion démographique, et les Pays de la Loire).

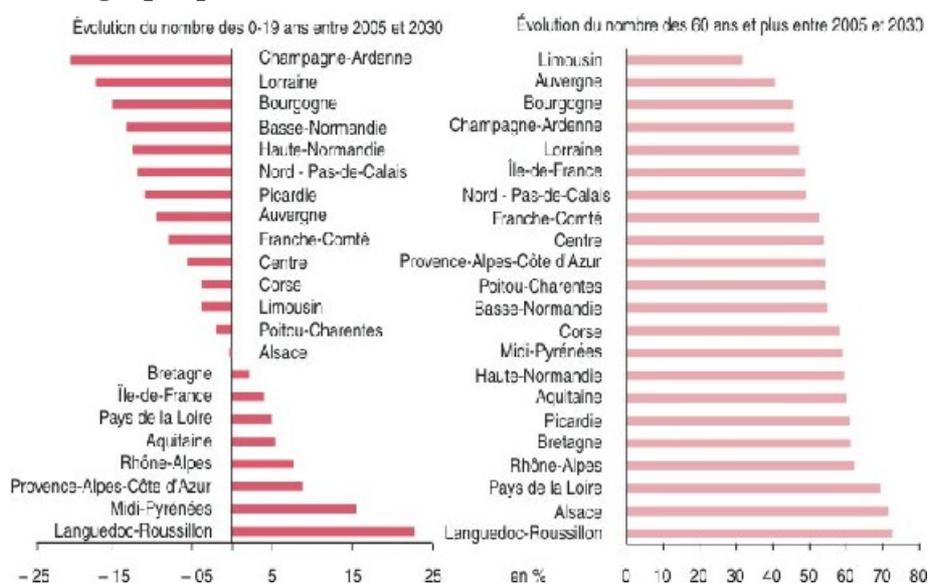
	1999	2005	2006	évolution 2006/2005	évolution 2006/1999
Alsace	1 734 145	1 806 069	1 816 841	0,6	4,8
<b>Aquitaine</b>	<b>2 908 359</b>	<b>3 080 091</b>	<b>3 098 819</b>	0,6	<b>6,5</b>
Auvergne	1 308 878	1 331 380	1 333 530	<b>0,2</b>	1,9
Bourgogne	1 610 067	1 622 542	1 623 913	<b>0,1</b>	<b>0,9</b>
<b>Bretagne</b>	<b>2 906 197</b>	<b>3 062 117</b>	<b>3 080 648</b>	0,6	<b>6,0</b>
<b>Centre</b>	<b>2 440 329</b>	<b>2 496 654</b>	<b>2 505 288</b>	0,3	2,7
Champagne-Ardenne	1 342 363	1 337 672	1 338 590	<b>0,1</b>	<b>-0,3</b>
Corse	260 196	276 911	278 650	0,6	<b>7,1</b>
Franche-Comté	1 117 059	1 141 861	1 146 139	0,4	2,6
<b>Île-de-France</b>	<b>10 952 011</b>	<b>11 399 319</b>	<b>11 491 046</b>	0,8	4,9
<b>Languedoc-Roussillon</b>	<b>2 295 648</b>	<b>2 496 871</b>	<b>2 519 707</b>	0,9	<b>9,8</b>
Limousin	710 939	724 243	725 301	<b>0,1</b>	2,0
<b>Lorraine</b>	<b>2 310 376</b>	<b>2 334 245</b>	<b>2 338 744</b>	<b>0,2</b>	<b>1,2</b>
<b>Midi-Pyrénées</b>	<b>2 551 687</b>	<b>2 734 954</b>	<b>2 755 383</b>	0,7	<b>8,0</b>
<b>Nord-Pas-de-Calais</b>	<b>3 996 588</b>	<b>4 032 135</b>	<b>4 043 050</b>	0,3	<b>1,2</b>
Basse-Normandie	1 422 193	1 445 732	1 448 857	<b>0,2</b>	1,9
Haute-Normandie	1 780 192	1 805 955	1 811 241	0,3	1,7
<b>Pays de la Loire</b>	<b>3 222 061</b>	<b>3 400 745</b>	<b>3 426 371</b>	0,8	<b>6,3</b>
Picardie	1 857 481	1 880 890	1 886 445	0,3	1,6
Poitou-Charentes	1 640 068	1 705 347	1 712 652	0,4	4,4
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	<b>4 506 151</b>	<b>4 750 947</b>	<b>4 780 989</b>	0,6	<b>6,1</b>
<b>Rhône-Alpes</b>	<b>5 645 407</b>	<b>5 958 320</b>	<b>6 004 957</b>	0,8	<b>6,4</b>
France de province	47 566 384	49 425 681	49 676 115	0,5	4,4
<b>France Métropolitaine</b>	<b>58 518 395</b>	<b>60 825 000</b>	<b>61 167 161</b>	<b>0,6</b>	<b>4,5</b>

Source : Insee - Recensements de la population (1990,1999), Insee - Estimations de population au 01/01/2006 (provisoires) et au 01/01/2005 (révisées)

Ainsi le handicap de la crise industrielle demeure lourd sur le bilan démographique à long terme et l'on comprend que les tendances ne peuvent se bouleverser de façon spectaculaire.

**Mais il convient d'être attentif aux résultats plus récents**, lesquels sont encourageants, même si, selon les dernières projections de l'INSEE, ils ne remettent pas en cause fondamentalement les évolutions démographiques négatives qui se profilent sur un avenir à long terme (2030), ceci malgré l'amélioration du solde migratoire. **Un manque d'attractivité (déficit migratoire) et l'érosion du solde naturel sont les deux causes majeures à ce « déclin programmé »** dont l'échéance est à peine retardée (repoussée à 2011 au lieu de 2005) et l'ampleur un peu contenue par rapport à ce que projetaient les premières analyses. En 2030, la Lorraine se maintiendrait toutefois en 11<sup>ème</sup> rang des régions françaises, ne représentant toutefois plus que 3,4% de la population métropolitaine.

Le schéma suivant illustre les **dynamiques de vieillissement et leur croisement avec les projections démographiques** :



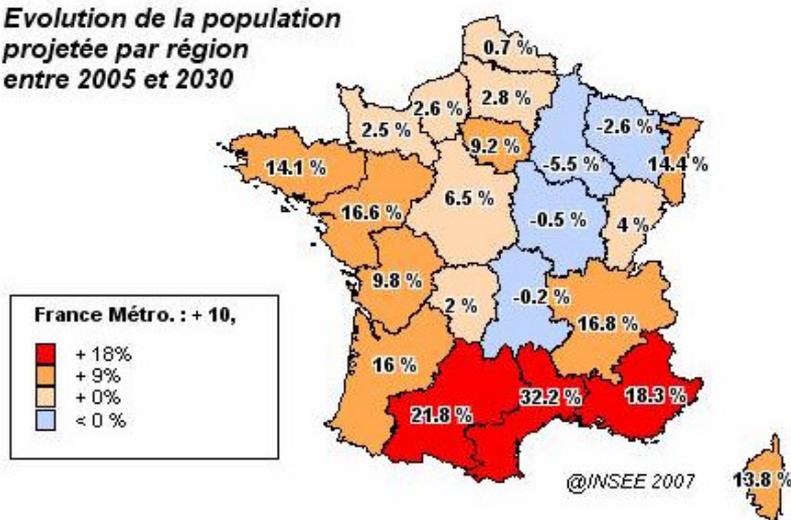
Source INSEE National Projections régionales de population à l'horizon 2030 N°111 décembre 2006

La carte ci-dessous illustre aussi clairement, qu'en l'état actuel, **l'INSEE projette l'avenir démographique national en accentuant de très forts déséquilibres régionaux**.

La Lorraine, contrairement à l'Alsace ou encore à la Franche Comté pourtant si voisines, est en avant dernière position du palmarès métropolitain des évolutions de la population, susceptible de perdre 2,6% de ses habitants contre une poussée démographique de la métropole de 10,7%...

Il faut noter que le solde migratoire défavorable enregistré jusqu'à présent pèse bien entendu sur les projections futures.

#### Évolution de la population projetée par région entre 2005 et 2030



Source : INSEE - Modèle OMPHALE base 2005, scénario central

**Sans effet migratoire, l'évolution pourrait atteindre un solde positif de + 2,4% en 2030** alors que les régions aujourd'hui en plus forte croissance (Languedoc - Roussillon, Midi-

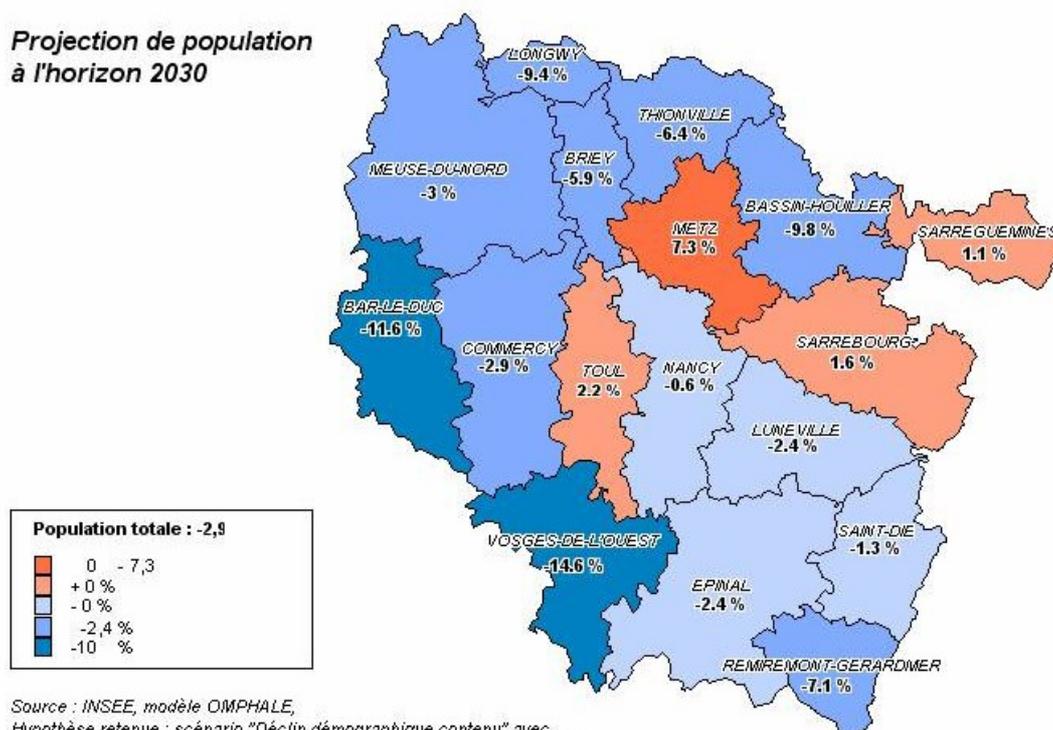
Pyrénées, PACA) auraient des évolutions négatives ou inférieures...(respectivement - 0,1, - 0,9 et + 1,7) : cette remarque doit bien entendu être mise en relai avec l'enjeu qui consiste à **reconstruire l'attractivité lorraine**, comme seul et unique recours contre le déclin démographique... Nous y reviendrons ci-après car cette attractivité demeure à notre portée.

Outre ce déséquilibre entre régions, il faut bien entendu rappeler, même si cela ne constitue pas une singularité lorraine, **un très net clivage infrarégional qui se traduit en 2 étapes** :

- **Entre 1982 et 1999, la concentration de l'essentiel de l'augmentation de la population lorraine sur 3 zones d'emplois (Metz, Toul et Nancy)**, deux autres sont en évolution positive (Sarreguemines et Sarrebourg), les 12 restantes perdant de la population dans des proportions parfois très importantes (Longwy avec - 14,3% et les Vosges de l'Ouest avec - 11,1%)
- **l'accentuation des déséquilibres de développement dans les projections 2010 - 2030 avec une seule zone en évolution nette : Metz (+7,3%)**. Trois zones évolueraient de 2,2% (Toul), 1,6 (Sarrebourg) et 1,1 (Sarreguemines). Quatre bassins risquent par contre un dépeuplement important : les Vosges de l'Ouest (-14,6), Bar-le-Duc (-11,6), le Bassin Houiller (-9,8) et Longwy (-9,4)...

#### **Bassins d'emploi lorrains (base de l'évolution à partir de 2010)**

**Projection de population à l'horizon 2030**



Source : INSEE, modèle OMPHALE.  
 Hypothèse retenue : scénario "Déclin démographique contenu" avec calage régional sur les nouvelles projections de 2005 (scénario central).

TITRE	Evolution 1982 1999		Projection			Evolution 2010 2030		
	1982	1999	En nb	En %	2010		2020	2030
<b>Nancy</b>	403 928	415 106	<b>11 178</b>	<b>2,7</b>	424 712	426 116	421 979	<b>-0,6</b>
<b>Longwy</b>	94 565	82 700	<b>-11865</b>	<b>-14,3</b>	81 649	78 169	73 936	<b>-9,45</b>
<b>Briey</b>	79 209	74 350	<b>-4 859</b>	<b>-6,5</b>	73 784	72 000	69 441	<b>-5,9</b>
<b>Lunéville</b>	78 696	76 782	<b>-1 914</b>	<b>-2,5</b>	77 384	77 009	75 524	<b>-2,4</b>
<b>Toul</b>	60 566	64 841	<b>4 275</b>	<b>6,6</b>	67 492	68 986	68 957	<b>2,2</b>
<b>Total M&amp;Moselle</b>	<b>716 964</b>	<b>713 779</b>	<b>-3 185</b>	<b>-0,4</b>	<b>725021</b>	<b>722 280</b>	<b>709837,0</b>	<b>-2,1</b>
<b>Metz</b>	248 197	272 051	<b>23 854</b>	<b>8,8</b>	290 866	303 985	312 113	<b>7,3</b>
<b>Thionville</b>	322 498	314 934	<b>-7 564</b>	<b>-2,4</b>	315 285	307 652	295 252	<b>-6,4</b>
<b>Bassin Houiller</b>	268 485	265 797	<b>-2 688</b>	<b>-1,0</b>	259 656	249 608	234 177	<b>-9,8</b>
<b>Sarreguemines</b>	83 021	84 847	<b>1 826</b>	<b>2,2</b>	87 973	89 339	88 948	<b>1,1</b>
<b>Sarrebourog</b>	84 988	85 818	<b>830</b>	<b>1,0</b>	88 870	89 957	90 279	<b>1,6</b>
<b>Total Moselle</b>	<b>1 007 189</b>	<b>1 023 447</b>	<b>16 258</b>	<b>1,6</b>	<b>1042650</b>	<b>1040541</b>	<b>1020769</b>	<b>-2,1</b>
<b>Meuse du Nord</b>	87 567	83 953	<b>-3 614</b>	<b>-4,3</b>	84 421	83 583	81 907	<b>-3</b>
<b>Bar-le-duc</b>	68 261	64 400	<b>-3 861</b>	<b>-6,0</b>	62 264	59 153	55 050	<b>-11,6</b>
<b>Commercy</b>	44 155	43 845	<b>-310</b>	<b>-0,7</b>	43 893	43 532	42 638	<b>-2,9</b>
<b>Total Meuse</b>	<b>199 983</b>	<b>192 198</b>	<b>-7 785</b>	<b>-4,1</b>	<b>190578</b>	<b>186 088</b>	<b>179595</b>	<b>-5,8</b>
<b>Vosges Ouest</b>	68 473	61 656	<b>-6 817</b>	<b>-11,1</b>	58 715	54 833	50 130	<b>-14,6</b>
<b>Epinal</b>	158 489	156 241	<b>-2 248</b>	<b>-1,4</b>	158 050	157 246	154 279	<b>-2,4</b>
<b>Remiremont</b>	84 399	80 311	<b>-4 088</b>	<b>-5,1</b>	79 785	77 714	74 114	<b>-7,1</b>
<b>St-Dié</b>	84 408	82 744	<b>-1 664</b>	<b>-2,0</b>	84 244	84 175	83 160	<b>-1,3</b>
<b>Total Vosges</b>	<b>395 769</b>	<b>380 952</b>	<b>-14817</b>	<b>-3,9</b>	<b>380794</b>	<b>373 968</b>	<b>361683</b>	<b>-5,0</b>
<b>Population lorraine totale</b>	<b>2319905</b>	<b>2310376</b>	<b>-9 529</b>	<b>-0,4</b>	<b>2339043</b>	<b>2322 77</b>	<b>2 271 884</b>	<b>-2,9</b>

Traitement CES d'après données INSEE Lorraine

*Face à ces indicateurs, l'avenir est-il à ce point irréversible ?...Nous persistons à croire que non en invoquant deux arguments :*

- *la Lorraine a une carte majeure d'attractivité à jouer au cœur de son bassin frontalier pour autant qu'elle s'en donne cependant les moyens, c'est-à-dire qu'elle investisse efficacement (formation, recherche, innovation, dynamique métropolitaine, aménagement du territoire, cadre de vie...) Nous avons évoqué ce point dans notre dernier rapport sur l'enjeu transfrontalier<sup>5</sup>. Pour ne prendre qu'un exemple : face aux projections de développement de l'emploi frontalier vers le Luxembourg et les bouleversements déjà actuels du seul Bassin de Thionville, comment se persuader que ce bassin doit perdre 6,4% de sa population d'ici 2030, comment croire que cela est le seul avenir programmé...*

<sup>5</sup> « L'enjeu transfrontalier, au cœur du développement de la Lorraine – Une urgence : le Luxembourg », séance Plénière du CES de Lorraine du 26 Juin 2007 (consultable sur le site du CES de Lorraine : [www2.cr-lorraine.fr/ces](http://www2.cr-lorraine.fr/ces))

- *l'outil TGV contribue à repositionner la Lorraine dans la géographie nationale. « L'événement TGV » a sans aucun doute bougé le paysage lorrain : il y avait longtemps que nos deux grandes villes régionales, que les villes du Sillon Lorrain, n'avaient construit leur projet de développement dans un tel dispositif, ambitieux, structuré, combinant la recomposition des cœurs de ville, à la redéfinition de leur image et de leur rôle économique. Il y avait longtemps aussi que le message de l'innovation n'était pas porté aussi haut dans les objectifs prioritaires de la région, au risque aujourd'hui d'ailleurs de paraître trop exclusif. Tout cela n'est pas encore suffisant, mais gageons qu'il y a là l'indice d'un ébranlement positif vers un avenir encore à construire...Cet indice : c'est le premier effet TGV.*

**3 – natalité – fécondité – mortalité** : des indicateurs régionaux moins favorables par rapport à une situation nationale assez exceptionnelle

Evolution des taux (pour 1 000 habitants)

	Taux de natalité <sup>6</sup>		Indicateur conjoncturel de Fécondité <sup>7</sup>		Taux de fécondité <sup>8</sup>		Taux de mortalité <sup>9</sup>	
	Lorraine	France	Lorraine	France	Lorraine	France	Lorraine	France
2005*	11,6	12,7	nd	nd	48,5	53,5	9	8,6
2004*	11,7	12,7	1,79	1,90			8,7	8,4
2003*	11,5	12,7	1,73	1,88	47,4	53,1	9,4	9,2
2002*	11,7	12,8	nd	nd	48		9,2	9
2001	12	13	1,8	1,9	49	53,5	8,9	8,9
2000	12,1	13,1	nd	nd	48,7		9,2	9
1999	11,8	12,7	1,7	1,8		53,1	9	9,1
1990	13,4	13,4	1,74	1,78			8,9	9,3
1982	15,5	14,6	1,91	1,88			9,5	10
1975	14,8	14,2	2,04	1,96			9,9	10,6

\*données DRASS (Statiss)

Le reste : source INSEE, Tableaux de l'Economie Lorraine, juillet 2006 et précédents

Le nombre de naissances se relève à nouveau (+ 2% par rapport à 2005) mais n'atteint pas les proportions records des naissances en France où le nombre de nouveaux nés de 2006 est supérieur à celui du « baby boom » de l'an 2000 et le plus élevé depuis 25 ans selon les indications de l'INSEE.

	Evolution des naissances
2006* (p)	27 622
2005	27 058
2004	27 192
2003	26 617
2002	27 102
2001	27 799
2000	28 013
1999	27 203
1990	30 820

\*Source INSEE, Bilan Economique - l'Economie Lorraine n°84-85

(p) : données INSEE provisoire

<sup>6</sup> Définition taux de natalité : nombre de naissances vivantes pour 1 000 habitants

<sup>7</sup> Définition indicateur conjoncturel de fécondité : nombre d'enfant(s) qu'aurait une femme tout au long de sa vie si les taux de fécondité observés à chaque âge l'année considérée demeuraient inchangés / source INSEE (Bilan économique)

<sup>8</sup> Taux de fécondité : Naissances pour 1000 femmes de 15 à 49 ans – source DRASS Statiss

<sup>9</sup> Définition taux de mortalité : nombre de décès pour 1 000 habitants

*II – Quelques indicateurs  
sur l'économie lorraine*

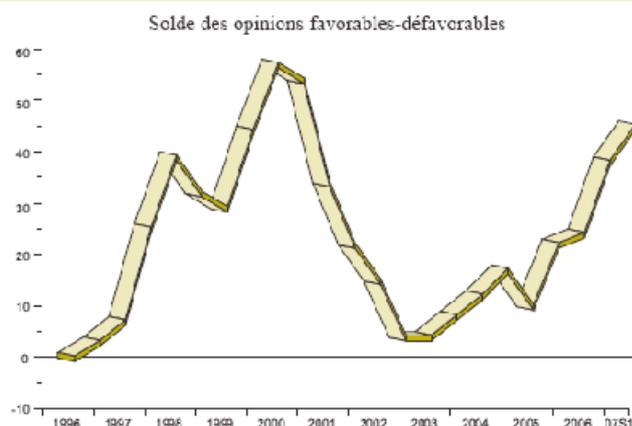
## Les résultats des enquêtes d'opinion : ODEL<sup>10</sup> et Banque de France

### Les entreprises lorraines s'estiment assez satisfaites de la conjoncture

Chaque année la Chambre Régionale du Commerce et de l'Industrie de Lorraine publie les résultats semestriels de son enquête d'opinion<sup>11</sup> auprès des entreprises régionales, enquête menée dans le cadre de son observatoire. Il ne s'agit pas là, précisons-le, d'indicateurs quantifiés de l'activité économique mais de la perception des dirigeants quant au climat qui environne cette activité : l'expérience montre que cette approche reflète ou anticipe dans l'ensemble les tendances observées dans les chiffres.

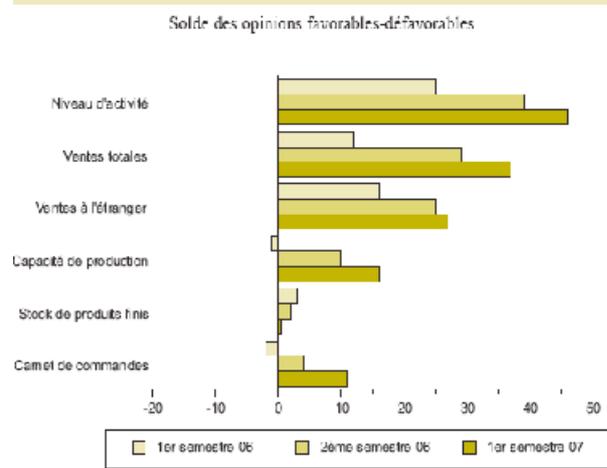
Ainsi le trait marquant de ces deux dernières années tient en l'amélioration sensible de l'opinion des entreprises lorraines sur leur niveau d'activité : le redressement de confiance amorcé au 2<sup>ème</sup> semestre 2005, tempéré au 1<sup>er</sup> semestre 2006 s'affirme depuis de façon très nette. **La tendance est ainsi aujourd'hui à son meilleur niveau depuis 2000...** sur le chemin d'atteindre même le taux record de l'année 2000.

#### Observatoire des Entreprises de Lorraine CRCIL Baromètre semestriel de conjoncture 1<sup>er</sup> semestre 2007 Evolution du niveau d'activité des entreprises lorraines

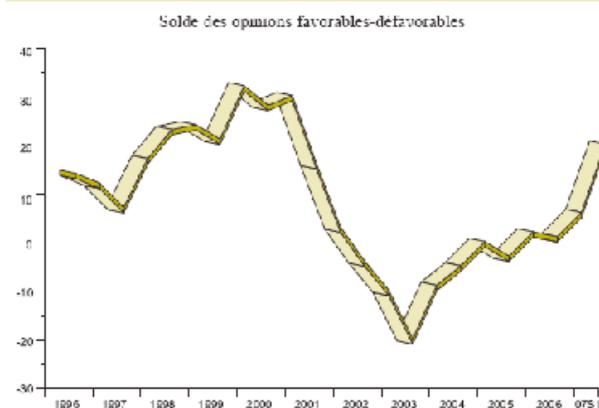


Les opinions sur les niveaux de ventes globales et à l'étranger continuent également à s'améliorer et les projets d'investissement se renforcent.

#### Evolution de l'activité des entreprises lorraines



#### Evolution de l'investissement dans les entreprises lorraines



<sup>10</sup> ODEL : Observatoire Des Entreprises Lorraines – CRCIL-ODEL Juin 2007

L'analyse présentée en février 2007 par *la Banque de France* sur les résultats de sa propre enquête auprès des entreprises pour l'année 2006 vient conforter ce sentiment global d'une amélioration de l'environnement économique.

#### Bilan et perspectives par secteur et en évolution annuelle (en %)

	CA Industrie	Production Bâtiment Génie civil	Volume d'affaires services marchands
Prévisions initiales	+ 2,8	+ 2	+ 3
<b>Réalisation 2006</b>	<b>+ 3,3</b>	<b>+ 5,6</b>	<b>+ 1,5</b>
Perspectives 2007	+ 2,8	+ 2,2	+ 3,5

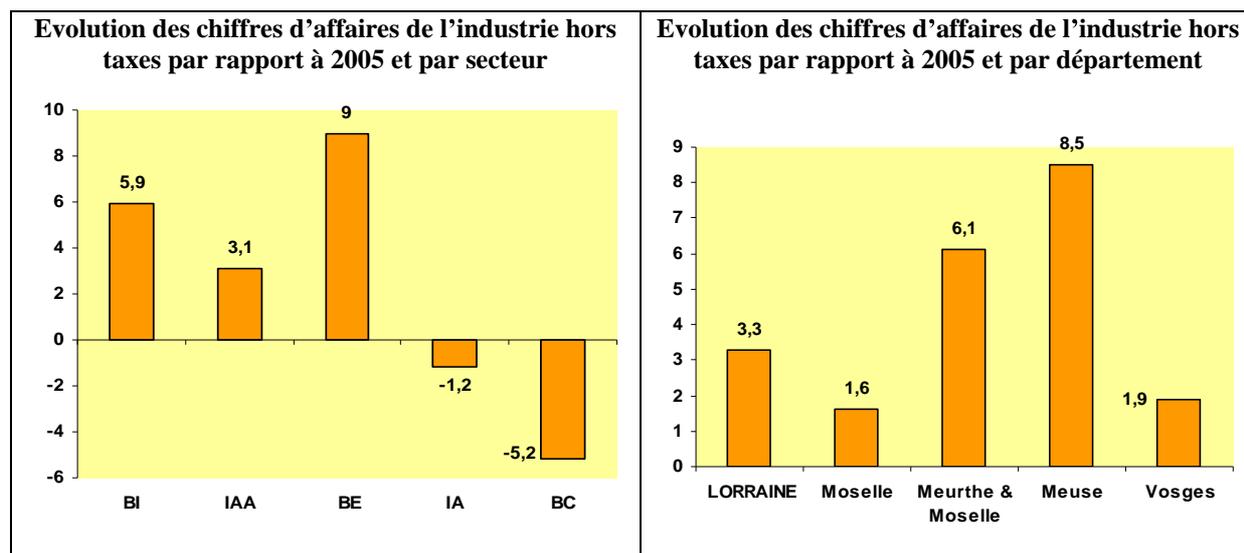
Source Banque de France – Les entreprises en Lorraine - Bilan 2006 Perspectives 2007  
(présenté en mars 2007)

Dans le secteur de l'Industrie et plus fortement encore dans celui du Bâtiment-Génie civil, les résultats sur l'activité des entreprises ont été plus favorables que les prévisions établies fin 2005. Dans le domaine des services, le courant d'affaires a, par contre, été un peu plus décevante

Dans l'industrie, la croissance de l'activité est surtout portée par les industries de Biens d'équipements (un secteur dont on notera une dynamique particulière en 2006), et de Biens Intermédiaires et, dans une moindre mesure par les Industries Agroalimentaires.

Par contre le chiffre d'affaires de l'industrie automobile s'inscrit en recul et celui des Biens de Consommation enregistrent à nouveau de mauvaises performances. Les perspectives 2007 annoncées par les chefs d'entreprises dans ces deux secteurs sont orientées à la baisse...

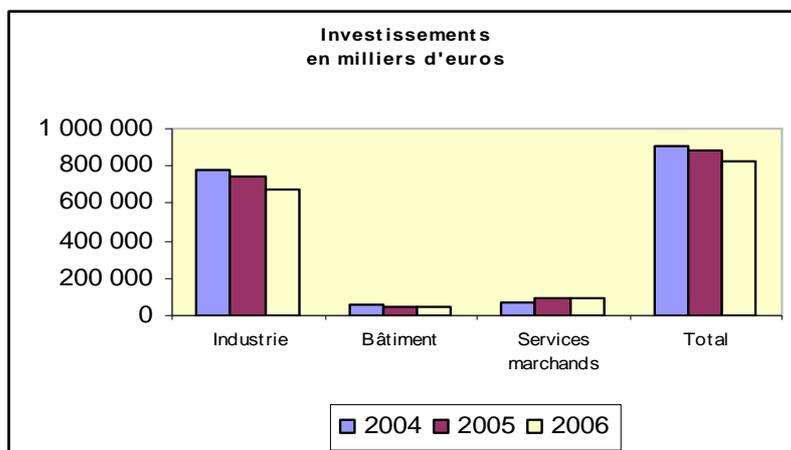
L'analyse territoriale révèle une bonne surprise pour le résultat des entreprises meusiennes qui semble mieux bénéficier de la bonne tenue de la conjoncture (un résultat à mettre en regard notamment avec la plus faible représentation de la filière automobile dans le tissu industriel départemental). Les entreprises de Meurthe-et-Moselle enregistrent également une augmentation de leur volume d'affaires supérieure à la moyenne régionale.



Source Banque de France – Les entreprises en Lorraine - Bilan 2006

**BI** : Biens Intermédiaires ; **IAA** : Industrie Agroalimentaire ; **BE** : Biens d'Équipements ; **IA** : Industrie Automobile ; **BC** : Biens de Consommation

<sup>11</sup> Enquête élaborée auprès d'un échantillon représentatif des entreprises lorraines de 5 salariés et plus des secteurs de l'industrie, du BTP, du commerce et des services marchands.



*Source Enquête Banque de France*

Sur la base du panel de l'enquête Banque de France, la situation des investissements évolue moins favorablement que l'opinion des chefs d'entreprises retracée par l'ODEL... La tendance est en diminution depuis 3 ans.

## I – PRODUCTION DE RICHESSE : une croissance moyenne

*A la suite de cet examen en tendance d'opinion, l'analyse de l'évolution du PIB régional conforte partiellement l'idée d'une meilleure tenue des résultats de l'économie régionale : certes les trois dernières années affichent un meilleur rythme de progression, mais la dynamique demeure inférieure aux autres régions françaises...et la Lorraine peine à maintenir sa contribution au PIB national. Cette situation est aussi liée à la très forte dynamique de certaines régions.*

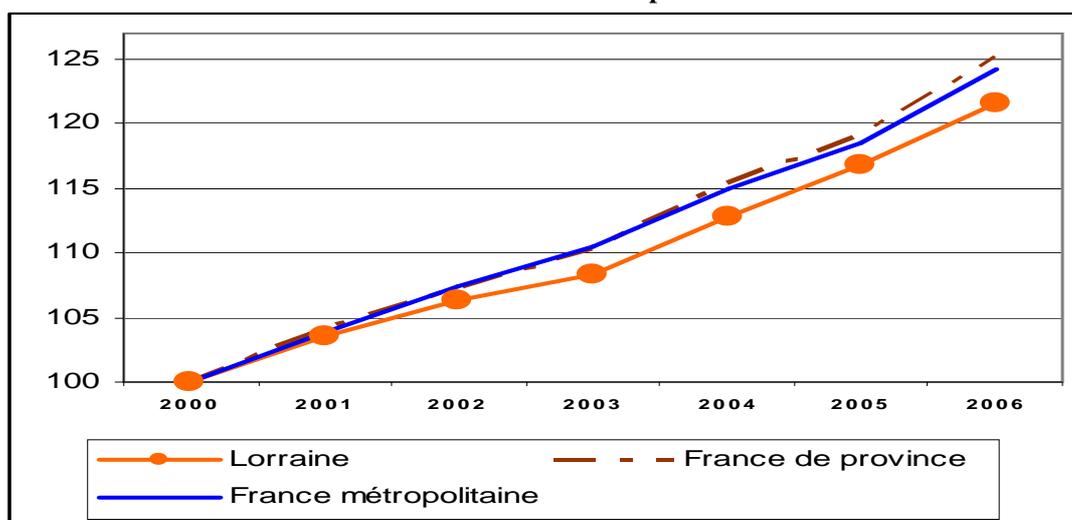
Le PIB lorrain s'élève en 2006 à **55 219 millions €** selon les chiffres provisoires de l'INSEE, conservant son 11<sup>ème</sup> rang national (3,1% du PIB national).

	1975	1984	1990	2000*	2003*	2004*	2005**	2006**
% PIB*Lorraine/France	4,2	3,8	3,4	3,2	3,13	3,14	3,15	3,13

\*à partir de 2000, source INSEE Lorraine PIB à prix courants, série 2000 – 2006 Chiffres clés Economie – Données quasi-définitives  
\*\* provisoire

Le résultat 2006 correspond à une progression annuelle de 4,2%, inférieure à celle observée en moyenne dans les régions françaises (5,1%), l'évolution métropolitaine étant de 4,8%. Au cours des six dernières années, 2000 – 2006, le PIB régional a augmenté de 21,6% (13<sup>ème</sup> rang national en termes de progression), contre + 25,2% pour la moyenne des régions et + 24,2% en France métropolitaine.

Evolution du PIB base 100 en 2000 / Métropole – Province - Lorraine



Source : d'après INSEE Lorraine PIB à prix courants, série 2000 – 2006 Chiffres clés Economie – Données quasi-définitives ou provisoires (2005-2006)

**De fait la compétition nationale est rude.** Certaines régions françaises affichent une dynamique très forte et, depuis 3 ans la courbe d'évolution hors Ile de France a tendance à se détacher de la moyenne métropolitaine. Le Languedoc-Roussillon dont le PIB en volume dépasse depuis à peine deux ans (2004) celui de la Lorraine connaît une progression 2005-2006 de + 7,8% et de 34% depuis 2000 (1<sup>ère</sup> performance en France). Par ailleurs la région PACA, dont le PIB représente près de 2,5 fois celui de la Lorraine (et le double de sa population), affiche une croissance de 8,2% sur l'année, de 30,7% sur 6 ans. En 6 ans également le Languedoc-Roussillon voit sa contribution au PIB national passer de 3 à 3,25%, PACA de 7 à 7,4%...

## Evolution 2005 – 2006 des PIB en France et par région

	PIB en million d'euros		Evolution %	
	2005	2006	2005-2006	2000-2006
Alsace	46 870	48 389	3,2	16,9
Aquitaine	76 895	79 920	3,9	28,2
Auvergne	30 632	31 631	3,3	21,0
Bourgogne	38 733	40 485	4,5	19,4
Bretagne	73 511	78 035	6,2	29,8
Centre	61 968	63 457	2,4	21,6
Champagne-Ardenne	33 550	35 310	5,2	17,2
Corse	5 846	6 359	8,8	34,2
Franche-Comté	27 016	28 091	4,0	19,0
Ile-de-France	480 870	500 839	4,2	21,8
Languedoc-Roussillon	53 197	57 350	<b>7,8</b>	33,9
Limousin	16 326	17 089	4,7	23,4
<b>Lorraine</b>	<b>53 013</b>	<b>55 219</b>	<b>4,2</b>	<b>21,6</b>
Midi-Pyrénées	67 486	71 296	5,6	32,7
Nord-Pas-de-Calais	86 747	90 841	4,7	22,3
Basse-Normandie	33 253	34 064	2,4	21,5
Haute-Normandie	44 864	46 853	4,4	19,8
Pays de la Loire	84 990	89 530	5,3	28,0
Picardie	41 276	42 778	3,6	18,2
Poitou-Charentes	39 286	40 985	4,3	26,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	120 365	130 178	<b>8,2</b>	30,7
Rhône-Alpes	165 034	173 682	5,2	26,2
<b>France de province</b>	<b>1 200 857</b>	<b>1 261 540</b>	<b>5,1</b>	<b>25,2</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>1 681 727</b>	<b>1 762 379</b>	<b>4,8</b>	<b>24,2</b>

Source : d'après INSEE Lorraine PIB à prix courants, série 2000 – 2006 Chiffres clés Economie – Données provisoires

Cela étant, l'analyse de la contribution par secteur à la valeur ajoutée nationale montre que **la Lorraine maintient une assez forte spécialisation dans deux secteurs industriels : automobile et biens intermédiaires**. Ces deux postes demeurent des éléments structurants de la richesse régionale. Par contre la contribution régionale globale a tendance à décroître. Depuis 1990 tous les secteurs sont concernés sauf l'automobile et les activités financières et immobilières...

## Evolution de la contribution à la valeur ajoutée nationale et par secteur

	1990	1995	2000	2006
Agriculture, sylviculture, pêche	2,8	2,9	2,9	2,4
Industries agricoles et alimentaires	3,6	3,5	3,4	3,2
Industries des biens de consommation	3,1	3,0	2,6	2,3
Industrie automobile	<b>6,0</b>	6,5	6,2	<b>6,5</b>
Industries des biens d'équipement	2,5	2,6	2,4	2,5
Industries des biens intermédiaires	6,0	6,0	5,6	5,8
Energie	4,2	4,2	3,2	3,5
Construction	3,4	3,5	3,5	3,2
Commerce	3,3	3,2	3,1	3,0
Transports	4,0	3,7	3,1	2,7
Activités financières et immobilières	<b>2,7</b>	2,9	2,8	<b>2,9</b>
Services aux entreprises	2,5	2,6	2,4	2,3
Services aux particuliers	2,1	2,2	2,1	2,1
Education, santé, action sociale, administration	4,0	4,0	3,8	3,9
<b>Valeur ajoutée régionale</b>	<b>3,4</b>	<b>3,4</b>	<b>3,2</b>	<b>3,1</b>

## II – DEMOGRAPHIE DES ENTREPRISES : une création toujours soutenue et un secteur tertiaire qui gagne peu à peu du terrain

### 1. Dynamique des créations pures, forte baisse de la reprise d'entreprises

Le chiffre global de la création d'entreprises en Lorraine amorce une nouvelle progression sur l'ensemble de l'année 2006 (+ 7 917 entreprises soit une progression annuelle de la création de 2,3%), se rapprochant du taux record de 2004. Cette performance est supérieure aux résultats nationaux (+ 1,7%).

Les chiffres de la création d'entreprise en 2006 (source INSEE Lorraine et INSEE National)

	Lorraine				France**			
	2004	2005	2006	Evol. (en%)*	2004	2005	2006	Evol. (en%)*
Créations pures	5 621	5 510	5 788	+ 5	223 926	224 829	233 045	3,7
Reprises	1 222	1 151	1 027	- 10,8	42 223	40 832	38 774	-5
Réactivations	1 165	1 080	1 104	+ 2,2	53 831	51 164	50 451	-1,4
Ensemble	8 008	7 741	7 917	+ 2,3	319 980	316 825	322 270	1,7

\* Evolution 2005 - 2006

\*\* calcul d'après INSEE National Chiffres clés Evolution des 3 séries de créations d'entreprises

Ce sont à nouveau **les créations pures (à leur plus haut niveau depuis plus de 10 ans)** qui **expliquent ce bon résultat** mais il faut noter, à nouveau également, **la baisse du nombre de reprises (à leur plus bas niveau quant à elles sur la même période décennale)**, ceci malgré les efforts de sensibilisation déployés par les politiques publiques. Ce dernier constat est d'autant plus inquiétant que la courbe régionale concernant l'évolution des reprises est très nettement plus défavorable comparativement à la France même hors Ile de France : entre 2005 et 2006, la reprise d'entreprise chute de 10,8% en lorraine, contre 5% en France et 5,3 pour la France hors Ile de France....Un résultat comparatif qui se dégrade encore par rapport à l'évolution 2004-2005.

### 2. Une poussée de la création dans le domaine des services aux entreprises

#### 2.1 Commerce et construction : 45% de la création d'entreprise en Lorraine

En Lorraine comme en France et si l'on n'agglomère pas le secteur des services, c'est le commerce qui est le plus fortement contributeur au mouvement de création d'entreprises. En très léger décalage par contre, c'est le secteur de la construction qui est le second contributeur suivi des services aux particuliers. En 4<sup>ème</sup> rang figure le secteur des services aux entreprises.

A noter également que 40% de la création en Lorraine s'opère sous les statuts de **l'artisanat** ou des **commerçants** (dans la moyenne des régions françaises hors Ile de France). Les **professions libérales** représentent 14,5% de la création, une proportion légèrement inférieure à la moyenne nationale (15,8%) et de Province (15,5%).

### Détail de la répartition de la création d'entreprises en 2006 par secteur Lorraine / France

Secteur d'activité	Lorraine		% entreprises créées par secteur en France	Evolution 2005 – 2006	
	Nb	%		Lorraine	France ?
Industries agro.	199	2,5	2,5	+4,7	-2,7
Industrie hors IAA	389	4,9	4,3	+0,5	-2,4
Construction	1 465	18,5	17,2	-0,9	+4,6
Commerce	2 076	26,2	26,1	+0,6	
Transport	170	2,1	2,0	-4,5	-0,2
Immobilier	379	4,2	4,6	+15,5	+3,6
<b>Services aux entreprises</b>	<b>1 239</b>	<b>15,6</b>	<b>16,9</b>	<b>+9,5</b>	<b>+5,2</b>
<i>Dont :</i>	900	11,4	11,6	+9,0	
<i>Conseil et assistance</i>					
<i>Services opérationnels</i>	296	3,7	4,9	+10,0	
<b>Services aux particuliers</b>	<b>1 414</b>	<b>17,9</b>	<b>18,8</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,0</b>
<i>Dont :</i>	749	9,5	10	-1,1	-3,3
<i>Hôtels, cafés, restaurants</i>					
Education, santé, action sociale	586	7,4	7,6	+4,3	+2,7
<i>(Total services)</i>	<i>3 788</i>	<i>(47,3)</i>	<i>(49,9)</i>	<i>(+4,6)</i>	
Total	7 917	100	100		+1,7

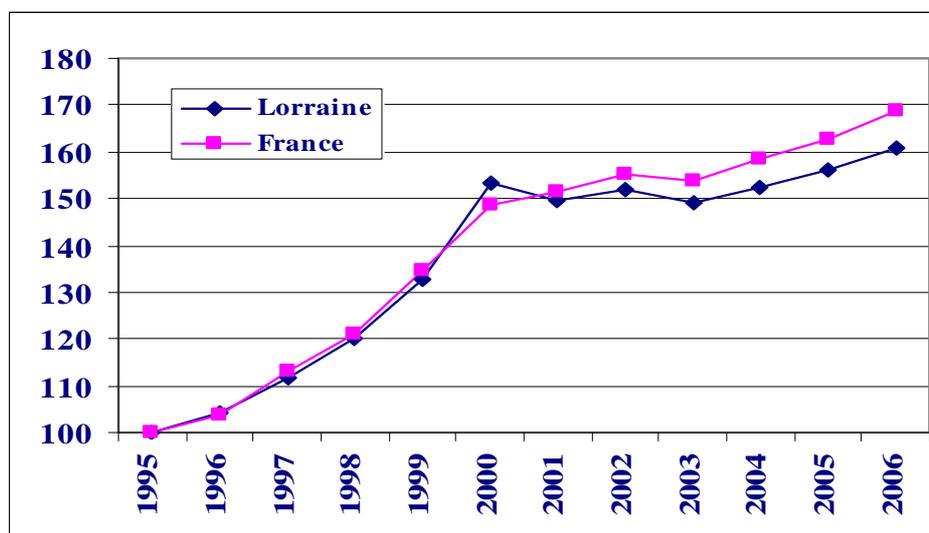
Source Tableau de bord création d'entreprises

#### 2.2 Les services aux entreprises : un mieux en 2006 mais qui ne rattrape pas le retard cumulé depuis 2001

L'évolution annuelle (2005-2006) de la création pure d'entreprises se montre particulièrement plus dynamique en Lorraine dans deux secteurs comparativement aux évolutions nationales : il s'agit des activités immobilières (+15,5%, 379 entreprises créées) et des **services aux entreprises (+9,5%)**. Nous retiendrons surtout ce dernier secteur en valeur significative en regard du volume concerné (1 239 entreprises créées en 2006 soit 15,6% de l'ensemble des créations).

Le rythme d'évolution de la création s'est accéléré depuis 2 ans, même si on constatera par ailleurs que ce secteur est moins contributeur en Lorraine (15,6% des créations) qu'en France (16,9%) et que le décrochage régional intervenu en 2001 a du mal à se résorber.

Courbes d'évolution de la création dans le secteur des services aux entreprises



### 2.3 Secteurs innovants : encore en progression

La création pure d'entreprises dites « **technologiquement innovantes** »<sup>12</sup> continue à progresser mais de façon moins soutenue que les 3 années précédentes : + 5,8% entre 2005 et 2006 (soit 337 entreprises), alors que la France ne connaît pas d'évolution. Cela étant la région ne représente toujours en 2006 que 2,1% des créations d'entreprises en France dans ce domaine.

	2004		2005		2006		Evol. 2006/2005
	Nombre	Part dans créations pures	Nombre	Part dans créations pures	Nombre	Part dans créations pures	
Lorraine	202	3,6	224	4,1	237	4,1	+5,8
France	10 904	3,4	11 313	5,0	11 308	4,9	0,0
Part Lorraine en France	1,9		2		2,1		

*D'après INSEE 31Lorraine Tableau de bord 2006 de la création d'entreprise*

A titre indicatif, les URSSAF de Lorraine ont recensé à la demande du CES les entreprises bénéficiant en Lorraine d'une exonération<sup>13</sup> de cotisations au titre de leur statut de « Jeune Entreprise Innovante » (JEI). Le champ de cette enquête est restreint aux entreprises ayant demandé et obtenu le statut JEI : les 3/4 de la vingtaine d'établissements lorrains ainsi ciblés par l'URSSAF en 2006 sous ce statut ont leur siège en Meurthe-et-Moselle (85% des salariés<sup>14</sup>) et 1/4 en Moselle (15% des salariés).

### 2.4 Plus de 2000 lorrains assurent leur emploi en reprenant ou en créant leur entreprise

**En 2006, la création d'entreprise n'a généré ou maintenu que 4 700 emplois salariés, chiffre à nouveau en baisse :** le nombre moyen d'emplois par création est en repli constant depuis 5 ans. Ainsi plus de 80% des entreprises n'ont aucun salarié au démarrage en dehors du créateur et seule une soixantaine de créations comptent plus de 10 salariés.

L'industrie, la construction et le commerce sont chacun à l'origine d'un millier d'emplois. C'est le secteur des services qui est le plus porteur (1 700 emplois créés ou maintenus).

**Par contre, le dispositif de soutien aux demandeurs d'emplois pour la création d'entreprise est à nouveau en augmentation, au niveau régional un peu plus fortement qu'au plan national.**

En 2006, le nombre de nouveaux bénéficiaires a été multiplié par plus de 2,5 fois par rapport à 2002 (dernier point bas de l'attribution de l'ACCRES) en Lorraine comme en France. **La part de la Lorraine dans le dispositif reste assez limitée toutefois.**

<sup>12</sup> Définition Secteurs « technologiquement innovants » (INSEE) : ces secteurs sont ceux des technologies de l'information et de la communication, des produits pharmaceutiques, de la biotechnologie et des nouveaux matériaux. Ils regroupent une proportion importante des entreprises qui produisent des innovations technologiques. Ils comprennent plus précisément les secteurs NAF : chimie et biotechnologie ; fabrication de matériel de technologie de l'information ; commerce de gros de matériel de technologie de l'information ; services de technologie de l'information

<sup>13</sup> NB : Certaines entreprises sont susceptibles de ne pas solliciter cette exonération et ne sont donc pas ciblées dans l'enquête URSSAF

<sup>14</sup> Salariés : s'entend également comme salariés pour lesquels l'employeur bénéficie d'une exonération au titre des JEI et répertoriés en fin d'année.

### Nombre de bénéficiaires de l'ACCRES<sup>15</sup> en Lorraine 1996-2006

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Lorraine	966	889	1 071	1 057	942	952	811	1 121	1 686	1 784	2 087
France	39 643	33 935	39 034	36 776	37 548	35 135	32 337	44 798	64 426	71 459	80 344
<b>Evol. annuelle</b>											
Lorraine		-8,0	20,5	-1,3	-10,9	1,1	-14,8	38,2	50,4	5,8	17,0
France		-14,4	15,0	-5,8	2,1	-6,4	-8,0	38,5	43,8	10,9	12,4
<b>% région</b>	<b>2,4</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>2,9</b>	<b>2,5</b>	<b>2,7</b>	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>	<b>2,6</b>	<b>2,5</b>	<b>2,6</b>

Traitement CES d'après données DRTEFP Cahiers Lorrains Bilan 2006

### 3. Dans une compétition nationale active, la Lorraine tient un rang honorable

Selon le **tableau de bord 2006 de la création – reprise d'entreprise** (INSEE – 3ilorraine), le **taux de création**<sup>16</sup> moyen 1993-2006 est de 11,0 plaçant la Lorraine en 9<sup>ème</sup> rang national (taux moyen France entière = 12,8). En volume de création, la Lorraine se place en 11<sup>ème</sup> rang (place identique à son poids démographique comme à son potentiel d'entreprises). C'est le Languedoc-Roussillon qui enregistre la performance la plus forte relativement à son poids démographique et à son PIB.

	Population 2006	Rg	PIB 2006 en millions €	Rg	Rg/hab	Nb d'entreprises au 1 <sup>er</sup> 01 2004	Rg	Nb de création d'entreprises 2006	Rg
Île-de-France	11 491 046	1	500 839	1	1	602 695	1	72 798	1
Rhône-Alpes	6 004 957	2	173 682	2	2	260 977	3	32 613	3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 780 989	3	130 178	3	3	262 200	2	36 155	2
Nord-Pas-de-Calais	4 043 050	4	90 841	4	22	104 477	9	12 636	9
Pays de la Loire	3 426 371	5	89 530	5	6	112 666	7	14 242	7
Aquitaine	3 098 819	6	79 920	6	9	132 531	4	17 531	5
Bretagne	3 080 648	7	78 038	7	11	106 017	8	12 734	8
Midi-Pyrénées	2 755 383	8	71 296	8	8	<b>118 240</b>	<b>6</b>	<b>14 728</b>	<b>6</b>
Languedoc-Roussillon	2 519 707	9	<b>57 350</b>	<b>10</b>	<b>21</b>	<b>119 330</b>	<b>5</b>	<b>18 268</b>	<b>4</b>
Centre	2 505 288	10	63 457	9	10	79 221	10	9 424	10
<b>Lorraine</b>	<b>2 338 744</b>	<b>11</b>	<b>55 219</b>	<b>11</b>	<b>16</b>	<b>66 498</b>	<b>11</b>	<b>7 917</b>	<b>11</b>
Picardie	1 886 445	12	42 778	14	20	51 571	16	5 781	17
Alsace	1 816 841	13	48 389	12	4	59 985	13	7 244	13
Haute-Normandie	1 811 241	14	46 853	13	7	52 884	15	6 117	15
Poitou-Charentes	1 712 652	15	40 985	15	14	60 806	12	7 675	12
Bourgogne	1 623 913	16	40 485	16	12	55 804	14	6 380	14
Basse-Normandie	1 448 857	17	34 064	18	18	49 084	18	5 882	16
Champagne-Ardenne	1 338 590	18	35 310	17	5	40 323	19	4 493	19
Auvergne	1 333 530	19	31 631	19	15	51 229	17	5 081	18
Franche-Comté	1 146 139	20	28 091	20	13	37 570	20	4 300	20
Limousin	725 301	21	17 089	21	17	26 115	21	2 793	21
Corse	278 650	22	6 359	22	19	18 024	22	2 524	22
France de province	49 676 115		1 261 540			1 865 552		234 519	
<b>Métropole</b>	<b>61 167 161</b>		<b>1 762 379</b>			<b>2 468 247</b>		<b>307 317</b>	

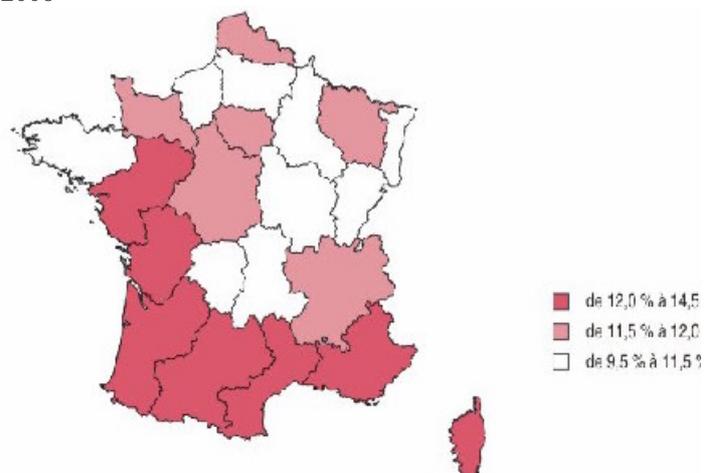
Traitement CES d'après données INSEE National

<sup>15</sup> ACCRE (INSEE) : aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise.

L'ACCRES est accessible aux demandeurs d'emploi, indemnisés ou non indemnisés, et inscrits depuis plus de six mois à l'ANPE, aux bénéficiaires du RMI, aux salariés repreneurs de leur entreprise en redressement ou en liquidation judiciaire, ainsi qu'aux jeunes de moins de 26 ans éligibles aux « emplois-jeunes ». Par application de l'article 37 de la loi pour l'initiative économique du 1er août 2003, l'ACCRES est également ouverte aux bénéficiaires d'un contrat d'appui au projet d'entreprise depuis septembre 2004.

<sup>16</sup> Définition du Taux de création d'entreprise : rapport entre le nombre de créations observées une année et le nombre d'entreprises au premier janvier de cette même année. (INSEE)

### Les régions de France selon le taux de création d'entreprise 2006



Sur la seule année **2006**, la Lorraine réalise une performance très honorable si l'on se réfère à son **taux de création d'entreprises de 11,5%** (carte ci-contre).

Cela étant, 4 régions concentrent à elles seules près de la moitié (49%) des créations d'entreprises de la France métropolitaine : il s'agit de l'Ile de France, de Rhône-Alpes, PACA et Languedoc Roussillon.

L'illustration de la dynamique entrepreneuriale selon le taux de création et les régions retrace en partie les contours de la croissance démographique nationale : le résultat de la Lorraine n'en est que plus notable...

En ce qui concerne la répartition infrarégionale de la création d'entreprises, on notera que **la Moselle demeure de loin le département le plus créateur** avec un taux de création (12,4%) qui est le seul à dépasser la moyenne nationale. Par contre, c'est le département de la Meuse qui affiche la plus forte progression annuelle.

	Créations 2006	Evol 2006/2005	Part des créations régionales	Taux de création 2006	Nb entreprises 1/01/06	Part du tissu régional
Meurthe&Moselle	2 352	+ 2,5	29,7 %	11,3	20 874	30,7 %
Meuse	562	+ 4,1	7,1 %	11,0	5 130	7,5 %
Moselle	3 554	+ 1,7	44,9 %	12,4	28 690	42,2 %
Vosges	1 449	+ 2,7	18,3 %	10,9	13 343	19,6 %
Lorraine	7 917	+ 2,3	100 %	11,6	68 037	100

Source Bilan économique 2006 INSEE Lorraine

Ce sont les bassins de **Longwy, Briey, Metz, du Bassin Houiller et de Sarreguemines** qui affichent les plus forts taux de créations (12 ou plus)

**Premiers résultats 2007 de la création d'entreprises :  
la Lorraine reste sur une dynamique porteuse...**

5 132 entreprises créées de janvier à Juillet 2007 (+ 18 % par rapport à la même période 2006 + 14,7% seulement au plan national). Sa progression est la 5<sup>ème</sup> performance nationale mais en volume d'entreprises créées, elle est en 11<sup>ème</sup> rang, et elle ne pèse que 2,7 % du volume total créé en France..

**La création d'entreprises dans les régions de janvier à juillet 2007**

	Janvier-juillet 2006	Janvier-juillet 2007	Evolution
Alsace	4 022	4 973	+ 23,6 %
Aquitaine	9 249	10 690	+ 15,6 %
Auvergne	2 647	2 840	+ 7,3 %
Bourgogne	3 374	3 644	+ 8,0 %
Bretagne	6 505	7 565	+ 16,3 %
Centre	4 917	5 605	+ 14,0 %
Champagne-Ardenne	2 351	2 713	+ 15,4 %
Corse	1 428	1 549	+ 8,5 %
Franche-Comté	2 277	2 665	+ 17,0 %
Ile-de-France	41 330	46 149	+ 11,7 %
Languedoc-Roussillon	10 153	11 349	+ 11,8 %
Limousin	1 499	1 573	+ 4,9 %
<b>Lorraine</b>	<b>4 348</b>	<b>5 132</b>	<b>+ 18,0 %</b>
Midi-Pyrénées	8 010	9 365	+ 16,9 %
Nord-Pas-de-Calais	6 770	7 845	+ 15,9 %
Basse-Normandie	2 908	3 243	+ 11,5 %
Haute-Normandie	3 026	3 783	+ 25,0 %
Pays-de-la-Loire	7 114	8 552	+ 20,2 %
Picardie	3 048	3 531	+ 15,8 %
Poitou-Charentes	3 976	4 402	+ 10,7 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19 834	22 773	+ 14,8 %
Rhône-Alpes	17 114	20 389	+ 19,1 %
France Métropolitaine	165 900	190 330	+ 14,7 %

*Source : site de l'Agence Pour la Création d'Entreprises (APCE)*

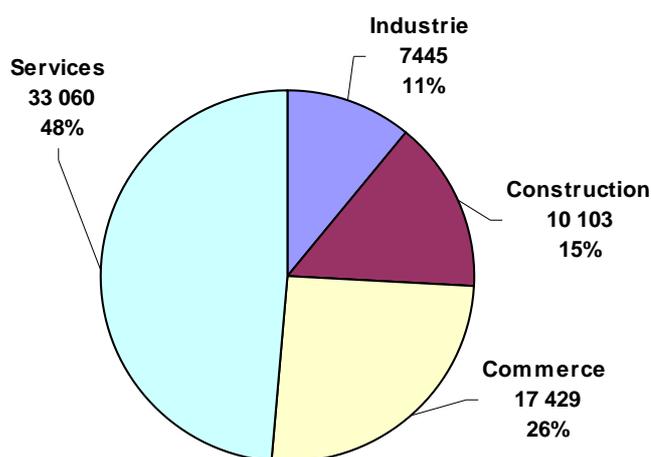
**Les données par départements**

	Janvier-juillet 2006	Janvier-juillet 2007	Evolution
Meurthe-et-Moselle	1 301	1 587	+ 22,0 %
Meuse	280	296	+ 5,7 %
Moselle	1 986	2 317	+ 16,7 %
Vosges	781	932	+ 19,3 %
Lorraine	4 348	5 132	+ 18,0 %

#### 4. La tertiarisation du tissu régional des entreprises se poursuit

Au 1<sup>er</sup> janvier 2006, l'INSEE dénombre 68 037 entreprises en Lorraine (soit sur une année 211 entreprises supplémentaires et une évolution d'à peine 0,3%). La Lorraine ne représente que 2,6% du volume des entreprises nationales. Bien entendu, sur une longue période, **le mouvement de la création d'entreprises a accompagné fortement la mutation tertiaire de l'économie régionale**, la part de création chutant dans le secteur des industries mais augmentant dans celui des services (surtout dans le domaine des services aux entreprises) et de la construction.

Répartition des entreprises lorraines par secteur au 1<sup>er</sup> janvier 2006



évolution 1998-2006	
Industrie	-6,4%
Construction	20,5%
Commerce	-1,7%
Services	17,7%
Total	9,4%

Evolution du nombre d'entreprises par secteurs

Détail de la répartition des entreprises par secteur Lorraine / France

Secteur d'activité	Lorraine		% entreprises par secteur en France	Lorraine / France (%)	% entreprises par secteur en France hors IDF	Lorraine / France hors IdF(en %)
	Nb	%				
Industries agro.	2 048	3,0	2,4	3,2	2,8	3,6
Industrie hors IAA	5397	7,9	6,8	3,0	7,0	3,8
Construction	10103	14,8	13,7	2,8	15,0	3,3
Commerce	17429	25,6	24,2	2,7	24,7	3,5
Transport	1982	2,9	3,3	2,3	3,1	3,2
Immobilier	1888	2,8	3,3	2,1	3,1	3,0
<b>Services aux entreprises</b>	<b>8451</b>	<b>12,4</b>	<b>17,5</b>	<b>1,8</b>	<b>14,2</b>	<b>2,9</b>
<i>Dont :</i>						
Conseil et assistance	6180	9,1	12,8	1,8	10,1	3,0
Services opérationnels	2124	3,1	4,3	1,8	3,9	2,7
Services aux particuliers	10922	16,1	15,6	2,6	16,3	3,3
<i>Dont :</i>						
Hôtels, cafés, restaurants	5626	8,3	8,1	2,6	8,6	3,2
Education, santé, action sociale	9817	14,4	13,1	2,8	13,8	3,5
<b>(Total services)</b>	<b>(33060)</b>	<b>(48,6)</b>	<b>(52,8)</b>	<b>(2,4)</b>	<b>(50,5)</b>	<b>(3,2)</b>
Total	68037	100	100	2,6	100	3,3

Source Tableau de bord création d'entreprises

## 5. Léger recul de la défaillance d'entreprises en 2006

Dans le cadre de son bilan économique 2006, l'INSEE relève un léger recul du taux régional de défaillance<sup>17</sup> d'entreprises : il demeure moins favorable qu'au plan national et l'écart ne se résorbe pas puisque la France a enregistré un recul en même proportion.

**Evolution des défaillances d'entreprises (source INSEE, Bodacc)**

	2004		2005		2006	
	Nombre	Taux (%)	Nombre	Taux (%)	Nombre	Taux (%)
Défaillances*						
Meurthe-et-Moselle	349	2,0	401	2,3	364	2,1
Meuse	92	2,1	84	1,9	82	1,8
Moselle	689	2,9	679	2,8	560	2,3
Vosges	201	1,7	227	1,9	232	2,0
<b>Lorraine</b>	<b>1 331</b>	<b>2,3</b>	<b>1 391</b>	<b>2,3</b>	<b>1 238</b>	<b>2,1</b>
France entière	40 868	1,8	42 052	1,8	38 529	1,7

\*entreprises dont le siège est localisé sur le territoire

Si la Moselle puis la Meurthe-et-Moselle affichent les chiffres les plus importants, ce sont elles également qui enregistrent une vraie baisse du nombre et du taux de défaillances, les Vosges demeurant sur une pente ascendante.

On ne sait conclure sur un véritable message d'espoir, globalement, sur cette évolution récente. En effet, le nombre de suppression d'emploi lié à la défaillance d'entreprises a quant à lui progressé : 6 300 salariés privés d'emploi en 2006 contre 6 000 en 2005, mais aussi 600 chefs d'entreprises sans salariés perdent également leur emploi. Ce dernier chiffre invite à une étude plus qualitative pour le mettre en rapport par ailleurs avec le nombre important d'entreprises créées sans salariés (taux de survie à court terme ? impact du dispositif ACCRE ? existe-t-il un lien à mettre en évidence ?)

Si l'on se réfère au détail par secteur du taux de défaillance (chiffres 2005), on observe également que la situation en Lorraine est systématiquement plus défavorable que soit par rapport à la France ou à la Province...les écarts les plus forts touchant la construction et l'hôtellerie restauration.

**Taux de défaillance 2005 par secteur d'activité**

Secteur d'activité	Lorraine	France	France hors Ile de France
Industrie	2,2	1,9	1,8
Construction	3,7	2,8	2,5
Commerce	2,2	1,8	1,7
Services	1,9	1,5	1,5
<i>Dont :</i>			
<i>Services aux entreprises</i>	1,6	1,3	1,3
<i>Services aux particuliers</i>	2,1	1,6	1,6
<i>Dont :</i>			
<i>Hôtels, cafés, restaurants</i>	3,1	2,3	2,3
<i>Autres services</i>	1,8	1,4	1,4
<b>Total</b>	<b>2,3</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>

(source : Tableau de Bord 2006 de la création d'entreprise – INSEE Bodacc - 3ILorraine)

<sup>17</sup> Définition du taux de défaillance : rapport entre le nombre de défaillances observées au cours de l'année n et le stock d'entreprises au 1<sup>er</sup> janvier de l'année n.

### III – RECHERCHE – DEVELOPPEMENT – INNOVATION : la Lorraine bouge

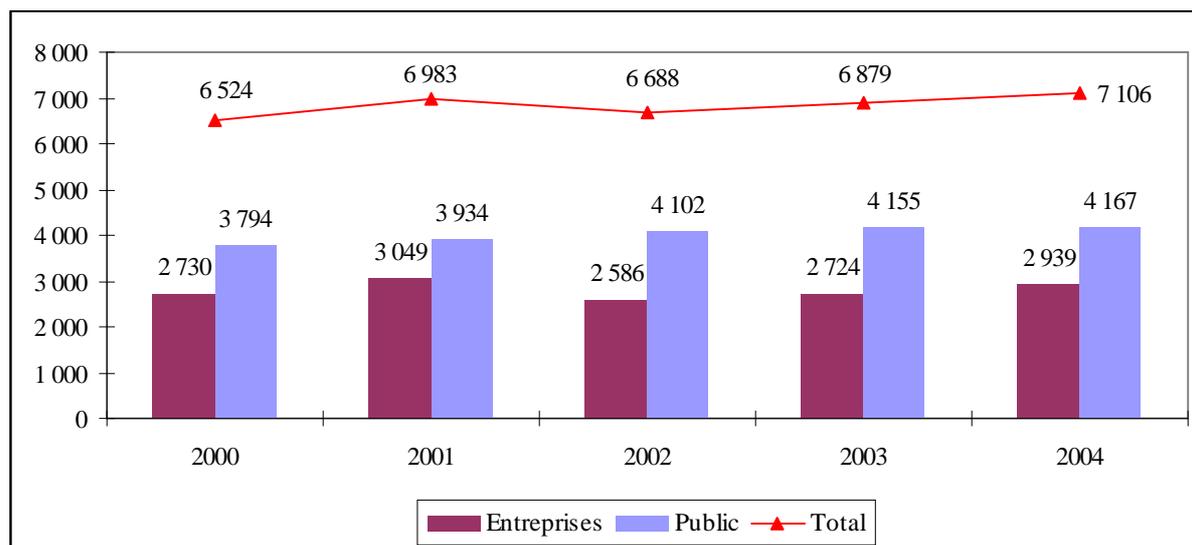
*Directement après l'examen de la dynamique de création d'entreprise en Lorraine, qui guide la recomposition du tissu économique lorrain, il est intéressant de faire un point sur les efforts de notre région en matière de recherche, de développement et d'innovation : ce domaine d'intervention est, non moins que le soutien à la création, un des points stratégiques d'accompagnement des mutations lorraines dans le nouvel environnement économique mondial.*

#### 1. Recherche privée : une faiblesse structurelle qui pèse sur le bilan recherche – innovation de la région

Un des principaux indicateurs de faiblesse de la Lorraine dans cette compétition particulière de la « matière grise » demeure effectivement son potentiel très insuffisant de recherche privée, que le bon niveau de recherche publique ne parvient pas à rééquilibrer. **Force est de constater de ce point de vue que les évolutions récentes en ce domaine n'ont pas contribué à repositionner la Lorraine à un niveau suffisant.**

**Selon les derniers chiffres disponibles, plus de 7000 personnes travaillent dans la recherche en Lorraine, mais la progression a été inférieure à la moyenne nationale sur la période 2000-2004.**

**Ce chiffre de 7 106 emplois dans la recherche recensés en 2004 correspond néanmoins au dépassement d'un pallier jamais atteint : de 2000 à 2004 les effectifs dans la R&D en Lorraine ont progressé de 582 personnes (+ 8,9 %).**



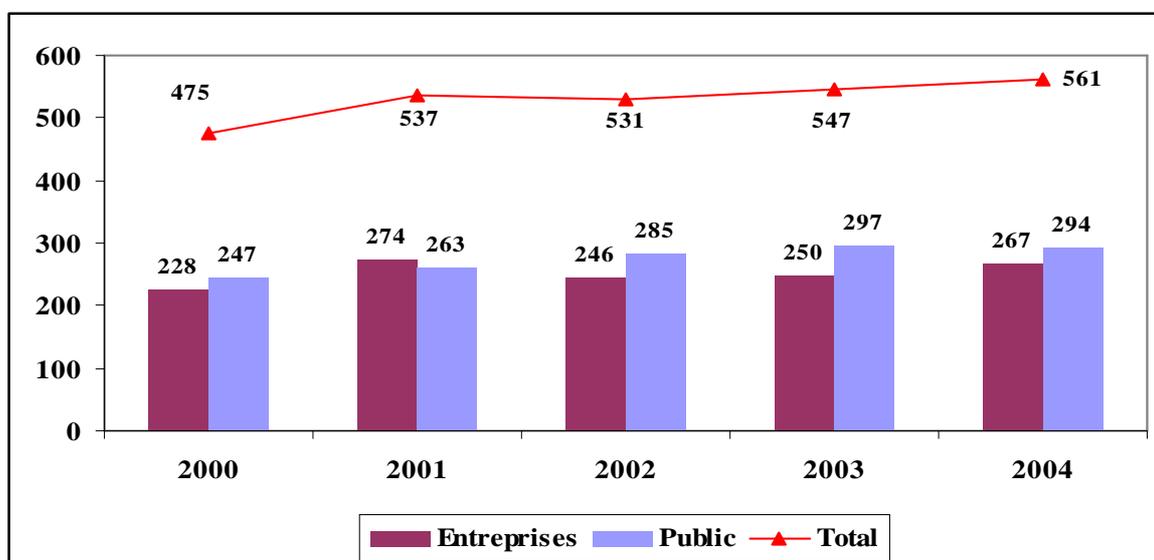
Evolution des effectifs de recherche et développement en Lorraine (source ministère)

Cette progression reste cependant hélas inférieure à celle observée pour la France métropolitaine (+10,3 %), un écart qui **reste dû à notre faiblesse structurelle en matière de recherche privée...** Ainsi, alors que la Lorraine affiche une progression des effectifs dans la recherche publique légèrement supérieure à la moyenne nationale (9,8 % contre 9,4 %), elle connaît une évolution inférieure de plus de 3 % à celle observée au niveau national (7,7 % contre 11 %).

En moyenne nationale 57 % des effectifs de la recherche travaillent dans le secteur privé, cette part n'est que de 41 % en Lorraine. **C'est l'un des taux les plus faibles de l'ensemble des régions.**

## **2. Un constat qui a généré une certaine mobilisation de l'intervention publique : la Lorraine demeure cependant en 14<sup>ème</sup> rang des régions en matière de dépense R&D**

De 2000 à 2004 la Lorraine a connu une progression des dépenses en R&D de 18 %, ce qui constitue une **progression supérieure à celle que nous avons pu observer au niveau national (+14%).**



Evolution des dépenses de recherche et développement en Lorraine (source ministères) millions d'euros

Autre limite dans le constat, avec 561 millions d'euros de dépenses en 2004, la part de la Lorraine ne représente que **1,6 % des dépenses nationales**. Cela situe la région au 14<sup>ème</sup> rang des régions (15<sup>ème</sup> rang pour la recherche privée et 10<sup>ème</sup> rang pour la recherche publique).

**Pourtant, il nous faut relever que la Lorraine ambitionne de rattraper son retard.**

D'après le ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, les dépenses pour la recherche et le transfert de technologies financées par la région seraient de 15,8 millions d'euros en 2005. **Sur la période 2003 – 2005, les dépenses ont progressé de plus de 200 % ce qui correspond à la progression la plus importante des régions métropolitaines.**

### La Lorraine : plus fort taux de progression du budget régional recherche - innovation.

Régions	Dépenses en millions d'euros			Evolution 2005/2003 en %
	2003	2004	2005	
Alsace	13,6	19,9	21,3	56,5
Aquitaine	47,0	42,5	35,5	-24,5
Auvergne	4,7	6,0	8,0	71,4
Basse-Normandie	11,6	14,7	19,8	70,9
Bourgogne	7,7	16,3	16,7	117,7
Bretagne	22,8	32,1	35,7	56,5
Centre	15,3	14,7	21,8	42,0
Champagne-Ardenne	15,2	14,3	15,8	4,4
Corse	2,4	1,4	1,3	-45,8
Franche-Comté	7,8	8,8	8,2	5,0
Haute-Normandie	7,5	8,2	7,2	-4,1
Ile-de-France	134,3	97,7	131,9	-1,8
Languedoc-Roussillon	22,7	8,5	nd	
Limousin	5,9	13,2	11,3	90,7
<b>Lorraine</b>	<b>7,4</b>	<b>17,0</b>	<b>22,8</b>	<b>209,8</b>
Midi-Pyrénées	20,8	18,8	14,2	-31,9
Nord-Pas-de-Calais	13,4	10,8	18,8	40,0
Pays-de-la-Loire	50,2	29,1	60,0	19,5
Picardie	18,1	8,8	13,6	-24,9
Poitou-Charentes	14,9	14,0	15,3	2,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	67,2	58,5	75,7	12,6
Rhône-Alpes	93,2	106,0	134,3	44,1
<b>France métropolitaine</b>	<b>603,7</b>	<b>561,4</b>	<b>689,1</b>	<b>14,1 %</b>

Source : ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur

Toujours selon le ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, en dépenses par habitant la **région Lorraine se rapproche de la moyenne nationale** (6,8euros/habitant contre 7,8 euros). Elle rejoint également la moyenne des régions pour la part du budget primitif consacré à la recherche et à la technologie (2,5 % du budget). **En 2005, la Lorraine est au 10<sup>ème</sup> rang des régions pour la part du budget consacré à la recherche, elle était au 19<sup>ème</sup> rang en 2003 avec 1,3 %.**

#### Aides et projets d'OSEO innovation engagés en 2005 et 2006

Lorraine	Montant des aides d'OSEO			Nombre d'actions soutenues			
	Montant en millions d'€	Part région %	Rang région	Nombre d'actions	Part région %	Rang région	dont aides au recrutement
<b>2005</b>	5,5	2,45 %	17 <sup>ème</sup>	97	3 %	15 <sup>ème</sup>	
<b>2006</b>	8,7	3.33%	10 <sup>ème</sup>	150	4.13%	8 <sup>ème</sup>	68
<b>Situation fin août 2007</b>	10,3			150			69

*On doit constater que de nouveaux moyens ont été mobilisés en région Lorraine et en partenariat avec l'Etat pour engager une avancée du secteur Recherche Innovation. Pour l'instant les résultats ne se font pas sentir. Des enjeux forts pèsent désormais sur les structures d'animation de l'innovation régionale et sur la dynamique des pôles de compétitivité et pôles d'excellence.*

## IV – COMMERCE EXTERIEUR : biens intermédiaires et industrie automobile sont la base du potentiel d'exportation lorrain

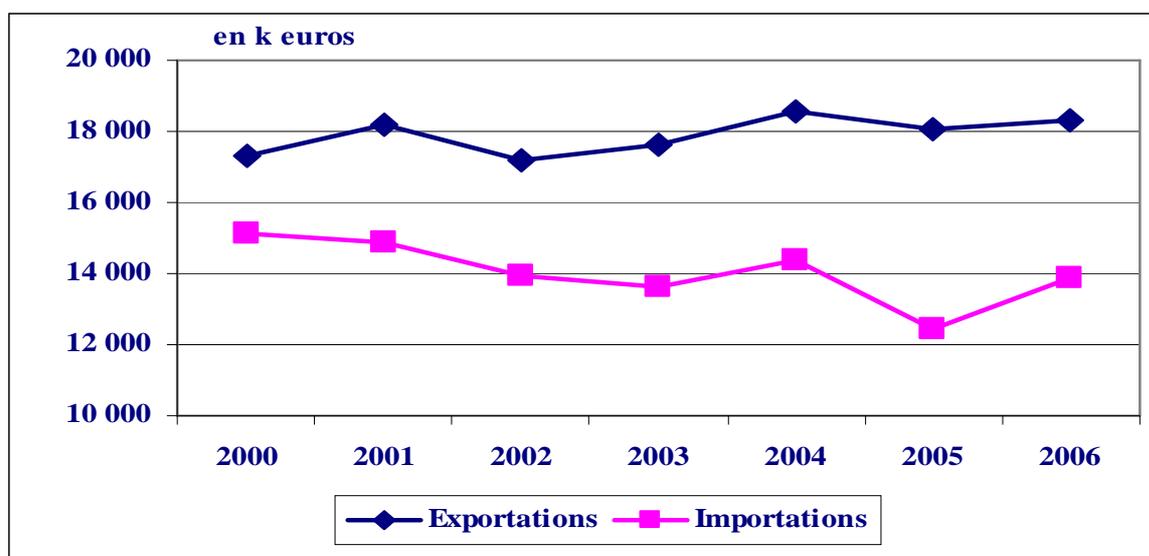
Le commerce extérieur est un point sensible d'analyse de l'activité économique de la région : il a maintenu au cours des dernières années un bon niveau de performance dans la balance commerciale nationale.

### 1. Un bilan 2006 positif pour le commerce extérieur lorrain dont la dynamique se prolonge en 2007

Selon l'INSEE Lorraine<sup>18</sup>, le bilan 2006 fait apparaître une hausse de + de 7% des exportations (hors secteur de l'énergie) et de + de 11,5% des importations.

La Lorraine réalise 18,057 milliards € d'exportation, soit 5% du volume national, en légère diminution dans ce volume par rapport à 2005, mais **la région se maintient ainsi en 7<sup>ème</sup> rang national des régions françaises exportatrices.**

Toujours selon l'INSEE la Lorraine réalise 3,5% des importations françaises (en proportion stable depuis 2003) et occupe le 10<sup>ème</sup> rang national.



Evolution du commerce extérieur en Lorraine (source Douanes)

<sup>18</sup> Bilan Economique 2006 – Economie Lorraine

## 2. Le profil des exportations lorraines : l'Allemagne comme client privilégié, une aubaine pour l'économie lorraine

En reprenant les données présentées sur le site de la Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Lorraine<sup>19</sup>, on obtient le tableau suivant d'évolution des exportations 2005 – 2006 de la Lorraine par pays client.

	2006	2005	Evolution 2006/2005	Répartition des exportations lorraines par pays client	
				2006	2005
<b>Allemagne</b>	5 875 154	5 549 357	5,9	<b>32,1</b>	<b>30,7</b>
Espagne	2 078 818	1 981 011	4,9	11,4	11,0
Italie	1 587 912	1 610 878	-1,4	8,7	8,9
Royaume-Uni	1 168 372	1 114 153	4,9	6,4	6,2
Belgique	1 246 163	1 193 664	4,4	6,8	6,6
Pays-Bas	767 008	728 238	5,3	4,2	4,0
Luxembourg	554 422	512 538	8,2	3,0	2,8
Turquie	572 883	432 406	<b>32,5</b>	<b>3,1</b>	<b>2,4</b>
Pologne	310 659	214 002	<b>45,2</b>	<b>1,7</b>	<b>1,2</b>
Autriche	303 773	285 322	6,5	1,7	1,6
Suisse	301 310	1 280 856	-76,5	1,6	7,1
Etats-Unis	347 670	330 130	5,3	1,9	1,8
Suède	268 051	210 379	<b>27,4</b>	1,5	1,2
Portugal	286 852	277 305	3,4	1,6	1,5
République Tchèque	196 974	170 372	<b>15,6</b>	1,1	0,9
Slovaquie	117 509	61 132	<b>92,2</b>	0,6	0,3
Russie	165 413	134 319	<b>23,1</b>	0,9	0,7
Emirats Arabes Unis	89 722	100 167	-10,4	0,5	0,6
Autres Pays	2 046 841	1 876 942	9,1	<b>11,2</b>	<b>10,4</b>
<b>Total</b>	<b>18 285 506</b>	<b>18 063 171</b>	<b>1,2</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

On y notera un **renforcement du poids de l'Allemagne** dans les exportations régionales attestant du lien étroit : un **lien positif qui démontre l'intégration du commerce lorrain dans la dynamique économique allemande**.

On observera également des évolutions importantes (en %) de nos exportations vers certains Pays de l'Europe Centrale et Orientale, dans des volumes qui demeurent modestes cependant.

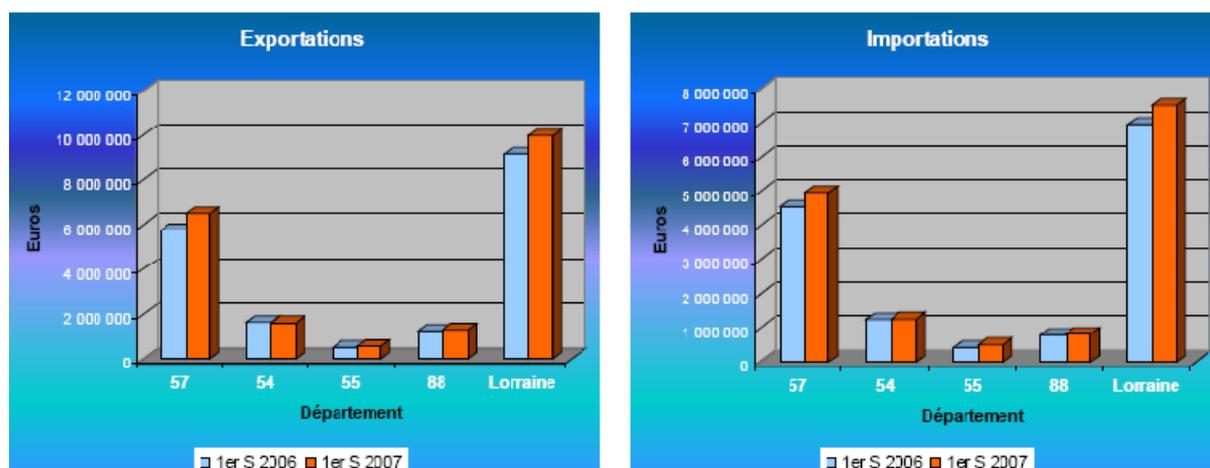
Au 1<sup>er</sup> semestre 2007, le commerce extérieur de la Lorraine demeure en évolution positive.

Lorraine – Commerce extérieur 1 <sup>er</sup> semestre 2007 en milliers €	
Exportations	10 004 172
Importations	7 525 155
Solde	2 479 017
Taux de couverture	132,94 %
Evolution	+ 2,36 %

Source *Le commerce extérieur de la Lorraine – 1<sup>er</sup> semestre 2007*

<sup>19</sup> Publication Trimestrielle « Echanges Internationaux en Lorraine » 2<sup>ème</sup> trimestre 2007. Les chiffres ne sont cependant pas directement superposables avec ceux de l'INSEE...

Direction Régionale des Douanes et Droits indirects de Lorraine



Une étude disponible sur le site du Ministère délégué au Commerce Extérieur, « Stratégie et performances exportatrices des régions françaises en Europe » analyse les spécificités des échanges extérieurs dans les différentes régions. Nous reprenons ci-après les éléments présentés pour la Lorraine, en notant toutefois qu'ils ne nous permettent pas d'accéder aux données 2006<sup>20</sup>. Il faut en retenir les grands équilibres régionaux comparativement à la France sans s'arrêter aux détails des chiffres...

**Poids de la région dans les exportations françaises (millions € et %)**

	2005		2004		2003	
	Lorraine	France	Lorraine	France	Lorraine	France
Exportations intracommunautaires	14 351	229 016	15 054	223 476	14 254	212 976
Poids de la Lorraine dans les exportations françaises	6,27%		6,74 %		6,69 %	
mondiales	18 048	351 169	18 664	335 679	17 638	319 950
Poids de la Lorraine	5,14 %		5,56 %		5,51%	
<b>Part UE/Monde</b>	<b>79,5 %</b>	<b>65,2 %</b>	<b>80,7 %</b>	<b>nc</b>	<b>80,8 %</b>	<b>nc</b>

Source : Etude précitée d'après Douanes et calcul DGTPE

L'analyse confirme que **le niveau d'exportation de la Lorraine excède fortement son potentiel** (5,14% des exportations nationales totales) et que la région est orientée fortement vers l'Europe : **en 2005 la Lorraine réalise près de 80% de ses exportations vers l'UE** contre 65% pour les exportations nationales.

La puissance exportatrice lorraine est essentiellement portée par les secteurs des **Biens Intermédiaires et de l'automobile qui représentent 66% du volume.**

**Principaux secteurs d'exportation de biens vers le monde en 2005 par la Lorraine**

Secteurs de biens	M€	%
Biens intermédiaires (sidérurgie, papiers et cartons, chimie organique, caoutchouc et plastique)	6 963	<b>39 %</b>
Produits de l'industrie automobile (construction et équipements)	4 833	<b>27 %</b>
Équipement professionnel (équipes mécaniques, machine de bureau et matériel informatique)	2 795	15 %
Électricité, gaz et chaleur	983	5 %
Biens de consommation (meubles, appareils domestiques)	930	5 %

Source : *idem*

<sup>20</sup> En notant par ailleurs que le champ des pays partenaires est un peu plus large que les statistiques détaillées de la direction des douanes.

Comme nous l'avons évoqué à plusieurs reprises, le profil des exportations lorraines se caractérisent selon l'analyse par une (trop) forte polarisation. L'Allemagne représente, en 2005, 38,7% du chiffre d'affaires lorrain à l'exportation vers l'UE 25. A noter également que les exportations vers nos voisins immédiats, Allemagne – Belgique – Luxembourg, représentent plus de 50% des exportations lorraines vers l'Europe.

L'étude relève également que l'horizon du commerce extérieur lorrain peine à se diversifier : les échanges avec les PECO ne représentent que 4,2% des exportations intracommunautaires en 2005 (en baisse progressive). **Sur ce dernier point, les chiffres communiqués par la Direction des Douanes (voir tableau ci-dessus) pourraient témoigner d'évolutions récentes...qui seront à valider sur la base de données consolidées.**

## V – L'EMPLOI LORRAIN : 1ère évolution positive depuis 4 ans

L'analyse de la situation de l'emploi doit s'examiner en regard de trois types de données :

- l'emploi concurrentiel base Unédic (salariés de tous les établissements du secteur privé industriel et commercial employant au moins une personne sous contrat de travail)

- l'emploi salarié total

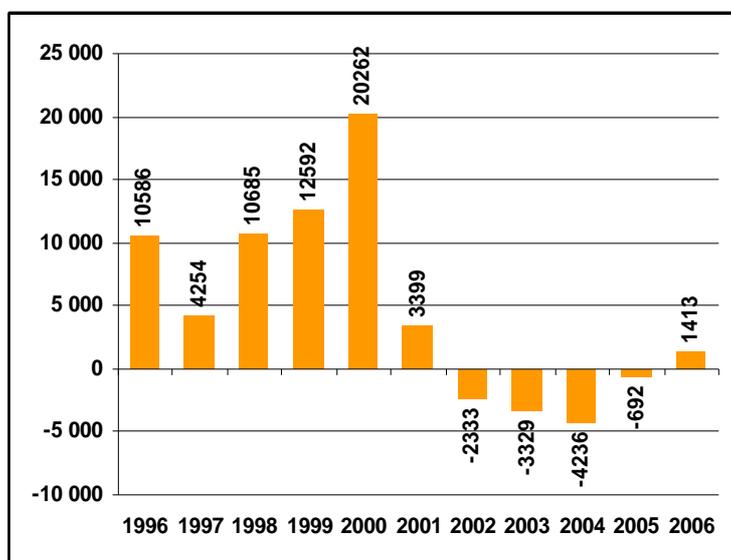
- l'emploi total (salarié + indépendants)

Les statistiques Unédic sont plus réactives et permettent d'affiner rapidement l'évolution des différents secteurs. Par ailleurs le champ Unédic est un indicateur central de la dynamique économique.

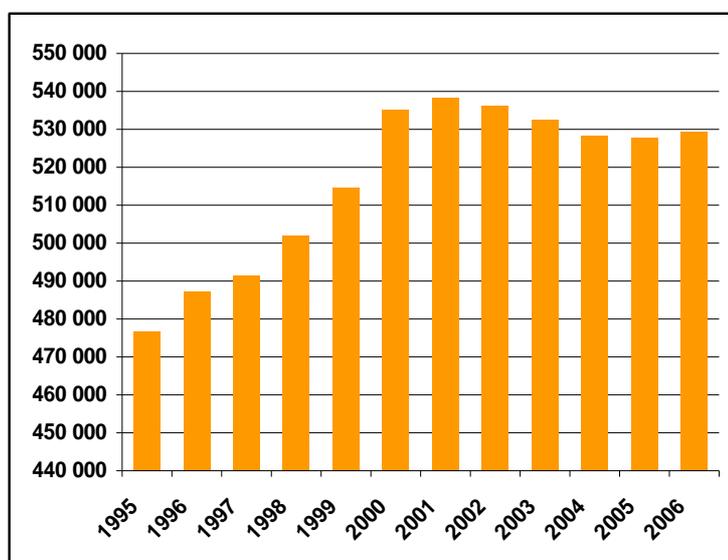
L'INSEE présente des données plus exhaustives (emploi salarié total et emploi total) mais qui ne sont disponibles que pour l'année n-2...

### 1. 2006 : Bilan positif mais insuffisant de l'emploi salarié régional dans le secteur concurrentiel (+0,3% contre +1,5% en France métropolitaine...)

Quelques 1400 emplois salariés ont été créés en Lorraine en 2006 dans les secteurs couverts par les statistiques Unédic : un solde enfin positif, la 1<sup>ère</sup> fois depuis 2001...



Evolution du solde annuel du nombre d'emplois salariés



Evolution annuelle du volume de l'emploi salarié

Hélas, ce résultat doit être vite relativisé si l'on considère tout d'abord le profil d'ensemble de l'évolution de l'emploi lorrain depuis 2000 et si on rapporte ce bilan à son niveau de comparaison national : + 1,5% de création en France contre + 0,3% en Lorraine...en avant dernière position de toutes les régions métropolitaines.

Dans les deux cas (Lorraine – France) la croissance est à son niveau le plus haut depuis 2001 mais la Lorraine ne comptabilise qu'à peine 1,1% des 123 300 emplois créés en France en 2006...



## Evolution de l'emploi salarié\* total 2000 – 2005 par région

Région	2000**	2001**	2002**	2003**	2004**	2005(1)	2005-2000***
Alsace	680,9	684,9	685,1	683,5	680,7	682,6	1,7
Aquitaine	1 017,8	1 029,6	1 044,0	1 042,3	1 047,8	1 059,2	41,4
Auvergne	449,6	454,1	458,1	458,7	457,4	456,4	6,8
Basse-Normandie	497,1	496,2	501,1	501,3	501,0	501,5	4,4
Bourgogne	575,9	577,5	580,4	579,6	578,4	579,2	3,3
Bretagne	1 034,3	1 050,6	1 064,8	1 067,6	1 081,0	1 089,0	54,7
Centre	890,7	898,2	901,2	897,2	897,1	896,1	5,4
Champagne-Ardenne	480,2	483,8	483,7	477,0	475,4	475,1	-5,1
Corse	80,3	82,6	84,2	86,2	87,8	90,1	9,8
Franche-Comté	414,1	415,5	415,9	413,6	412,9	411,2	-2,9
Haute-Normandie	642,2	645,9	650,5	647,8	645,9	647,3	5,1
Île-de-France	5 048,9	5 093,5	5 082,5	5 030,9	5 040,2	5 088,3	39,4
Languedoc-Roussillon	694,2	714,6	733,1	744,6	752,6	764,2	70,0
Limousin	245,2	247,6	249,2	246,7	247,4	248,4	3,2
<b>Lorraine</b>	<b>790,3</b>	<b>794,0</b>	<b>793,1</b>	<b>788,9</b>	<b>782,4</b>	<b>777,6</b>	<b>-12,7</b>
Midi-Pyrénées	886,0	911,8	927,3	937,4	947,5	960,2	74,2
Nord-Pas-de-Calais	1 326,3	1 340,7	1 354,0	1 345,2	1 341,4	1 336,4	10,1
Pays de la Loire	1 214,9	1 234,3	1 247,8	1 251,6	1 258,3	1 268,9	54,0
Picardie	609,8	616,4	619,1	614,8	611,6	609,8	0,0
Poitou-Charentes	563,5	572,5	576,8	576,7	580,6	583,3	19,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 501,4	1 547,1	1 575,3	1 591,7	1 614,2	1 628,0	126,6
Rhône-Alpes	2 162,5	2 192,6	2 203,6	2 206,7	2 216,3	2 229,5	67,0
Hors Territoire	257,0	260,1	265,3	271,6	273,8	281,8	24,8
<b>France Métropolitaine</b>	<b>22 063,1</b>	<b>22 344,1</b>	<b>22 496,1</b>	<b>22 461,6</b>	<b>22 531,7</b>	<b>22 664,1</b>	601,0
Départements d'Outre-Mer	426,8	439,6	448,9	452,2	457,0	464,2	37,4
<b>Total France</b>	<b>22 489,9</b>	<b>22 783,7</b>	<b>22 945,0</b>	<b>22 913,8</b>	<b>22 988,7</b>	<b>23 128,3</b>	638,4

Source : Insee - Estimations d'emploi

\*Unité : en milliers

\*\*Emploi au 31 décembre de l'année n

(1) estimations provisoires pour l'année 2005

\*\*\*Evolution en milliers d'emplois

Au final, sur l'ensemble des indicateurs la situation de la Lorraine se situe assez en cohérence avec son poids démographique.

Le volume de l'emploi par région suit aussi globalement le rang démographique à l'exception d'un côté du Languedoc-Roussillon, de l'Aquitaine et de la Picardie (sous-classées) et d'un autre côté de la Bretagne, du Centre, de la Lorraine, de l'Alsace et de la Haute-Normandie.

	Population 2006	Rg	Emploi salarié total (en milliers)	Rg	PIB 2006 en millions €	Rg	Nb d'entreprises au 1 <sup>er</sup> 01 2004	Rg
Île-de-France	11 491 046	1	5 088,3	1	500 839	1	602 695	1
Rhône-Alpes	6 004 957	2	2229,5	2	173 682	2	260 977	3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 780 989	3	1628,0	3	130 178	3	262 200	2
Nord-Pas-de-Calais	4 043 050	4	1336,4	4	90 841	4	104 477	9
Pays de la Loire	3 426 371	5	1268,9	5	89 530	5	112 666	7
Aquitaine	3 098 819	6	1059,2	7	79 920	6	132 531	4
Bretagne	3 080 648	7	1089,0	6	78 038	7	106 017	8
Midi-Pyrénées	2 755 383	8	960,2	8	71 296	8	118 240	6
Languedoc-Roussillon	2 519 707	9	764,2	11	57 350	10	119 330	5
Centre	2 505 288	10	896,1	9	63 457	9	79 221	10
Lorraine	2 338 744	11	777,6	10	55 219	11	66 498	11
Picardie	1 886 445	12	609,8	14	42 778	14	51 571	16
Alsace	1 816 841	13	682,6	12	48 389	12	59 985	13
Haute-Normandie	1 811 241	14	647,3	13	46 853	13	52 884	15
Poitou-Charentes	1 712 652	15	583,3	15	40 985	15	60 806	12
Bourgogne	1 623 913	16	579,2	16	40 485	16	55 804	14
Basse-Normandie	1 448 857	17	501,5	17	34 064	18	49 084	18
Champagne-Ardenne	1 338 590	18	475,1	18	35 310	17	40 323	19
Auvergne	1 333 530	19	456,4	19	31 631	19	51 229	17
Franche-Comté	1 146 139	20	411,2	20	28 091	20	37 570	20
Limousin	725 301	21	248,4	21	17 089	21	26 115	21
Corse	278 650	22	90,1	22	6 359	22	18 024	22
France de province	49 676 115				1 261 540		1 865 552	
<b>Métropole</b>	<b>61 167 161</b>				<b>1 762 379</b>		<b>2 468 247</b>	

Bénéficiant jusqu'à présent d'un léger « sur classement » en termes de volume d'emploi salarié comparativement à son poids démographique, **la Lorraine ne devrait pas tarder à être détrônée par le Languedoc Roussillon qui lui demeure sous son classement démographique.**

### 3. Les évolutions de l'emploi total (source INSEE)

Evolution emploi total 2000 - 2005

	2000	2001	2002	2003	2004	2005(1)	2005-2000
<b>Lorraine</b>	<b>848,9</b>	<b>852,3</b>	<b>851,3</b>	<b>847,1</b>	<b>841,2</b>	<b>837,0</b>	<b>- 1,4 %</b>
<b>France Métropolitaine</b>	<b>23 963,5</b>	<b>24 224,8</b>	<b>24 369,9</b>	<b>24 326,3</b>	<b>24 431,3</b>	<b>24 582,0</b>	<b>+ 2,6 %</b>

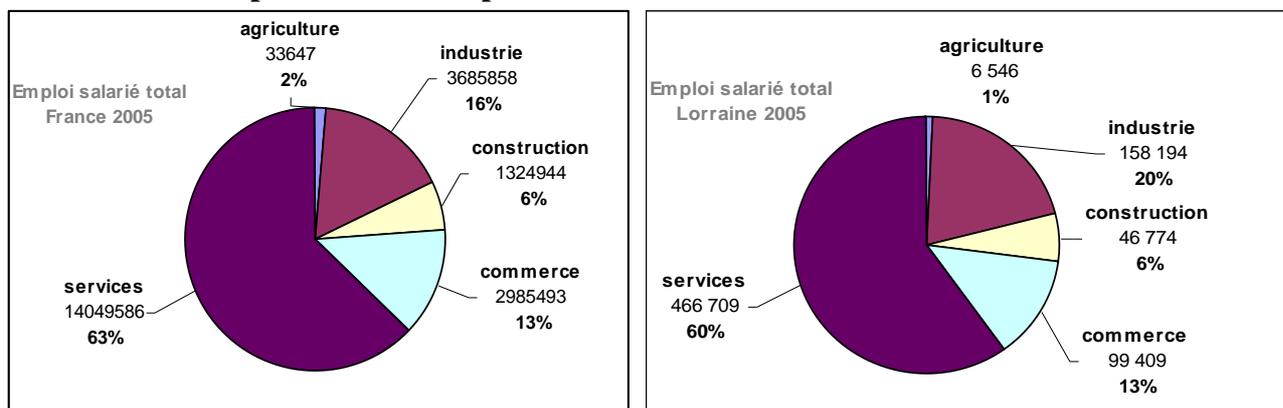
Unité : en milliers

Emploi au 31 décembre de l'année n

Source : Insee

(1) estimations provisoires pour l'année 2005

#### Répartition de l'emploi salarié total 2005\* France - lorraine



**TOTAL France emploi salarié : 22 079 528**

*D'après estimations provisoires INSEE*

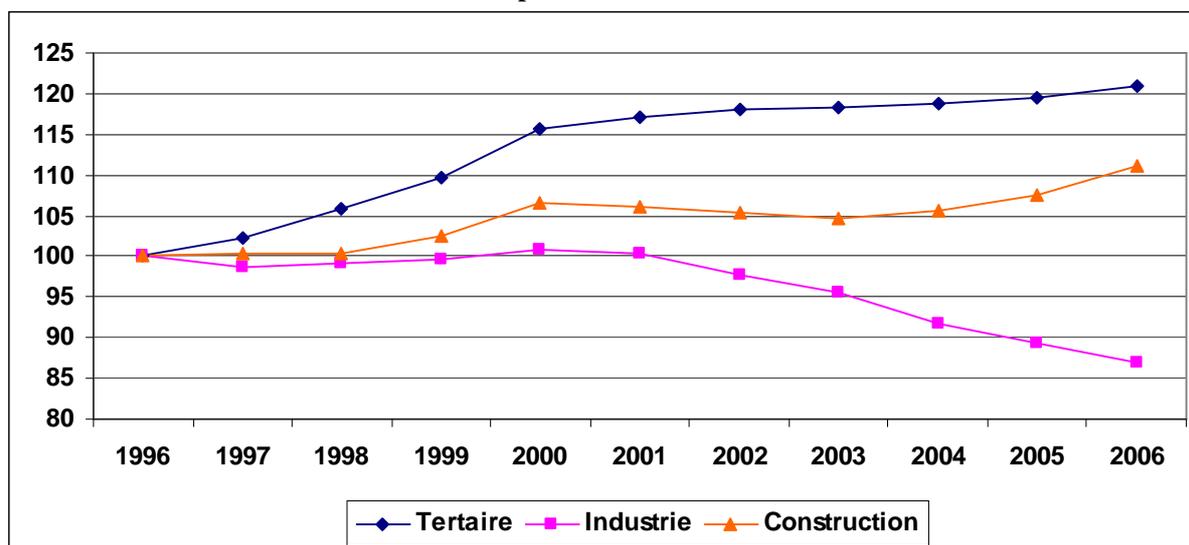
**Total Lorraine : 777 632**

### 4. Evolution sectorielle

*A nouveau nous nous situons là sur la base des données Unedic afin de mesurer les évolutions récentes.*

Sans surprise sur un schéma d'ensemble, on observe que la courbe de l'emploi industriel lorrain reste très orientée à la baisse. Par contre le secteur construction poursuit sur sa dynamique de 2005 et le tertiaire relève un peu la barre...

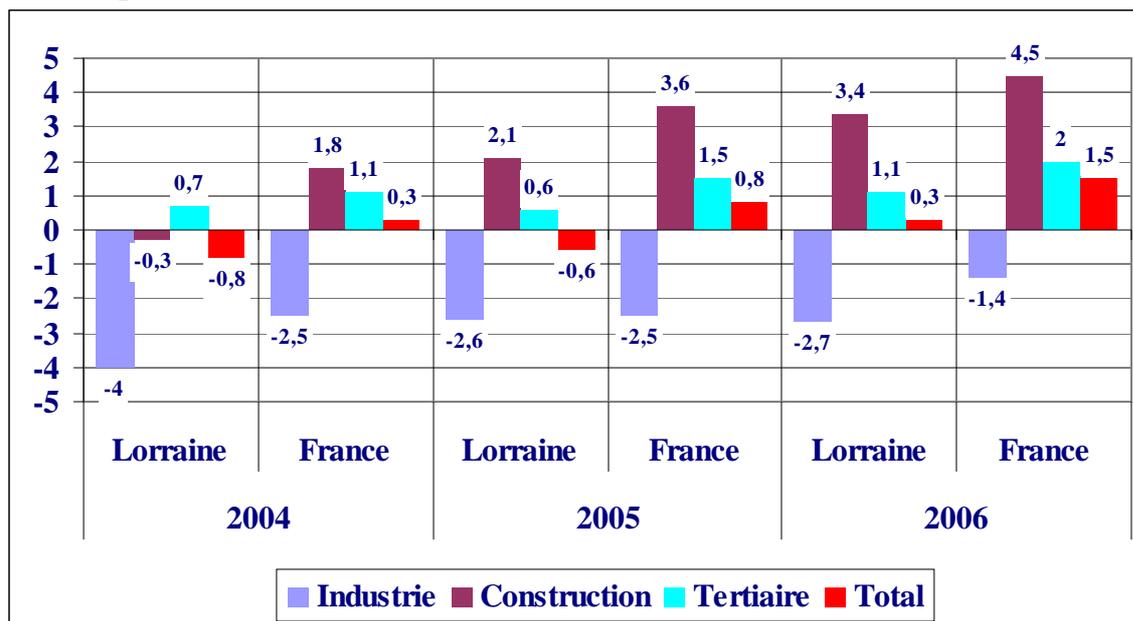
Les courbes d'évolution de l'emploi dans les secteurs concurrentiel en Lorraine



A nouveau l'on vérifie en 2006 que **les évolutions par secteur en Lorraine sont systématiquement moins favorables qu'au plan national** :

- **l'industrie** régionale alourdit non seulement son bilan mais creuse un déficit encore supérieur avec la moyenne de la perte d'emploi industriel en France ;
- la **construction** accentue sa performance 2005 (1 635 emplois créés) ;
- le **tertiaire** également : malgré un pourcentage d'évolution faible, c'est ce secteur qui crée le plus gros volume d'emploi

**L'écart global Lorraine – France sur l'ensemble des trois secteurs (0,3 / 1,5) ne se résorbe que très faiblement.**



On notera que le secteur de la construction, sur une lancée très positive depuis 3 ans, est soumis à une forte tension sur l'emploi : les difficultés de recrutement sont un handicap important pour le développement de l'activité des entreprises. Ainsi sur les trois « métiers en tension » désignés par l'ANPE pour faire l'objet d'une expérimentation en termes de réussite de placement des offres d'emploi, seul le métier de maçon fait l'objet d'un résultat négatif...

*La problématique de la disponibilité de main d'œuvre par rapport à de bons niveaux de qualifications semble cependant s'étendre mécaniquement à l'ensemble des secteurs de l'économie lorraine : le croisement des évolutions de la démographie de la population active (masse des départs à la retraite) combiné à un regain d'activité économique, pose de façon assez frontale la question de la gestion des ressources humaines, les entreprises pouvant être confrontées sur ce plan à un déficit de GPEC (Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences) mais aussi à des limites organisationnelles d'intégration.*

*De ce point de vue également, la progression de la taille des entreprises lorraines (insuffisamment étoffées par rapport à la moyenne nationale) correspond à un enjeu complémentaire qu'il ne nous faut pas perdre de vue.*

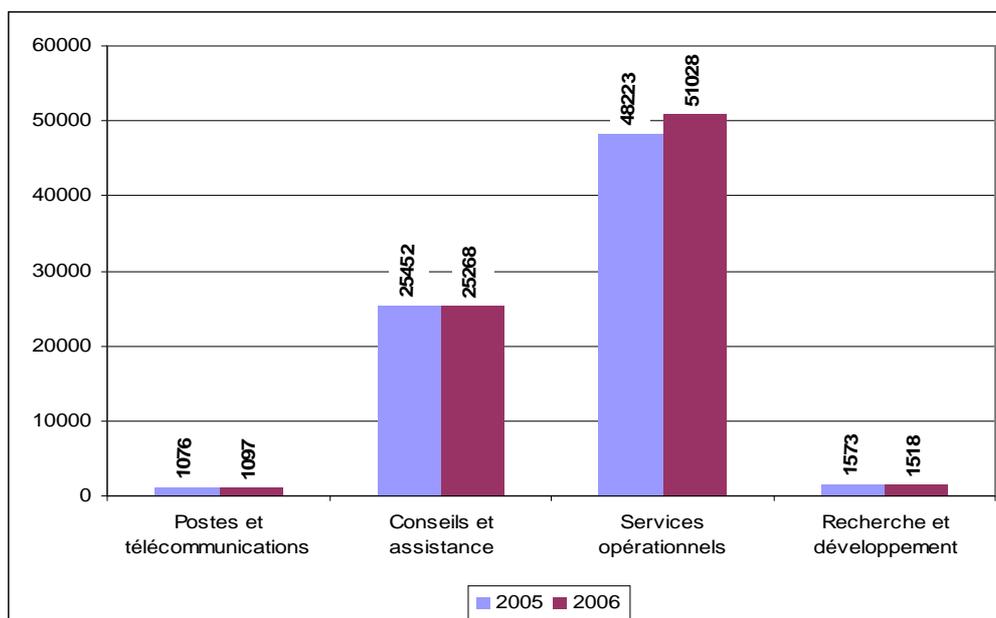
Le détail d'évolution de l'emploi salarié 2005-2006 (statistiques Unédic) révèle une chute des effectifs de **tous les secteurs de l'industrie** (y compris le secteur automobile) et une poussée de l'emploi dans la filière des **services aux entreprises** qui porte l'essentiel du bilan positif 2006 du tertiaire lorrain (en notant toutefois la création d'emploi dans les domaines des services aux particuliers et de l'Education – Santé - Action Sociale. Il faut par ailleurs noter les difficultés persistantes du secteur du **commerce**.

#### Solde création / suppression d'emploi par secteur en Lorraine 2005 - 2006

	2005	2006	Différence
Agriculture, sylviculture et pêche	411	442	31
<b>Solde emploi Agric. sylvicult. et pêche 2006 / 2005</b>	<b>411</b>	<b>442</b>	<b>31</b>
Industries agricoles et alimentaires	18680	17959	-721
Industries des biens de consommation	16817	15714	-1103
Industrie automobile	21248	20551	-697
Industries de biens d'équipement	20725	20602	-123
Industries des biens intermédiaires	68095	66830	-1265
Energie	2293	2249	-44
<b>Solde emploi industrie 2006 / 2005</b>			<b>-3922</b>
Construction	47618	49253	1635
<b>Solde emploi construction 2006 / 2005</b>			<b>1635</b>
Commerce	95719	94821	-898
Transports	26948	26776	-172
Activités financières	14612	14862	250
Activités immobilières	6788	7057	269
Services aux entreprises	76324	78911	<b>2587</b>
Services aux particuliers	36579	37515	936
Education, santé, action sociale	59296	60056	760
Administration	15322	15261	-61
<b>Solde emploi tertiaire 2006 / 2005</b>			<b>3671</b>
<b>Solde emploi total 2006 / 2005</b>			<b>1 413</b>

Un **zoom sur les services aux entreprises** relève cependant que seule la branche « services opérationnels » est réellement en évolution positive : le secteur des postes et communications ne crée que 21 emplois, les Conseils et Assistance et la R&D évoluent négativement, respectivement de – 184 et – 55 postes.

#### L'évolution 2005 – 2006 des services aux entreprises

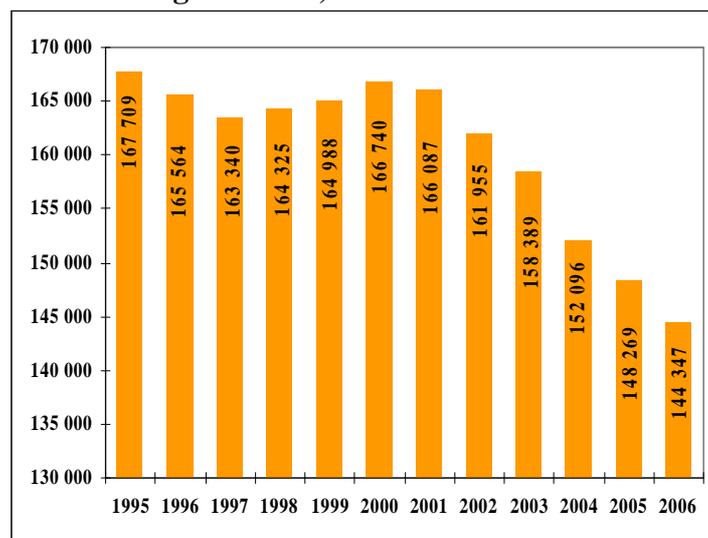
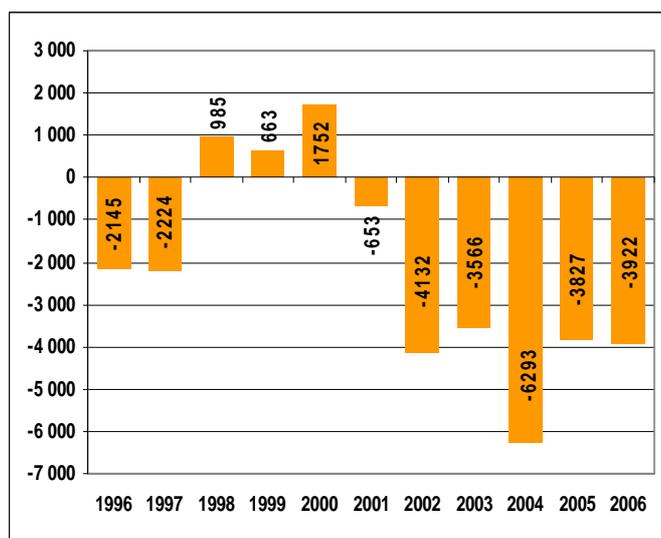


## Profil d'évolution de l'emploi salarié dans les différents secteurs 1996 – 2006

**Industrie : la désindustrialisation se poursuit**

**Taux national 2005-2006 : -1,4%**

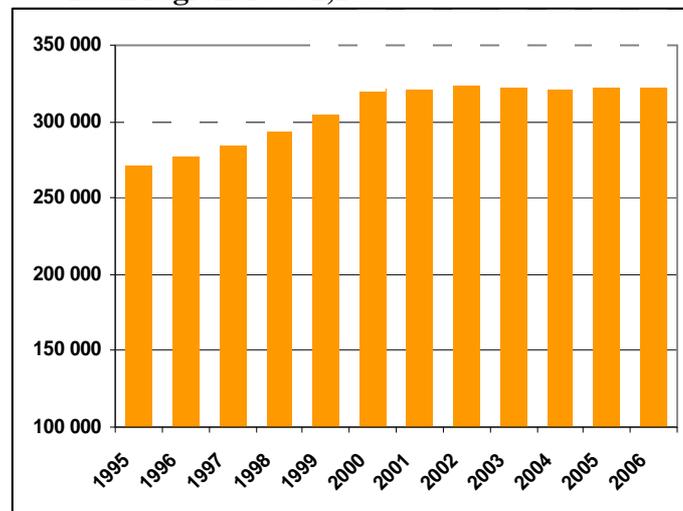
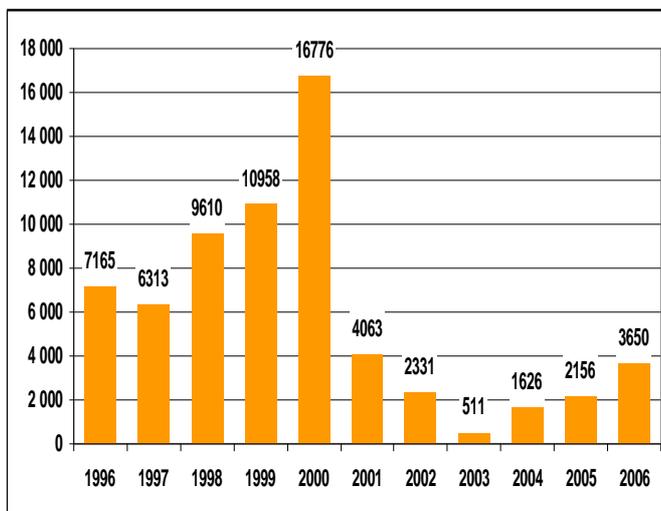
**Taux régional : - 2,7%**



**Tertiaire : 14 000 emplois créés depuis 2000**

**Taux national 2005-2006 : + 2,1%**

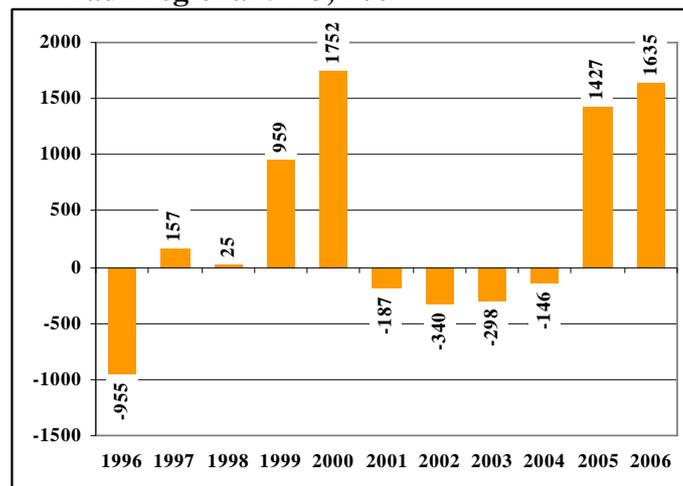
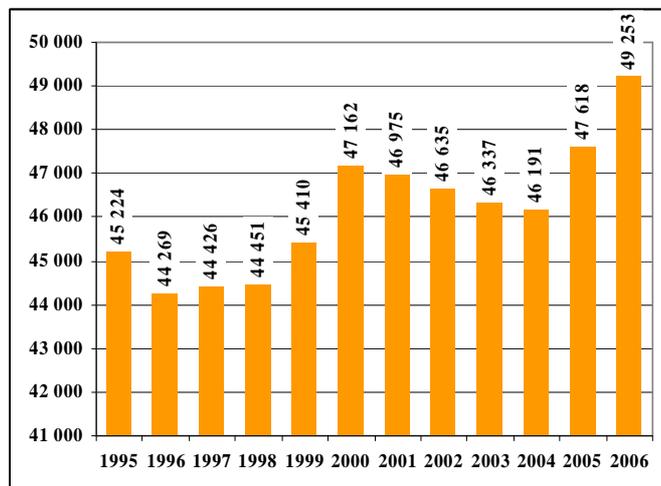
**Taux régional : + 1,1%**



**Construction : 2006 largement au plus haut niveau d'emploi**

**Taux national 2005-2006 : + 4,5 %**

**Taux régional : + 3,4 %**

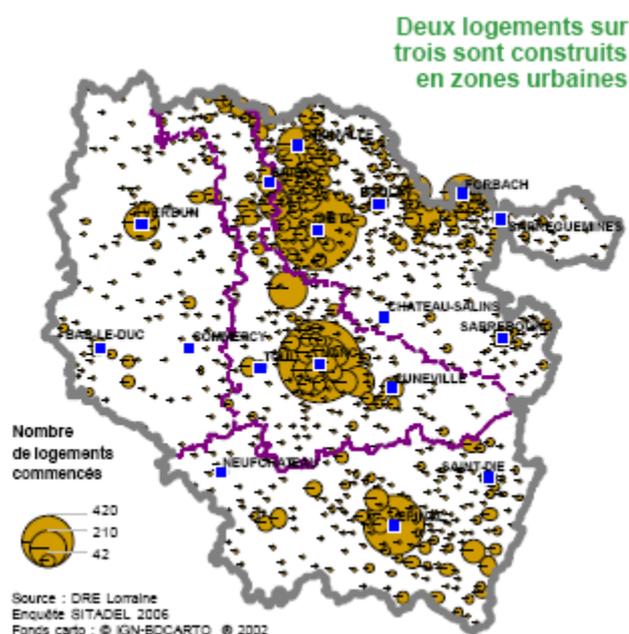


### Zoom sur la construction neuve :

#### 2006 toujours sur une lancée forte, mais 2007 amorce un revirement de tendance...

La Direction régionale de l'Équipement qualifie l'année 2006 en matière de construction de logements comme « particulièrement exceptionnelle », en 5<sup>ème</sup> rang national, (+ 15% d'autorisations) dans un niveau d'activité nationale lui-même record sur les 30 dernières années en matière de logements autorisés. Une embellie qui concerne à la fois le logement individuel (même dans une moindre mesure) et le logement collectif.

Une dynamique qui épouse fortement le profil du sillon lorrain et l'évolution des territoires frontaliers.



Les récents indicateurs intégrant de premières données 2007 font état cependant d'un tassement certain de cette dynamique, y compris en regard des évolutions nationales.

### Logements en Lorraine

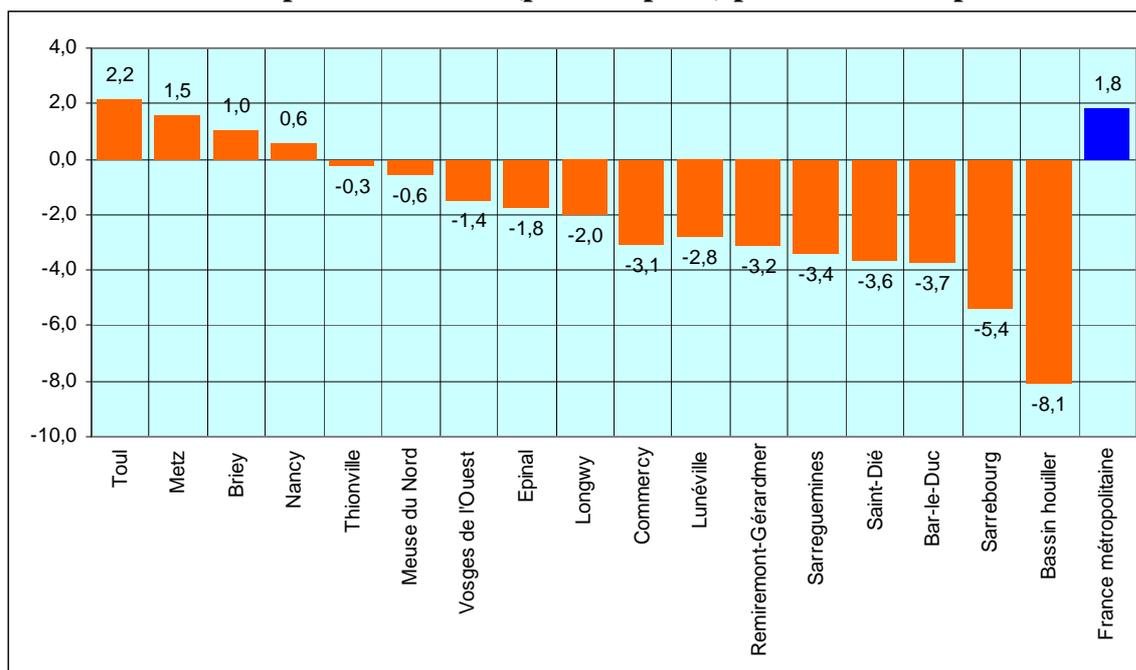
	AUTORISÉS			DÉCLARÉS COMMENCÉS		
	De sept 05 à août 06	De sept 06 à août 07	variation en %	De sept 05 à août 06	De sept 06 à août 07	variation en %
<b>FRANCE MÉTROPOLITAINE</b>	<b>551 163</b>	<b>557 753</b>	<b>1,2</b>	<b>428 496</b>	<b>425 219</b>	<b>-0,8</b>
<b>LORRAINE</b>	<b>16 955</b>	<b>15 589</b>	<b>-8,1</b>	<b>14 804</b>	<b>13 280</b>	<b>-10,3</b>

## 5. Evolution territoriale de l'emploi :

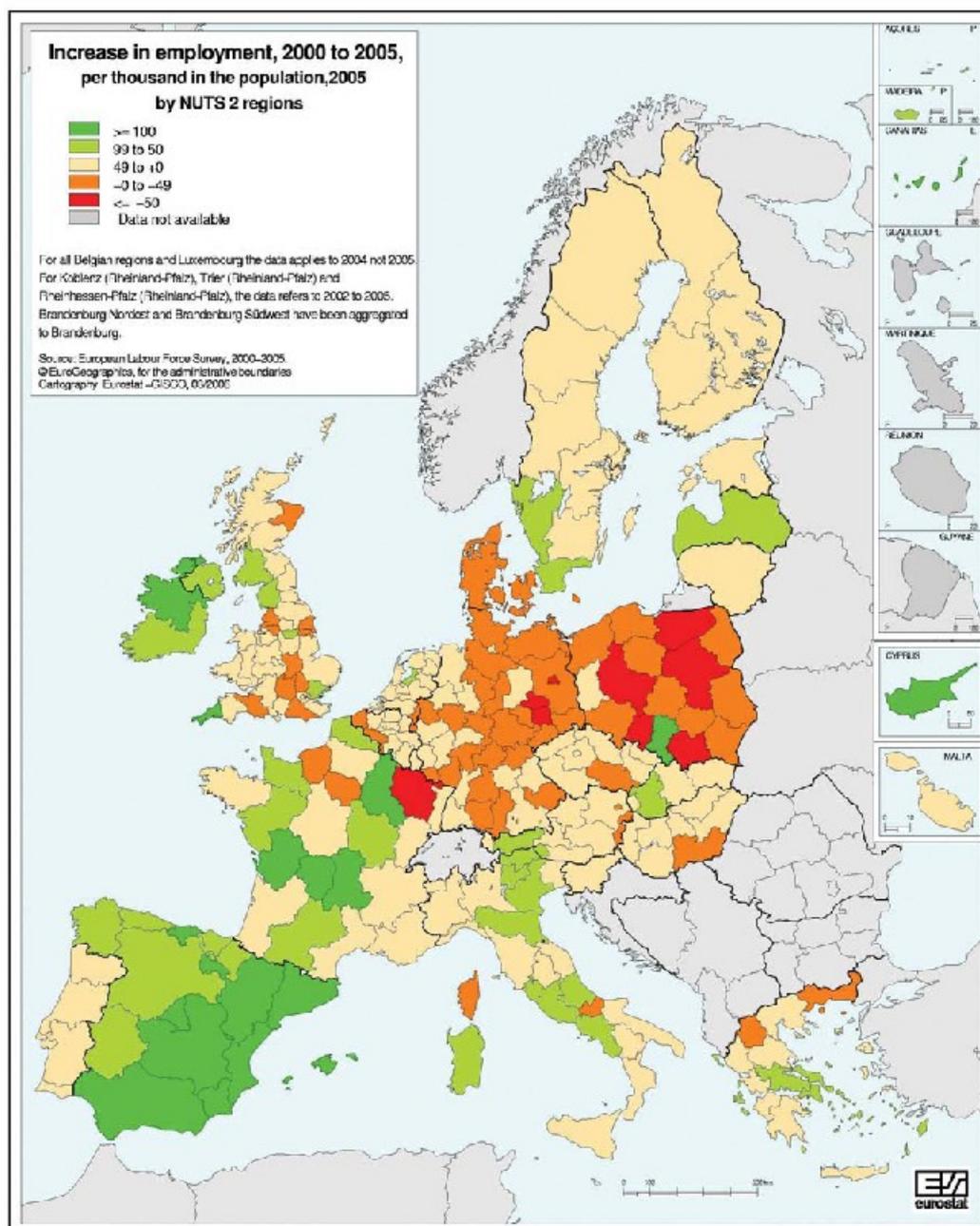
Des statistiques par bassin d'emploi que l'on ne retracera hélas que pour la période 2000 – 2004, illustrent un **exceptionnel déséquilibre territorial dans la création d'emploi** : un seul bassin, celui de **Toul**, se situe au-dessus de la moyenne nationale...une situation bien fragilisée par l'actualité sur ce bassin et sa spécialisation industrielle.

Seuls quatre bassins sur 17 sont en évolution positive.

**Evolution de l'emploi total salarié (public + privé) par bassin d'emploi – 2000/2004**



Pour clore cette analyse sur l'emploi lorrain, nous avons choisi de présenter la carte de l'Europe ci-après qui positionne clairement les dynamiques régionales au cours des cinq dernières années. La croissance de l'emploi se diffuse globalement sur les régions de l'UE 15 avec cependant une situation plus difficile en Allemagne, mais aussi de nombreuses poches de croissance élevée. Il apparaît bien que **la Lorraine constitue une forme d'exception, affichant la plus forte dépression de l'emploi en Europe occidentale...**



## VI – L'EXCEPTION FRONTALIERE LORRAINE : entre 1990 et 2006 la dynamique frontalière crée 54 000 emplois pour les lorrains

La dynamique du travail frontalier a créé **2 500 emplois supplémentaires** pour les Lorrains et pour la seule année 2006.

Le nombre de travailleurs frontaliers lorrains a été multiplié par 2,7 depuis 1990 passant de 32 700 à **87 000, exactement 54 312 emplois supplémentaires sur la période**. Dans le même temps, l'évolution du secteur concurrentiel régional représente un volume d'environ 33 658 emplois supplémentaires en Lorraine...

Si l'on propose de raisonner en emploi total en arrêtant les statistiques à 2005 : la dynamique frontalière crée 1,5 fois plus d'emplois que la Lorraine (51 800 contre 33 700). **Cela porterait l'évolution du volume total de l'emploi des Lorrains à + 10,2% au lieu de + 4,2%.**

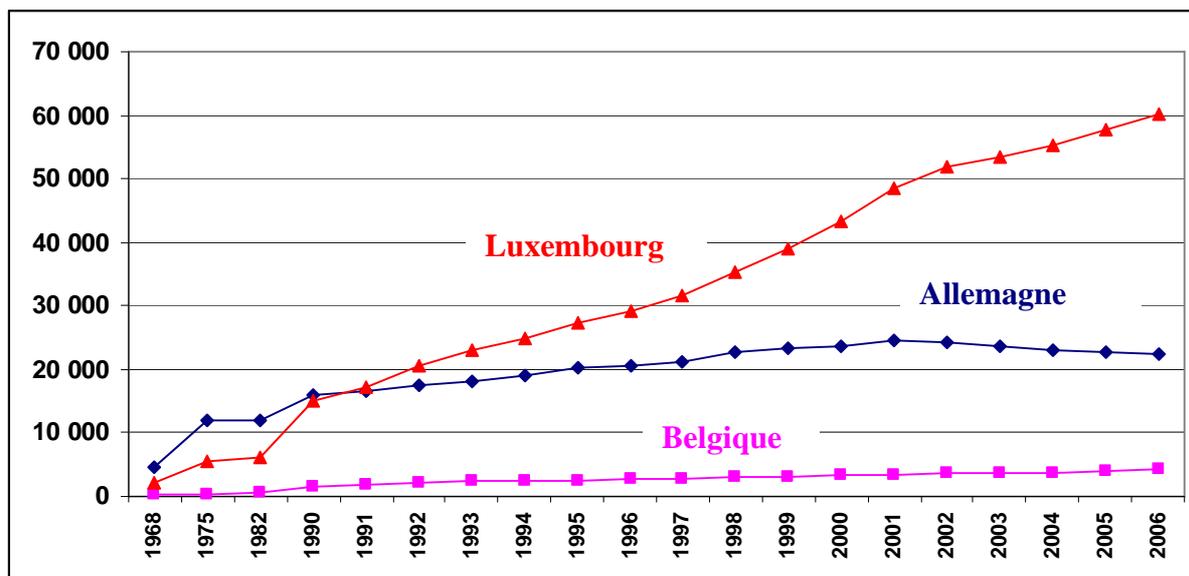
Evolution de l'emploi frontalier lorrain 1990 – 2005  
et répartition par Département & Bassin d'Emploi de résidence

	1990		2005		2006			évol 1990 2006	en % / Lorraine
	Total	vers Lux (%)	Total	vers Lux (%)	Total	vers Lux (%)	Soit pr 2006		
<b>Moselle</b>	<b>24 490</b>	<b>35,4</b>	<b>62 153</b>	<b>63,3</b>	<b>63 926</b>	<b>65</b>	<b>41552</b>	<b>161,0</b>	<b>73,5</b>
<i>dont</i> Thionville	8 936	90,4	34 206	97,5	36 060	97,6	35195	303,5	41,4
Metz	631	74,5	4 896	96,7	5 083	96,9	4925	705,5	5,8
Bassin-Houiller	8 987	1,1	15 795	6,5	15 651	7,6	1189	74,2	18,0
Sarreguemines	5 671	0,3	6 896	2	6 787	2,4	163	19,7	7,8
<b>Meurthe-et- Moselle</b>	<b>7 451</b>	<b>82,2</b>	<b>19 834</b>	<b>85,2</b>	<b>20 421</b>	<b>84,6</b>	<b>17276</b>	<b>174,1</b>	<b>23,5</b>
<i>dont</i> Longwy	6 439	82,4	15 374	82,5	15 774	81,4	12840	145,0	18,1
Briey	827	91,7	3 675	98	3 822	97,9	3742	362,2	4,4
Nancy	114	24,6	616	85,7	644	86,5	557	464,9	0,7
<b>Meuse</b>	<b>605</b>	<b>21,2</b>	<b>2 285</b>	<b>55,1</b>	<b>2 425</b>	<b>54,2</b>	<b>1314</b>	<b>300,8</b>	<b>2,8</b>
<i>dont</i> Meuse du nord	585	21,2	2 192	54	2 338	53,3	1246	299,7	2,7
<b>Vosges</b>	<b>145</b>	<b>9,7</b>	<b>232</b>	<b>43,5</b>	<b>231</b>	<b>43,3</b>	<b>100</b>	<b>59,3</b>	<b>0,3</b>
<b>Total Lorraine</b>	<b>32 691</b>	<b>45,8</b>	<b>84 504</b>	<b>68,1</b>	<b>87 003</b>	<b>69,3</b>	<b>60293</b>	<b>166,1</b>	<b>100,0</b>

Source INSEE Bilans économiques 2005 et 2006

**On peut estimer que la région atteindra ou dépassera le seuil de 90 000 frontaliers à la fin 2007...**

La destination **Luxembourg** représente désormais presque **70% de cet emploi frontalier** contre 46% en 1990, alors que depuis 2001, l'emploi vers l'Allemagne ne cesse de diminuer.



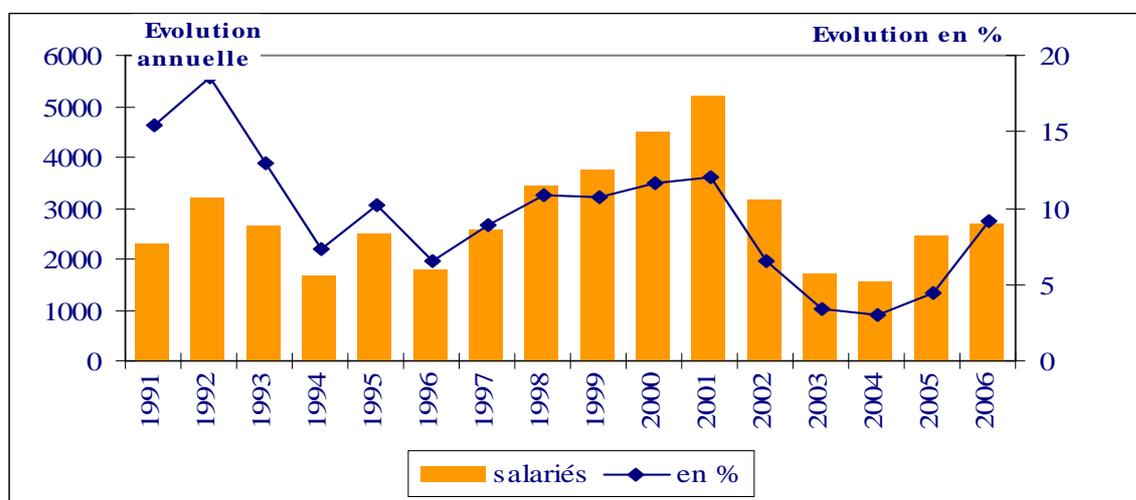
Evolution du travail frontalier en Lorraine (source INSEE)

Face à l'ampleur du phénomène luxembourgeois, notre Assemblée a souhaité mener une analyse particulière, objet de l'étude présentée en juin 2007<sup>21</sup> à laquelle nous renvoyons bien entendu pour détailler la description qualitative de l'évolution des relations entre marché du travail et économies du Luxembourg et de la Lorraine. Cette étude vient d'être confortée par une publication récente de l'INSEE Lorraine qui s'attache plus particulièrement aux travailleurs frontaliers<sup>22</sup>.

Les constats portés sur l'évolution récente (2001 – 2006) de l'emploi luxembourgeois démontrent que **la dynamique de création d'emploi bénéficie à près de 30% (soit environ 12 400 créations) aux frontaliers français et donc essentiellement lorrains** avec une part importante dans les services Immobiliers, Services aux entreprises et Intermédiation financière : *au-delà d'une évolution quantitative de l'emploi luxembourgeois, on observe également une mutation qualitative dont l'impact sur la main d'œuvre régionale, mais aussi sur tout le territoire lorrain, doit mériter une attention supplémentaire (renvoi sur l'ensemble de cet enjeu à notre communication de juin 2007 précitée).*

<sup>21</sup> Communication « L'enjeu transfrontalier, au cœur du développement économique de la Lorraine – Une urgence : le Luxembourg » Séance Plénière CESL – 26 juin 2007

<sup>22</sup> Economie Lorraine N°99 Septembre 2007 : « Le travail frontalier : l'âge de la maturité »



Evolution annuelle de l'emploi salarié lorrain au Luxembourg (source INSEE)

Les statistiques les plus récentes ne démentent pas cette spectaculaire dynamique de l'économie du Luxembourg comme en atteste le tableau ci-dessous. Sans revenir sur les écarts conséquents avec la Lorraine, retenons **qu'avec 8 fois moins de population le Grand Duché crée plus de la moitié de l'emploi créé par la Rhénanie Palatinat.**

#### Emploi-chômage grande région Mars 2006 – Mars 2007

	Population 2006	Nombre de création d'emplois (mars 2006-mars 2007)	Taux de création d'emploi (%) (mars 2006-mars 2007)	Taux de chômage (mars 2007)
Luxembourg	459 000	12 700	+ 4 %	4,4 %
Sarre	1 050 000	6 700	+ 2 %	8,8 %
Rhénanie Palatinat	4 059 000	24 000	+ 2,1 %	7,1 %
Lorraine	2 339 000	1200	+ 0,2 %	8,8 %

Source INSEE Lorraine n° 95 juillet 2007 – DRTEFP Lorraine - mars 2007 – Unedic

### ***III - Indicateurs sociaux***

## I – EVOLUTION DU CHÔMAGE : une interprétation complexe

### 1. Comparaisons régionales sur les dernières années : l'évolution du taux de chômage lorrain est un indicateur supplémentaire d'un climat économique morose sur le plan de l'emploi....

Sans doute l'indicateur du taux de chômage est **d'une interprétation délicate** dans son rapport à la santé économique d'une région : comment comparer ainsi la dynamique du Limousin toujours classé en 1<sup>er</sup> rang national entre 2004 et 2006 avec celle de Languedoc Roussillon, lanterne rouge pour ce qui concerne le taux de chômage, mais par ailleurs parmi les leaders de la croissance démographique nationale, de l'emploi et du PIB. **Il est toutefois intéressant d'observer l'évolution de chaque région par rapport à cet indicateur.** On y observera à nouveau que, sur les trois dernières années et dans un contexte global de création d'emploi, **la Lorraine éprouve des difficultés à se situer en position très favorable.**

2004		2005		2006		Evol* 06/05				
Rg	Région	Rg	Région	Rg	Région					
1	Limousin	7,8	1	Limousin	↘	7,7	1	Limousin	7,2	- 0,5
2	Bretagne	8,2	2	Bretagne	↘	8,1	2	Bretagne	7,6	- 0,5
3	Alsace	8,4	3	Pays de la Loire	↘	8,2	3	Pays de la Loire	7,6	- 0,6
4	Pays de la Loire	8,4	4	Auvergne	↘	8,5	4	Rhône-Alpes	7,8	- 0,9
5	Auvergne	8,6	5	Bourgogne	↘	8,6	5	Bourgogne	7,9	- 0,7
6	Bourgogne	8,7	6	Alsace	↗	8,7	6	Auvergne	8	- 0,5
7	Centre	8,8	7	Centre	↘	8,7	7	Centre	8	- 0,7
8	Franche-Comte	8,8	8	Rhône-Alpes	↘	8,7	8	Alsace	8,2	- 0,5
9	Rhône-Alpes	8,8	9	Franche-Comte	↔	8,8	9	Ile-de-France	8,5	- 1,2
10	Basse-Normandie	9,4	10	Basse-Normandie	↔	9,4	10	Franche-Comte	8,6	- 0,2
11	Poitou-Charentes	9,4	11	Poitou-Charentes	↔	9,4	11	Poitou-Charentes	8,6	- 0,8
12	Lorraine	9,7	12	Ile-de-France	↘	9,7	12	Basse-Normandie	8,7	- 0,7
13	Midi-Pyrénées	9,9	13	Midi-Pyrénées	↘	9,8	13	Aquitaine	8,9	1
	France Métrop.	9,9		France Métrop.	↘	9,8		France Métrop.	9,1	- 0,7
14	Ile-de-France	10	14	Aquitaine	↘	9,9	14	Midi-Pyrénées	9,2	- 0,6
15	Aquitaine	10,1	15	Lorraine	↗	9,9	15	Corse	9,4	- 1
16	Champ-Ardenne	10,3	16	Champ-Ardenne	↔	10,3	16	Lorraine	9,4	- 0,5
17	Corse	10,7	17	Corse	↘	10,4	17	Champ-Ardenne	9,6	- 0,7
18	Haute-Normandie	10,8	18	Haute-Normandie	↘	10,7	18	Haute-Normandie	9,9	- 0,8
19	Picardie	10,8	19	Picardie	↗	10,9	19	Picardie	10,2	- 0,7
20	PACA	11,9	20	PACA	↘	11,7	20	PACA	10,8	- 0,9
21	Nord-P-de-Calais	13,1	21	Nord-P-de-Calais	↗	13,2	21	Nord-P-de-Calais	12,5	- 0,7
22	Lang-Roussillon	13,8	22	Lang-Roussillon	↘	13,7	22	Lang-Roussillon	12,6	- 1,1

\*NB : l'évolution est calculée en points du taux de chômage et non en pourcentage

Source INSEE BIT

Ainsi, en 2004-2005, seules 4 régions (Alsace, Lorraine, Picardie et Nord-pas-de Calais) continuaient à enregistrer une hausse de leur taux de chômage, 4 régions le maintenaient et les 14 autres le voyaient chuter.

Par contre entre 2005 et 2006, si toutes enregistrent une amélioration, on notera cependant que l'Ile de France et le Languedoc-Roussillon enregistrent les plus fortes baisses, Rhône-Alpes également dans une moindre mesure...

Dernière remarque concernant le tableau global du chômage dans les régions : **le classement reste relativement stable** entre 2004 et 2006 tout en notant **deux réels extrêmes** :

- deux régions en forte progression de leurs performances et qui se repositionnent bien plus favorablement dans le classement général :
  - Ile-de-France (-1,5 point, passe du 14<sup>ème</sup> au 9<sup>ème</sup> rang),
  - Rhône-Alpes (-1 point, passe du 9<sup>ème</sup> au 4<sup>ème</sup> rang)
- deux régions qui enregistrent les plus faibles améliorations de leur taux de chômage et qui perdent rang :
  - 5 rangs pour l'Alsace (-0,2 passant du 3<sup>ème</sup> au 8<sup>ème</sup> rang) : elle maintient cependant un taux de chômage moins fort que la moyenne nationale (avec par ailleurs un emploi frontalier moins volumineux).
  - 4 rangs pour **la Lorraine** (- 0,3 passant du 12<sup>ème</sup> au 16<sup>ème</sup> rang) : sur le long terme c'est la région qui régresse le plus fortement (elle était en 5<sup>ème</sup> position en 1996...), elle accentue en outre son écart avec le taux national

## 2. ...mais l'année 2006 améliore incontestablement la situation du chômage en Lorraine et le 1<sup>er</sup> semestre 2007 est encore plus encourageant

Un regard sur l'évolution plus précise du chômage dans notre région nous portera malgré tout à observer **une réelle amélioration au cours de l'année 2006 et au 1<sup>er</sup> semestre 2007**.

	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	juin-07
Moins de 25 ans	27 245	15 768	17 419	19 442	20 899	22 173	21 203	18 270	12 825
25 à 49 ans	65 584	48 495	48 440	52 022	55 251	56 216	54 985	49 881	45 053
50 ans et plus	9 347	9 711	9 791	10 516	10 827	11 058	11 234	10 744	10 387
<b>Ensemble</b>	<b>102 176</b>	<b>73 974</b>	<b>75 650</b>	<b>81 980</b>	<b>86 977</b>	<b>89 447</b>	<b>87 422</b>	<b>78 895</b>	<b>68 265</b>
dont CLD		21 709	19 256	21 573	22 497	23 825	24 392	22 615	18 268

Sur la période décembre 2006-2007, l'évolution du chômage des **jeunes** en Lorraine est plus favorable qu'au plan national, les dynamiques sont par contre beaucoup moins rapide dans les autres catégories, et tout particulièrement chez les plus de 50 ans et en ce qui concerne les chômeurs de longue durée...

L'évolution annuelle à **mi-année** atteste par contre d'une **accélération de la chute du chômage dans toutes les catégories**, mais de façon cette fois-ci encore plus notable chez les jeunes et également pour le public des plus de 50 ans (seul point de tendance moins favorable qu'au plan national) et le chômage de longue durée.

#### Evolution du chômage en volume et % Lorraine - France

	Déc. 2005	Déc. 2006	Evolution Lorraine		Evolution France	Juin 2006	Juin 2007	Evolution annuelle à mi année	
			Nb	%	%			LOR	France
Moins de 25 ans	21 203	18 270	-2 933	<b>-13,8</b>	<b>-10,0</b>	15 113	12 825	<b>-15,1</b>	<b>-9,1</b>
25 à 49 ans	54 985	49 881	-5 104	<b>-9,3</b>	<b>-10,2</b>	51 121	45 053	<b>-11,9</b>	<b>-10,7</b>
50 ans et plus	11 234	10 744	-490	<b>-4,4</b>	<b>-8,9</b>	11 593	10 387	<b>-10,4</b>	<b>-11,8</b>
Ensemble	<b>87 422</b>	<b>78 895</b>	-8 527	<b>-9,8</b>	<b>- 10</b>	77 827	68 265	<b>-12,3</b>	<b>- 10,6</b>
dont CLD	24 392	22 615	-1 777	<b>-7,3</b>	<b>- 12,9</b>	23 982	18 268	<b>-23,8</b>	<b>- 22,5</b>

Si l'on analyse la répartition du chômage par catégorie (tableau ci-dessous), on observe que la chute du chômage s'accompagne d'une recomposition interne de la demande d'emploi qui bénéficie aux jeunes mais qui pèsent sur les 25 – 49 ans et surtout sur les plus de 50 ans :

- baisse conséquente de la proportion des jeunes : elle reste toutefois supérieure au niveau national ;
- baisse de la proportion du CLD : là par contre la Lorraine conserve une spécificité avec une part inférieure au niveau national ;
- la proportion des 25 – 49 ans en baisse constante pendant la période de hausse du volume des demandeurs d'emploi, repart à la hausse en 2006 – 2007 ;
- la catégorie des plus de 50 ans demeure sur une tendance lourde de progression.

#### Evolution de la répartition de la demande d'emploi en Lorraine (selon l'âge et la durée)

	1995*	1996*	1997*	1998*	1999*	2000*	2001*	2002*	2003*	2004*	2005*	2006*	Juin- 07
Moins de 25 ans	26,7	26,2	24,0	23,3	21,9	21,3	23,0	23,7	24,0	24,8	24,3	23,1	18,8
Pm France												20,1	16,2
25 à 49 ans	64,2	64,3	65,2	64,7	65,9	65,6	64,0	63,5	63,5	62,8	62,9	63,2	66
50 ans et plus	9,1	9,6	10,8	11,9	12,1	13,1	12,9	12,8	12,4	12,4	12,9	13,6	15,2
Part CLD			38,5	38,2	34,8	29,3	25,5	26,3	25,9	26,6	27,9	28,7	26,8
Pm France												29,6	28,2

\* décembre

\*\* Chômage Longue Durée

### 3. L'interprétation de l'évolution du chômage : un sujet en débat...

En taux comme en volume, en France comme en Lorraine, le chômage parvient à son **niveau le plus bas depuis 2001**. Les chiffres de juin 2007 laissent d'ailleurs espérer que **le seuil de la demande d'emploi sera même abaissé en fin d'année comparativement à son volume historiquement bas de décembre 2000**.

On sait toutefois que cette chute récente et assez spectaculaire a relancé une forme de polémique non seulement quant à la comptabilisation nationale du nombre de demandeurs d'emploi (réalisée selon les définitions du BIT et cependant remise en cause au niveau européen) mais aussi quant à l'analyse plus fine d'une part, de l'évolution des différentes catégories de chômage et, d'autre part, des mécanismes expliquant cette baisse des statistiques.

**Sur le premier point**<sup>23</sup>, l'INSEE devrait réactualiser le calcul du chômage selon de nouvelles bases : les chiffres sont à paraître courant novembre 2007.

**Sur les deux derniers points**, il convient de rappeler que les principales statistiques du chômage présentent l'évolution de la catégorie 1 (il en existe huit) des demandeurs d'emploi, à savoir : les chômeurs « **immédiatement disponibles et à la recherche d'un emploi à durée indéterminée à temps plein** ». Sans doute cette référence ne tient pas suffisamment compte de la mutation forte du marché du travail et de l'offre de l'emploi.

#### 3.1 Des évolutions structurelles historiques sur le fonctionnement du marché du travail

Depuis plusieurs années en effet, on observe deux phénomènes (ils correspondent à une évolution structurelle historique) :

- la croissance d'une **offre d'emploi** que l'on qualifie de « **précaire** » (contrats temporaires à durée inférieure à 6 mois) et de l'offre de travail à **temps partiel ou intérimaire**
- de façon parallèle, le **comportement de recherche d'emploi** a évolué : dans un contexte de pénurie de l'offre (ou de pression du marché) et de conjoncture sociale difficile, les demandeurs d'emploi sont, pour beaucoup d'entre eux, amenés **soit** à se positionner sur une demande d'emploi à durée réduite (cela correspond aux catégories 2 & 3<sup>24</sup> de la demande d'emploi) qui ne correspond pas forcément à leur attente mais qui leur permet d'espérer plus facilement une activité, **soit** à accepter des stages de réorientation ou de qualification ou encore à se diriger sur certains profils d'emploi qui ne correspondent pas à leur objectif (en terme de durée ou de secteur de travail) et

<sup>23</sup> Il faut rappeler que le niveau d'évolution du chômage en France est suivi à partir de deux sources principales : les données de l'ANPE sur le nombre de Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) et celles de l'enquête emploi de l'INSEE, enquête statistique effectuée en continu sur l'année. Les résultats obtenus à partir de ces deux sources sont raccordés par un recadrage annuel du chômage calculé à partir des demandeurs d'emploi, sur la moyenne annuelle du chômage évalué par l'enquête emploi. Cependant, pour la première fois en 20 ans, ce calage n'a pu être effectué par l'INSEE en 2006 tant l'évolution a divergé selon les sources. Cette divergence est à l'origine d'un écart de 0,7% sur l'estimation du taux de chômage moyen de l'année 2006 et aurait reconduit après recalage à un écart d'un point de taux de chômage en niveau en décembre 2006...

<sup>24</sup> Catégories 2= demande d'emploi CDI mais à temps partiel

Catégorie 3 = demande d'emploi à durée déterminée, d'emploi saisonnier ou temporaire.

Ces deux catégories ne sont généralement pas associées au décompte et à l'analyse du chômage...

qui les conduit à demeurer en situation de recherche (cela correspond aux catégories 4 & 5<sup>25</sup> du chômage, qui ne sont pas comptabilisées dans la demande d'emploi), **soit enfin** à alterner des petites périodes d'emploi et des retours au chômage (cela correspond aux catégories 6, 7 & 8<sup>26</sup>) ;

Face à ces deux phénomènes, ce que l'on observe **sur l'évolution de long terme (1995 – 2006)** des catégories de chômage, c'est :

- une baisse en volume de la catégorie 1 (elle demeure cependant et bien sûr la part la plus importante de la demande d'emploi)
- une augmentation assez forte des autres catégories de demande d'emploi : représentant 1/5<sup>ème</sup> de la demande toutes catégories confondues en 1995, elles constituent aujourd'hui près du 1/3 en Lorraine (32,3 %) et même près de 38% en France.

Mais sur une **période plus récente (en comparant les années 2000 et 2006 qui correspondent aux deux points les plus bas de la situation du chômage en France et en Lorraine)**, ce double constat ne s'observe pas tout à fait et de plus les évolutions Lorraine – France divergent quelque peu. On voit ainsi (tableau ci-après) :

- entre 2000 et 2006, une population totale en recherche d'emploi toutes catégories confondues qui représente un volume en légère augmentation en Lorraine (+ 635 soit + 0,5 %) alors qu'il baisse de 1,8 % en France.
- une progression significative en Lorraine de la Demande d'Emploi de catégorie 1 dans le cadre d'une DE (Demande d'Emploi) globalement stable : la recherche de CDI à temps plein en Lorraine est supérieure de 6,7% en 2006 et passe de 64 à 68 % de la DE totale. En France cette catégorie voit au contraire son volume baisser de 3 %, sa proportion passant de 63,1 à 62,4 %.
- Inversement les autres catégories de chômage baissent en volume et en proportion en Lorraine (-10,2%, passant de 36,2 à 32,3 % du total) alors qu'elle se maintient en France en volume (+0,1%) mais augmente un peu leur part dans la demande d'emploi globale (passant de 36,9 à 37,6%)
- la DE à temps partiel CDI (catégorie 2) baisse en volume en Lorraine plus fortement qu'en France
- La DE à durée déterminée ou réduite (catégorie 3) augmente plus fortement en Lorraine (+ 50,4 %).
- La catégorie 6 baisse plus fortement en Lorraine (mais en évolution positive sur 2006)
- La DE de catégorie 8 augmente très fortement (et beaucoup plus en Lorraine) mais régresse entre 2005 et 2006. Elle représente toujours un assez faible volume.

---

<sup>25</sup> Catégories 4 & 5 : correspondent aux demandeurs d'emplois non disponibles immédiatement (souvent en stage de formation : en citant particulièrement les signataires de conventions de reclassement personnalisé ou de contrat de transition professionnelle) et aux demandeurs pourvus d'un emploi. **Il faut savoir que le nombre de demandeurs dans ces deux catégories n'est pas publiée et donc non recensé dans la demande d'emploi globale.**

<sup>26</sup> Catégories 6, 7 & 8 : demandeurs ayant effectué une activité réduite de plus de 78 heures au cours du mois

### Evolution et composition de la Demande d'Emploi toutes catégories Lorraine / France

Catégorie	2000			2005 Lorraine Nb	2006			Evolution 2005 - 2006		Evolution 2000 - 2006	
	Nombre Lorraine	En % du total			Nombre Lorraine	En % du total		Lorraine	France	Lorraine	France
		Lorraine	France			Lorraine	France				
1	73 974	63,8	63,1	87 422	78 895	67,7	62,4	-9,8	-10,0	6,7	-3,0
Autres catégories	41 901	36,2	36,9	42 193	37 615	32,3	37,6	-10,9	-9,8	-10,2	0,1
dont 2	20 512	17,7	13,5	17 428	15 107	13,0	11,4	-13,3	-10,9	-26,4	-17,2
3	4 176	3,6	6,0	8 146	6 279	5,4	8,2	-22,9	-10,3	50,4	34,3
6	14 310	12,3	13,0	12 104	12 577	10,8	13,0	3,9	-4,6	-12,1	-1,8
7	2 118	1,8	2,4	2 353	2 193	1,9	2,2	-6,8	-9,2	3,5	-10,4
8	785	0,7	2,0	2 162	1 459	1,3	2,8	-32,5	-23,8	85,9	39,4
<b>Total</b>	<b>115 875</b>	100,0	100,0	<b>129 615</b>	<b>116 510</b>	100,0	100,0	<b>-10,1</b>	-9,9	<b>0,5</b>	-1,8

#### Quels sont les facteurs explicatifs à ces singularités lorraines ?

- Une poussée de l'offre de travail à temps partiel et précaire permettant une sortie plus importante du chômage des catégories 2 & 3 ?
- Une amélioration globale du marché du travail portant les DE à solliciter plus directement un CDI ?
- Une amélioration de la situation du chômage plus soutenue en France par la création d'emploi ?

#### 3.2 L'augmentation en volume de l'offre de travail ne suffit pas à expliquer la chute du nombre de demandeurs d'emplois

La baisse du chômage est sans aucun doute partiellement liée à la création d'emplois et à l'augmentation de l'offre (deux données qui ne se recourent pas étant donnés les effets de la démographie de la population active). Le ralentissement de l'évolution de la population active induit qu'il est nécessaire de créer moins d'emploi qu'avant pour faire baisser le chômage. Un article du Monde du 1<sup>er</sup> février 2007 faisait état d'une note de conjoncture de l'INSEE au plan national (décembre 2006) estimant « l'évolution tendancielle de la population active à 29 000 personnes en 2006 contre 67 000 en 2005 ».

Globalement sur la période 2000 - 2006, l'offre d'emploi augmente beaucoup plus sensiblement en France par contre sur l'année 2006 la tendance est plus favorable en Lorraine.

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Evolution	
								2006 / 2000	2006 / 2005
LORRAINE	107 285	103 812	99 966	104 861	104 872	107 828	111 601	4,0	3,5
France	3 156 604	3 028 870	2 946 100	2 900 600	3 069 100	3 318 937	3 403 344	7,8	2,5
% Lor/France	3,4	3,4	3,4	3,6	3,4	3,2	3,3		

### 3.3 Les dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi : contrats aidés ou dispositifs de formation-accompagnement...quel effet à long terme sur la demande d'emploi ?

Depuis 2 ans en France et plus tardivement en Lorraine, certaines mesures pour l'emploi ont indéniablement pris partiellement le relais des anciens dispositifs de contrats aidés ou d'accompagnement - formation.

Il est cependant difficile d'en mesurer l'ampleur exacte dans la mesure où les statistiques disponibles sur ce sujet<sup>27</sup> comptabilisent les entrées en mesures dans l'année (et non le solde annuel des bénéficiaires de ces dispositifs).

- Nous rappelons tout d'abord la montée en puissance du dispositif d'Aide à la Création d'Entreprises qui a permis à plus de 2 000 lorrains « demandeurs d'emplois, indemnisés ou non indemnisés, et inscrits depuis plus de 6 mois à l'ANPE, aux bénéficiaires du RMI, aux salariés repreneurs de leur entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire, ainsi qu'aux jeunes de moins de 26 ans éligibles aux contrats jeunes » de créer ou maintenir (cas de reprise d'entreprise) leur emploi en 2006.
- Citons ensuite, dans le cadre du dispositif d'accompagnement des restructurations, l'apparition en 2006 de 2 366 signataires de « Conventions de Reclassement Personnalisé » (CRP)<sup>28</sup> en notant bien que par cette convention (démarche volontaire d'un salarié concerné par le plan social de son entreprise), la personne rompt son contrat de travail pour bénéficier du statut de stagiaire de la formation professionnelle. Il n'émerge pas dans la demande d'emploi.
- Reprenons enfin le tableau des différents dispositifs (contrats aidés ou autres) en secteurs marchand et non marchand.

La très forte évolution 2005 – 2006 permet en fait de retrouver le niveau 2004. L'année 2005 correspond à une année de transition par rapport à la montée en puissance des nouveaux dispositifs de la politique de l'emploi.

---

<sup>27</sup> Site de la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

<sup>28</sup> Obligatoire pour entreprises non soumises au congé de reclassement (loi 18 01 05) : l'acceptation est facultative pour le salarié, s'il accepte son contrat de travail est rompu, il perçoit une indemnité de licenciement et entre dans le statut de stagiaire de la formation professionnelle et perçoit une allocation spécifique de reclassement (financement Unédic)

### Entrées en Mesures / Dispositifs de la Politique de l'Emploi en Lorraine

Mesures non marchandes	2000	2004	2005	2006	Evolution 2006/2005 en %
Contrats Emploi Solidarité	16 710	10 079	4 615		
Contrats Emploi Consolidé	5 489	3 984	2 111	690	
SIFE Collectifs	3 751	1 850	32		
SIFE Individuels	1 446	885			
Stage d'Accès à l'Emploi	1 404	711			
NS-EJ*	2 578	660	302	108	
<b>Anciens dispositifs - sous total</b>	<b>31 378</b>	<b>18 169</b>	<b>7 060</b>	<b>798</b>	
CAE**			5 092	12 033	
Contrat Avenir			1 096	5 565	
Apprentis secteur Public			219	209	
<b>Dispositifs actifs - sous total</b>			<b>6 407</b>	<b>17 807</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>31 378</b>	<b>18 169</b>	<b>13 467</b>	<b>18 605</b>	<b>38,2</b>
<i>Pm CIVIS</i>			5 543	8 166	47,3
<i>*Nouveaux Services-Emplois Jeunes</i>					
<i>**Contrat Accompagnement Emploi</i>					
Mesures Marchandes	2000	2004	2005	2006	Evolution 2006/2005 en %
Contrats de qualification	3 987	3 150	656		
Contrats d'adaptation	3 372	1 238	119		
Contrats d'orientation	325	354	4		
Contrats Initiative Emploi (anciens)	4 027	3 248	1 202		
Contrats de qualification Adulte		159	15		
<b>Anciens dispositifs - sous total</b>	<b>11 711</b>	<b>8 149</b>	<b>1 996</b>		
Contrats Jeunes en Entreprise		1 885	2 153	2 609	
Contrats de Professionnalisation		38	2 688	3 974	
Contrats Initiative Emploi (PCS)			2 001	2 316	
<b>Dispositifs actifs - sous total</b>		<b>1 923</b>	<b>6 842</b>	<b>8 899</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>11 711</b>	<b>10 072</b>	<b>8 838</b>	<b>8 899</b>	<b>0,7</b>
<b>TOTAL MARCHAND - NON MARCHAND</b>	<b>43 089</b>	<b>28 241</b>	<b>22 305</b>	<b>27 504</b>	<b>23</b>

Tableau élaboré à partir des données DRTEFP – Cahiers Lorrains de l'Emploi - Bilan 2006 (Juin 2007)

Le bilan fourni par les Caisses d'Allocation Familiales nous permet également de proposer le tableau ci-dessous concernant le recensement des bénéficiaires du dispositif **CI-RMA**, Contrat Insertion-Revenu Minimum d'Activité, financé par les Départements.

CI - RMA	mars-06	déc 2006	mars 2007	évolution sur 1 <sup>er</sup> trimestre 2007	évolution annuelle mars 07/ mars 06
Meurthe -et- Moselle	58	148	151	2,0%	160,3 %
Meuse	24	57	71	24,6%	195,8 %
Moselle	206	375	407	8,5%	97,6 %
Vosges	90	140	146	4,3%	62,2 %
<b>Lorraine</b>	<b>378</b>	<b>720</b>	<b>775</b>	<b>7,6%</b>	<b>105,0 %</b>
France Métropolitaine	5 007	9 690	11 152	<b>15,1%</b>	93,5 %

## II – LES INDICATEURS SOCIAUX : jusqu’à fin 2006, et contrairement aux tendances nationales, le RMI a continué à progresser

L’INSEE vient d’actualiser les données relatives à la précarité en Lorraine : **quelques 224 200 lorrains vivent en dessous du seuil de pauvreté (739€ / mois<sup>29</sup>)** ce qui représente une proportion de 11,5% des moins de 65 ans<sup>30</sup>. **Les femmes représentent 32% de cette population en situation de grave précarité et les enfants 44% (près de 100 000).**

Cette donnée ne peut toutefois faire l’objet d’aucune interprétation par rapport aux 237 000 lorrains recensés précédemment (chiffres 2004) car le tableau de bord de la précarité, présenté en mars 2007 pour des données 2005, a pris en compte de nouvelles bases de revenus par unité de consommation<sup>31</sup> qui ont pour conséquence d’augmenter le revenu et le nombre de personnes recensées au-dessus du seuil de pauvreté...

### Personnes recensées sous le seuil de pauvreté en Lorraine\*(population de moins de 65 ans)

	Meurthe - et-Moselle	Meuse	Moselle	Vosges	Total Lorraine 2005
<b>Nombre de personnes sous le seuil de pauvreté (1)</b>	73 081	18 951	95 589	36 602	<b>224 223</b>
Dont Femmes	23 820	5 997	30 673	11 583	<b>72 073</b>
Hommes	18 274	4 177	21 808	8 289	<b>52 548</b>
Enfants	30 750	8 706	42 790	16 640	<b>98 886</b>
Autres personnes à charge	237	71	318	90	<b>716</b>
Part dans total personnes sous le seuil pauvreté en Lorraine	<b>32,6%</b>	<b>8,5%</b>	<b>42,6%</b>	<b>16,3%</b>	100%
<b>Taux de pauvreté</b>	<b>12%</b>	<b>12%</b>	<b>10,9%</b>	<b>11,7%</b>	
Habitants (2005)	722 000	193 000	1 037 000	382 000	2 334 000
Part / total hab	<b>31%</b>	<b>8%</b>	<b>44%</b>	<b>16%</b>	100%

(1) 50% revenu médian : seuil de pauvreté monétaire relative fixé à la moitié du revenu qui sépare la population française en deux groupes identiques (= 739€ en 2005)

\*Source INSEE : Tableau de Bord 2005 Pauvreté Précarité

Cela étant, pour la première fois l’INSEE livre des éléments de comparaison nationaux (auparavant les modes de calcul n’étaient pas homogénéisés) classant **la Lorraine en 10<sup>ème</sup> rang**, avec des écarts assez importants par rapport à Languedoc Roussillon (18,2%) et Nord-Pas-de-Calais (18%).

Précisons à nouveau que ces chiffres seraient plus forts si l’on calculait le seuil de pauvreté selon le mode de calcul européen (seuil de pauvreté établi à 60% du revenu médian) : la Lorraine aurait alors un taux de pauvreté de 17,6% des moins de 65 ans...

<sup>29</sup> Taux de pauvreté monétaire calculé sur la base de 50% du revenu médian

<sup>30</sup> Pauvreté-Précarité en Lorraine : tableau de bord 2005, INSEE Economie Lorraine N°80 de mars 2007

<sup>31</sup> Intégration d’une partie de la prime à la naissance de la PAJE (Prestation d’Accueil Jeune Enfant) et une partie de l’ARS (Allocation de Rentrée Scolaire)

### MINIMA SOCIAUX

	2000	2005	2006	Evolution 2006/2005		Part Lorraine en France
				Lorraine	France	
RMI	29 333	38 331	<b>39 297</b>	+ 2,5 %	- 0,9 %	3,6%
API	6 435	7 349	<b>7 471</b>	+ 1,7%	+ 4,9 %	3,9%
AAH	23 789	27 708	<b>27 975</b>	+0,5 %	+ 0,5 %	3,8%

Après 5 années de hausse continue, l'année 2007 amorce enfin une baisse du nombre d'allocataires RMI...(à comparer avec évolutions nationales)

	Evolution		
	Nombre RMI	%	Evolution nombre
1998	31 480		
1999	31 930	1,4	450
2000	29 333	-8,1	-2 597
2001	28 780	-1,9	-553
2002	29 967	4,1	1 187
2003	31 830	6,2	1 863
2004	34 444	8,2	2 614
2005	38 331	11,3	3 887
2006	39 297	2,5	966
juin-07	37 850	- 3,7	<b>- 1447</b>

Sur le 1<sup>er</sup> semestre la baisse du nombre d'allocataires RMI s'est un peu accélérée : - 1 447 allocataires, soit une baisse sur 6 mois de 3,7%. En parallèle la France métropolitaine enregistre encore une baisse plus forte (- 5% et - 55 434 allocataires).

Tous les départements lorrains sont touchés par la hausse du nombre d'allocataires RMI en 2006. Si c'est la Moselle qui enregistre le nombre le plus important, elle représente 39,4 % de la population allocataire alors que son poids démographique est d'environ 44% (base 2005). La Meurthe-et-Moselle peut être qualifiée en « surnombre » de RMI : 37,5% par rapport à son poids démographique régional de 31%.

#### Revenu minimum d'insertion

RMI	2005	2006	Part dans le nombre d'allocataires RMI en région (2006)	évolution 2005-2006	juin-07	Evolution sur 1 <sup>er</sup> semestre 2007
Meurthe -et-Moselle	14 559	14 756	37,5 %	1,4%	14 086	- 4,5%
Meuse	3 163	3 320	8,4 %	5,0%	3 329	+ 0,3%
Moselle	15 086	15 502	39,4 %	2,8%	14 913	- 3,8%
Vosges	5 523	5 719	14,5 %	3,5%	5 522	- 3,4%
<b>Lorraine</b>	<b>38 331</b>	<b>39 297</b>	<b>100 %</b>	<b>2,5%</b>	37 850	- 3,7 %
France Métropolitaine	1 111 374	1 101 372		<b>-0,9%</b>	1 045 938	- 5%
Lorraine / France Métropole	3,4%	3,6%			3,6%	

Les derniers chiffres disponibles pour le mois de juin 2007 montrent que la baisse la plus sensible concerne la Meurthe-et-Moselle alors que **la Meuse enregistre pour seule amélioration une stabilisation du nombre de ses résidents allocataires du RMI...**